

COMPAGNIE INTERNATIONALE DE LEASING



الشركة الدولية للايجار المالي

Compagnie Internationale de Leasing

Société Anonyme au capital de 25.000.000 dinars
Siège social : 16, Avenue Jean Jaurès – 1001 – Tunis
RC N° B1129231997

La CIL est notée BBB-(tun) à long terme avec perspective négative*, et F3 (tun) à court terme par l'agence de notation FITCH RATINGS le 16 février 2015

ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE « CIL 2015 » ENREGISTRE LE 20 JUILLET 2015 SOUS LE N° 15-006

La présente actualisation du document de référence a été enregistrée par le Conseil du Marché Financier le 19 février 2016 sous le n° 15-006/1001 donné en application de l'article 14 du règlement du CMF relatif à l'appel public à l'épargne. Elle devra être actualisée régulièrement par les informations périodiques, permanentes et occasionnelles. Elle complète le document de référence CIL 2015 enregistré le 20 juillet 2015 sous le n°15-006.

Cette actualisation du document de référence a été établie par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Cet enregistrement effectué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée sur la situation de la société n'implique pas l'authentification des éléments comptables et financiers présentés.

Responsable de l'information

M. Mourad Kallel

Directeur Administratif et Comptable à la CIL
Téléphone : 71 33 66 55 - Fax : 71 33 70 09

Intermédiaire en bourse chargé du document de référence

COMPAGNIE GENERALE D'INVESTISSEMENT

16, Avenue Jean Jaurès - 1001 Tunis
Téléphone : 71 25 20 44 - Fax : 71 25 20 24

Février 2016

Le document de référence CIL 2015 enregistré par le CMF le 20 juillet 2015 sous le n° 15-006 ainsi que la présente actualisation sont mis à la disposition du public sans frais auprès de la CIL et de la CGI sis au 16 avenue Jean Jaurès 1001 Tunis, et sur le site internet du CMF : www.cmf.org.tn.

Il ne peuvent être utilisés à l'appui d'une opération financière que s'ils sont complétés par une note d'opération visée par le CMF.

* Fitch Ratings a révisé en date du 27 janvier 2016, la perspective d'avenir à long terme, à stable.

SOMMAIRE

PRESENTATION RESUMEE DE LA SOCIETE	4
CHAPITRE 1 – RESPONSABLES DE L’ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE ET RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES	5
1 - 1 – Responsable de l’actualisation du document de référence :	5
1 - 2 – Attestation du responsable de l’actualisation du document de référence :	5
1 - 3 – Responsables du contrôle des comptes :	5
1 - 4 – Attestation de l’intermédiaire en Bourse chargé de l’élaboration de l’actualisation du document de référence :	7
1 - 5 – Responsable de l’information :	8
CHAPITRE 2 – RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L’EMETTEUR ET SON CAPITAL	9
2 - 1 – Répartition du capital social et des droits de vote au 31 décembre 2015:	9
2 - 2 – Marché des titres de l’émetteur :	10
2 - 3 – Notation de la société :	10
CHAPITRE 3 – RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L’ACTIVITE DE LA CIL	22
3 - 1 – Description de l’activité au 31 décembre 2015 :	22
3 - 1 - 1 – Situation de la CIL par rapport au secteur du leasing au 31 decembre 2015:	22
3 - 1 - 2 – Les performances de la CIL au 31 decembre 2015 :	22
3 - 2 – Organisation de la Compagnie Internationale de Leasing :	27
3 - 2 - 1 – Organigramme	28
3 - 3 – Litige ou arbitrage en cours ou passé :	28
3 - 4 – Politique sociale et effectif:	28
3 - 5 – Politique d’investissement de la CIL :	28
CHAPITRE 4 – PATRIMOINE, SITUATION FINANCIERE ET RESULTAT .	29
4 - 1 – Patrimoine de la société au 30 juin 2015.....	29
4 - 1 - 1 – Créances sur la clientèle, opérations de leasing :	29
4 - 1 - 2 – Portefeuille d’investissement :	30
4 - 1 - 3 – Les immobilisations corporelles :	32
4 - 2 – Renseignements sur les états financiers individuels au 30 juin 2015:	33

4 - 2 - 1 – Bilans arrêtés au 30 juin 2015:	34
4 - 2 - 2 – Etat des engagements hors bilan :	35
4 - 2 - 3 – Etat de résultat :	36
4 - 2 - 4 – Etat de flux de trésorerie	37
4 - 3 – Notes aux états financiers arrêtés au 30 juin 2015:	38
4 - 4 – Notes complémentaires, explicatives et rectificatives aux états financiers arrêtés au juin 2015.....	75
4 - 4 - 1 – Notes complémentaires aux états financiers arrêtés au 30 juin 2015	75
4 - 4 - 2 – Notes rectificatives aux états financiers arrêtés au 30 juin 2015.....	76
4 - 5 – Avis des commissaires aux comptes sur les états financiers arrêtés au 30 juin 2015 :	77
4 - 6 – ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIERE DE LA CIL AU 30 JUIN 2015 :.....	80
4 - 6 - 1 – Les engagements financiers au 30 JUIN 2015 :	80
4 - 6 - 2 – Encours des crédits contractés par la C.I.L au 30 juin 2015.....	81
4 - 6 - 3 – Structure des souscripteurs à l’emprunt «CIL 2015/2 (taux fixe : 7,65%) » :.....	84
4 - 6 - 4 – Structure des souscripteurs à l’emprunt «CIL 2015/2 (taux variable : TMM+2%) » :	84
4 - 6 - 5 – Soldes intermédiaires de gestion au 30 juin 2015 :	85
4 - 6 - 6 – Tableau des mouvements des capitaux propres au 30 juin 2015 :	86
4 - 6 - 7 – Evolution des revenus de leasing et du résultat d’exploitation :	87
4 - 6 - 8 – Evolution du résultat net :	87
4 - 6 - 9 – Evolution de la marge brute d’autofinancement :	87
4 - 6 - 10 – Indicateurs de gestion et ratios :	88
4 - 7 – Comportement boursier du titre CIL	89
CHAPITRE 5 – ORGANES D’ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE CONTROLE DES COMPTES :	90
CHAPITRE 6 – RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L’EVOLUTION RECENTE ET LES PERSPECTIVES D’AVENIR.....	91
6 - 1 – Evolution récente et orientations :	91
6 - 1 - 1 – Evolution récente :	91
6 - 1 - 2 – Orientations stratégiques :	91
6 - 2 – Perspectives d’avenir :.....	92
6 - 2 - 1 – Analyse des modifications :	92
6 - 2 - 2 – Analyse des performances réalisées en 2015 par rapport aux prévisions relatives à l’exercice 2015 :	93
6 - 2 - 3 – Hypothèses de prévisions retenues:	94

6 - 2 - 4 – Les états financiers prévisionnels :	97
6 - 2 - 5 – Ratios prévisionnels :	100
6 - 3 – Avis des commissaires aux comptes sur les informations financières prévisionnelles relatives à la période allant de 2015 à 2019:	101

PRESENTATION RESUMEE DE LA SOCIETE

La Compagnie Internationale de Leasing a été créée en 1992 avec un capital initial de 5 millions de dinars et a procédé à sa première augmentation de capital en 1995 pour le porter à 7,5 millions de dinars. Elle fut introduite à la cote en septembre 1997.

La société a pour activité principale de réaliser des opérations de leasing portant sur les biens à usage industriel, professionnel, meubles et immeubles.

Le capital actuel de la Compagnie Internationale de Leasing s'élève à 25 millions de dinars divisé en 5.000.000 actions de cinq dinars (5) de nominal chacune.

La Compagnie Internationale de Leasing est à la tête du groupe "CIL" composé au 31/12/2014 de deux autres sociétés :

- La Compagnie Générale d'Investissement "CGI" (98,76%) : ayant pour objet principal le commerce et la gestion des valeurs mobilières.
- La Société d'Investissement à Capital Risque "CIL SICAR" (99,99%) ayant pour objet principal, la participation, pour son propre compte ou pour le compte des tiers, au renforcement des opportunités d'investissement et des fonds propres des entreprises.

Depuis l'exercice 2001, la "CIL" a commencé à établir des états financiers consolidés.

❖ Activité de la CIL au 31 décembre 2015:

Au 31 décembre 2015 et par rapport à la même période en 2014, la CIL a enregistré un repli en termes de part de marché de 0,4 points pour les approbations, de 0,43 points pour les mises en force et de 0,18 points pour l'encours financier.

Les mises en force se sont élevées à 207,8 MD au 31/12/2015 contre 199,8 MD au 31/12/2014, soit une hausse de 4 %.

Les approbations ont évolué de +6,61%, passant de 243,4 MD au 31/12/2014 à 259,5 MD au 31/12/2015.

L'encours financier a augmenté de +8,60% en passant de 345,2 MD au septembre à 374,9 MD au 31 décembre 2015.

Le ratio des créances classées a atteint 7,33% au 31/12/2015 contre 7,74% au 31/12/2014.

En MD	CIL			Part de marché de la C I L		
	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2013	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2013
Approbations	259,5	243,4	196,1	12,00%	12,40%	11,15%
Mises en Force	207,8	199,8	172,8	12,01%	12,44%	12,19%
Encours financiers**	374,9	345,2	326,1	11,84%	12,02%	12,54%

CHAPITRE 1 – RESPONSABLES DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE ET RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES

1 - 1 – RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE :

Monsieur Mohamed BRIGUI
Président Directeur Général de la Compagnie Internationale de Leasing

1 - 2 – ATTESTATION DU RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE :

« A notre connaissance, les données de la présente actualisation du document de référence sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leurs jugements sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de la société. Elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée. »

Mr Mohamed BRIGUI
La Compagnie Internationale de Leasing
Le Président Directeur Général



1 - 3 – RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES :

❖ Etats financiers intermédiaires arrêtés au 30 juin 2015:

La société **Financial Auditing & Consulting FAC**, société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie, représentée par Monsieur Mohamed Neji Hergli.
Adresse : 22 bis, Avenue Mongi Slim El Menzah 5 – 2087 Ariana.

Et

La société **Delta Consult**, société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie, représentée par Monsieur Walid Ben Salah.
Adresse Immeuble SAADI – Tour CD – 2ème étage- Appartement 7 & 8 – Menzah IV - 1082 Tunis.

Avis sur les états financiers intermédiaires arrêtés au 30 juin 2015

Les états financiers arrêtés au 30 juin 2015 ont fait l'objet d'un examen limité effectué par la société **Financial Auditing & Consulting FAC** représentée par Mr Mohamed Neji Hergli et la société **Delta Consult** représentée par Mr Walid Ben Salah, qui ont émis l'avis suivant :

" Nous avons effectué l'examen limité des états financiers ci-joints de la Compagnie Internationale de Leasing (CIL), comprenant le bilan au 30 juin 2015, l'état de résultat et l'état des flux de trésorerie pour la période de six mois se terminant à cette date, ainsi que des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers intermédiaires, conformément au système comptable des entreprises. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces états financiers intermédiaires.

Etendue de l'examen :

Nous avons effectué cet examen selon la norme internationale d'examen limité ISRE 2410, "*Examen de l'information financière intermédiaire accompli par l'auditeur indépendant de l'entité*". Un examen limité de l'information financière intermédiaire consiste à prendre des renseignements, principalement auprès des personnes responsables des questions financières et comptables ainsi qu'à appliquer des procédures analytiques et autres aux données financières. L'étendue d'un examen limité est considérablement moindre que celle d'un audit effectué conformément aux normes internationales d'audit et par conséquent, il ne nous permet pas d'obtenir une assurance que nous nous rendions compte d'éléments significatifs qui pourraient être relevés par un audit. En conséquence, nous n'exprimons pas une opinion d'audit.

Conclusion :

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent à penser que les états financiers intermédiaires ci-joints de Compagnie Internationale de Leasing (CIL) arrêtés au 30 juin 2015, ne présentent pas sincèrement dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la société, ainsi que le résultat de ses opérations et les mouvements de trésorerie pour la période close à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

Observation post conclusion :

Au cours de l'accomplissement de notre mission, nous avons pris connaissance de l'infraction commise, en date du 30 juin 2015, par le caissier de l'agence de Sousse.

La société a déposé, en date du 1^{er} juillet 2015, une plainte à ce sujet auprès du poste de police d'Hammem Sousse.

En application de l'article 270 du code des sociétés commerciales et du paragraphe 36 de la norme 10 de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie, nous avons révélé ce fait délictueux au procureur de la république du tribunal de première instance de Tunis, par lettre en date du 27 août 2015.

L'incidence de ladite infraction s'élevant à 108.258 Dinars, a été totalement provisionnée au 30 juin 2015.

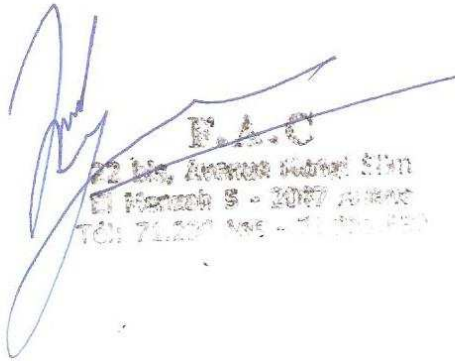
Notre conclusion ne comporte pas de réserves concernant cette question. "

Attestation des commissaires aux comptes :

« Nous avons procédé à la vérification des informations financières et des données comptables figurant dans la présente actualisation du document de référence en effectuant les diligences que nous avons estimées nécessaires selon les normes de la profession. Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la régularité des informations financières et comptables présentées. »

Les commissaires aux comptes

La société **Financial Auditing & Consulting FAC**
Monsieur Mohamed Neji HERGLI



F.A.C
22 Rue Amrout Babouh Sfax
El Menzah 5 - 2077 Ariana
Tél: 71 231 146 - 71 231 150

La société **Delta Consult**
Monsieur Walid BEN SALAH



DELTA CONSULT
Société d'Expertise Comptable
inscrite au Tableau de l'Ordre
Immeuble SAADI - Tour CD, Bur. 7 et 8
1082 El Menzah 4 - ARIANA
Tél: 71 755 035 - Fax: 71 753 062

1 - 4 – ATTESTATION DE L'INTERMEDIAIRE EN BOURSE CHARGE DE L'ELABORATION DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE :

« Nous attestons avoir accompli les diligences d'usage pour s'assurer de la sincérité de l'actualisation du document de référence. »

Mr Mehdi BACH-HAMBA
La Compagnie Générale d'Investissement
Le Directeur Général



La Compagnie Générale d'Investissement
Société Anonyme
Capital Social : 100 000 000 TND
Siège Social : 1082 El Menzah 4 - ARIANA
Tél : 71 755 035 - Fax : 71 753 062

1 - 5 – RESPONSABLE DE L'INFORMATION :

Mr Mourad KALLEL

La Compagnie Internationale de Leasing

Directeur Administratif et Comptable

Tel : 71 33 66 55 Fax : 71 33 70 09



29 FEV. 2016

CHAPITRE 2 – RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'EMETTEUR ET SON CAPITAL

2 - 1 – REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL ET DES DROITS DE VOTE AU 31 DECEMBRE 2015:

Actionnariat	Nombre d'actionnaires	Nombre d'actions	Montant en DT	Pourcentage du capital
Actionnaires Tunisiens	697	4 985 681	24 928 405	99,71%
Personnes morales	59	3 238 826	16 194 130	64,78%
Ayant 3% et plus	7	2988 042	14 940 210	59,76%
Ayant plus 0,5% et moins de 3%	2	99 000	495 000	1,98%
Ayant au max 0,5%	50	151 784	758 920	3,04%
Personnes physiques	638	1 746 855	8 734 275	34,94%
Ayant 3% et plus	3	935 699	4 678 495	18,71%
Ayant plus 0,5% et moins de 3%	7	277 918	1 389 590	5,56%
Ayant au max 0,5%	628	533 238	2 666 190	10,66%
Actionnaires Etrangers	4	14 202	71 010	0,28%
Personnes morales	1	13 614	68 070	0,27%
Ayant 3% et plus	0	0	-	0,00%
Ayant plus 0,5% et moins de 3%	0	0	0	0,00%
Ayant au max 0,5%	1	13 614	68 070	0,27%
Personnes physiques	3	588	2 940	0,01%
Ayant 3% et plus	0	0	-	0,00%
Ayant plus 0,5% et moins de 3%	0	0	-	0,00%
Ayant au max 0,5%	3	588	2 940	0,01%
Droits non encore convertis		117		
TOTAL	701	5 000 000	25 000 000	100,00%

Liste des actionnaires détenant individuellement 3% et plus du capital social et des droits de vote au 31 décembre 2015

Actionnariat	Nombre d'actions	Montant en DT	Pourcentage du capital
SOCIETE GENERALE FINANCIERE	1 001 266	5 006 330	20,03%
TUNISIAN TRAVEL SERVICE	563 050	2 815 250	11,26%
Mr BOUAZIZ HABIB	522 093	2 610 465	10,44%
STE TOURIST OCEANA	453 999	2 269 995	9,08%
TTS FINANCIERE	406 950	2 034 750	8,14%
Mr BRIGUI MOHAMED	214 316	1 071 580	4,29%
GAT	201 331	1 006 655	4,03%
CIL Compte de régularisation	199 455	997 275	3,99%
Mr HAJ -TAIEB SOFIENE	199 290	996 450	3,99%
GAT VIE	161 991	809 955	3,24%
Total	3 923 741	19 618 705	78,47%

Pourcentage du capital et des droits de vote détenus par l'ensemble des membres des organes d'administration et de direction 31 décembre 2015

Membres	Nombre d'actions et droit de vote	Montant en DT	Pourcentage du capital et des droits de vote
Président du Conseil :	214 316	1 071 580	4,29%
M ^f Mohamed BRIGUI			
Administrateurs :			
Société Générale Financière	1 001 266	5 006 330	20,03%
Tunisian Travel Services	563 050	2 815 250	11,26%
Mr Habib Bouaziz	522 093	2 610 465	10,44%
GAT	201 331	1 006 655	4,03%
M ^f Khaled BEN HASSINE	6 250	31 250	0,13%
M ^f Afif BEN YAHIA	0	0	0
M ^f Walid ZAHEG	0	0	0
M ^f Skander KAMOUN	10 710	53 550	0,21%
Total	2 519 016	12 595 080	50,38%

2 - 2 – MARCHE DES TITRES DE L'EMETTEUR :

Les actions de la CIL sont négociées au marché principal de la cote de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Il existe à fin février 2016, 7 emprunts obligataires en cours émis par l'émetteur qui sont cotés sur le marché obligataire sur 12 lignes de cotation, il s'agit de :

- CIL 2012/1 (5 ans, 6,0% et/ou TMM+1,25%) ;
- CIL 2012/2 (5 ans, 6,5% et/ou TMM+1,75%) ;
- CIL 2013/1 selon 2 catégories : catégorie A d'une durée de 5 ans et un taux d'intérêt de 7% ou TMM+1,50% brut par an et une catégorie B d'une durée de 7 ans dont 2 années de grâce et un taux d'intérêt de 7,25% brut par an ;
- CIL 2014/1 (5 ans, 7,2% et/ou TMM+1,90%) ;
- CIL 2014/2 (5 ans, 7,60%) ;
- CIL 2015/1 (5 ans, 7,65% et/ou TMM+2%) ;
- CIL 2015/2 (5 ans, 7,65% et/ou TMM +2%).

2 - 3 – NOTATION DE LA SOCIETE :

Le **16 février 2015**, Fitch Ratings a confirmé la notation de la Compagnie Internationale de Leasing (CIL) '**BBB-(tun)**' à long terme et '**F3 (tun)**' à court terme. La perspective de la note nationale à long terme est négative*.

La note nationale "F3" indique : des créances pour lesquelles l'aptitude au paiement en temps et en heure du principal et des intérêts est adéquate, comparativement aux autres entités émettrices de dettes dans le pays. Toutefois cette aptitude au paiement en temps et en heure est plus sensible aux évolutions

* Fitch Ratings a révisé en date du 27 janvier 2016, la perspective d'avenir à long terme, à stable.

défavorables des conditions économiques et financières que pour les créances notées dans les catégories supérieures.

La note nationale "BBB-" indique : des créances pour lesquelles l'aptitude au paiement en temps et en heure du principal et des intérêts est adéquate, comparativement aux autres entités émettrices de dettes dans le pays. Cependant, une évolution défavorable des facteurs d'exploitation ou des conditions économiques et financières pourrait affecter cette aptitude dans une plus large mesure que pour les créances notées dans les catégories supérieures. (Voir échelle de notation page 21).

Compagnie Internationale de Leasing - French Version

Fiche de notation

Notes

Notes Nationales

Long Terme	BBB-(tun)
Court Terme	F3(tun)

Risque Souverain

NDE ³ LT en monnaie étrangère	BB-
NDE ³ LT en monnaie locale	BB
Note de plafond souverain	BB

Perspective

NDE ³ LT en monnaie étrangère du souverain	Négative
NDE ³ LT en monnaie locale du souverain	Négative
Note Nationale à Long Terme	Négative

³ NDE – Note de Défaut Emetteur

Données Financières

Compagnie Internationale de Leasing

	30 juin 14	31 déc 13
Total Bilan (Mio USD)	227,2	220,7
Total Bilan (Mio TND)	383,2	363,5
Fonds propres (Mio TND)	53,0	54,4
Résultat d'exploitation (Mio TND)	3,2	10,3
Résultat Net (Mio TND)	2,6	0,6
Résultat d'exploitation/ Actifs Moyens (%)	1,7	2,8
Résultat d'exploitation/ Fonds Propres Moyens (%)	12,0	19,8
Ratio Tier 1 (%)	13,5	14,4
Fds Propres Durs Fitch/ Actifs Pondérés	14,2	15,6

Rapports Associés

Peer Review: Tunisian Leasing Companies (February 2015)

Analystes

Vanessa Flores
+44 20 3530 1515
vanessa.flores@fitchratings.com

Solena Gloaguen
+44 20 3530 1126
solena.gloaguen@fitchratings.com

Fondements des notes attribuées

Des notes basées sur les qualités intrinsèques : Les notes reflètent une rentabilité acceptable bien que sous pression et une qualité d'actifs modeste. Elles prennent également en compte une liquidité tendue considérant l'absence de support d'un actionnaire bancaire et des ratios de solvabilité juste adéquats. La perspective négative sur la note à long-terme reflète la vulnérabilité de la CIL - comparée à ses pairs - à une détérioration de la qualité de ses actifs au regard de ratios de capitaux seulement acceptables.

Une rentabilité qui demeure acceptable: La rentabilité d'exploitation de la CIL demeure acceptable notamment grâce à la bonne gestion de ses charges d'exploitation, comme l'illustre son coefficient d'exploitation (32% au 1S 2014 – le plus bas du marché). Néanmoins, la rentabilité de la CIL souffre de l'alourdissement des dotations aux provisions ainsi que de l'accroissement continu des coûts de financement.

Fitch estime que la rentabilité de la CIL en 2014 et 2015 dépendra de sa capacité à maîtriser son coût du risque.

Une qualité d'actifs modeste: L'augmentation du ratio de créances douteuses à fin juin 2014 (fin juin 2014 : 9,9% ; fin 2013 : 7,7%) est attribuée à la détérioration temporaire du risque de crédit de certains de ses gros emprunteurs. Fitch considère que le niveau de concentration élevé du portefeuille de crédits expose la CIL à une détérioration de la qualité de ses actifs (les vingt plus gros engagements représentaient 67% des fonds propres à fin juin 2014).

Fitch s'attend à une amélioration de la qualité d'actifs de la CIL à fin 2014 suite à l'amélioration du risque de crédit de certaines grosses expositions. L'agence considère que l'exposition au risque résiduel de crédit devrait ainsi s'améliorer et être dans la moyenne du secteur à fin 2014. Fitch estime que la qualité d'actifs devrait bénéficier en 2015 d'une conjoncture économique légèrement plus favorable.

Une liquidité tendue: N'étant pas adossée à un groupe bancaire, la CIL est très dépendante des marchés financiers, en particulier obligataires, pour son financement. La CIL est particulièrement exposée au risque de refinancement du fait d'un recours significatif aux financements à court terme.

Des ratios de solvabilité juste adéquats: Les ratios de solvabilité de la CIL demeurent juste adéquats et se situent en retrait par rapport à certains de ses pairs.

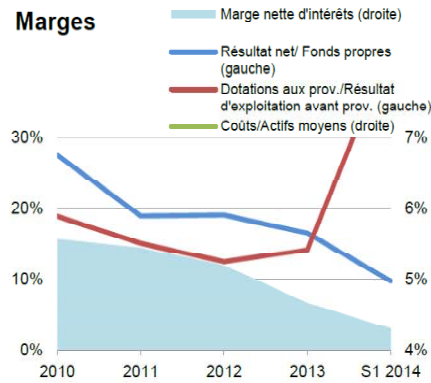
Un soutien incertain : Le capital de la CIL est contrôlé à hauteur de 33% par son président directeur général au travers d'une société d'investissement, d'une société touristique et en nom propre. En l'absence d'un actionnaire institutionnel majoritaire, Fitch estime qu'en cas de nécessité, un soutien extérieur serait possible mais non certain.

Sensibilité des notes

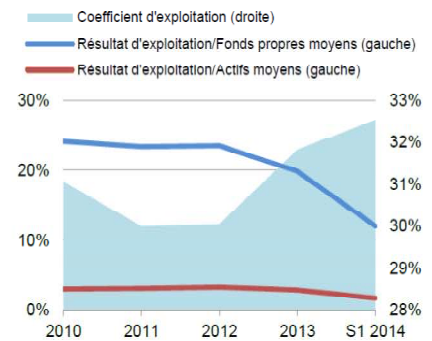
Une dégradation des indicateurs financiers: Les notes de la société pourraient être dégradées en cas d'une détérioration confirmée de sa qualité d'actifs ou de sa solvabilité, ou d'un resserrement de sa liquidité.

Source: Société ; Fitch (données à fin juin 2014 sauf mention contraire).

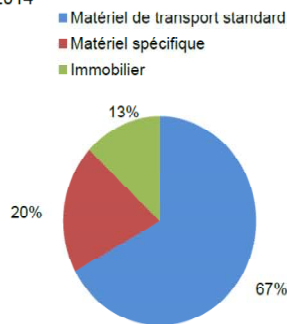
Marges



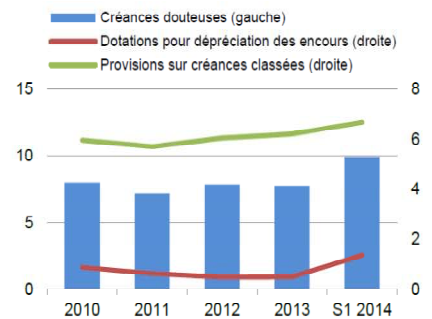
Ratios de rentabilité



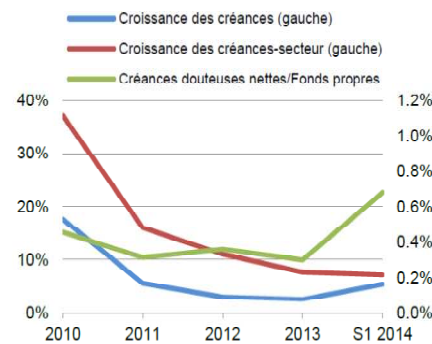
Portefeuille de crédits – juin 2014



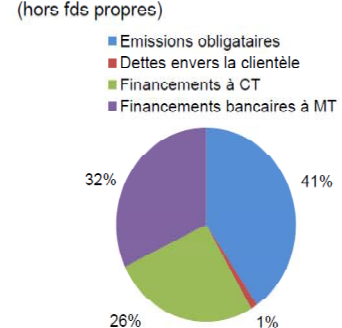
Qualité d'actifs (% d'encours bruts)



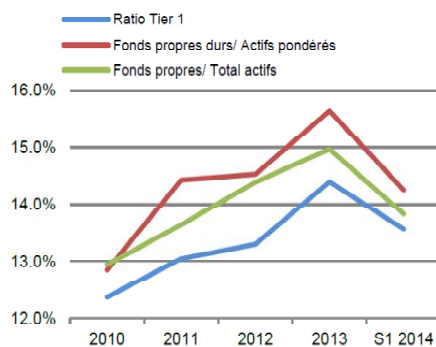
Evolution des crédits



Ressources (hors fds propres)



Capital & Effet de levier



Related Criteria

Global Financial Institutions Rating Criteria (janvier 2014)

National Scale Ratings Criteria (octobre 2013)

Compagnie Internationale de Leasing
Balance Sheet

	30 Jun 2014		As % of Assets	31 Dec 2013		31 Dec 2012		31 Dec 2011	
	6 Months - Interim USDm	Interim - Interim TNDm		Year End TNDm	As % of Assets	Year End TNDm	As % of Assets	Year End TNDm	As % of Assets
Assets									
A. Loans									
1. Residential Mortgage Loans	n.a.	n.a.	-	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00
2. Other Mortgage Loans	n.a.	n.a.	-	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00
3. Other Consumer/ Retail Loans	n.a.	n.a.	-	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00
4. Corporate & Commercial Loans	n.a.	n.a.	-	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00
5. Other Loans	218.1	367.9	96.01	349.1	96.04	342.9	96.76	332.9	98.26
6. Less: Reserves for Impaired Loans	14.5	24.5	6.39	21.6	5.94	20.7	5.84	19.0	5.61
7. Net Loans	203.6	343.4	89.61	327.5	90.10	322.2	90.91	313.9	92.65
8. Gross Loans	218.1	367.9	96.01	349.1	96.04	342.9	96.76	332.9	98.26
9. Memo: Impaired Loans included above	21.6	36.5	9.53	27.0	7.43	26.8	7.56	23.8	7.02
10. Memo: Loans at Fair Value included above	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	0.0	0.00
B. Other Earning Assets									
1. Loans and Advances to Banks	6.0	10.2	2.66	7.8	2.15	8.6	2.43	5.1	1.51
2. Reverse Repos and Cash Collateral	0.0	0.0	0.00	0.0	0.00	n.a.	-	0.0	0.00
3. Trading Securities and at FV through Income	0.0	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00
4. Derivatives	0.0	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00
5. Available for Sale Securities	0.0	0.0	0.00	0.5	0.14	2.9	0.82	0.5	0.15
6. Held to Maturity Securities	12.6	21.2	5.53	19.5	5.36	13.7	3.87	12.8	3.78
7. Equity Investments in Associates	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
8. Other Securities	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
9. Total Securities	12.6	21.2	5.53	20.0	5.50	16.6	4.68	13.3	3.93
10. Memo: Government Securities included Above	0.0	0.0	0.00	n.a.	-	n.a.	-	0.0	0.00
11. Memo: Total Securities Pledged	0.0	0.0	0.00	n.a.	-	n.a.	-	0.0	0.00
12. Investments in Property	0.0	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00
13. Insurance Assets	0.0	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00
14. Other Earning Assets	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	1.5	0.44
15. Total Earning Assets	222.2	374.8	97.81	355.3	97.74	347.4	98.02	333.8	98.52
C. Non-Earning Assets									
1. Cash and Due From Banks	0.0	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00
2. Memo: Mandatory Reserves included above	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
3. Foreclosed Real Estate	0.0	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00
4. Fixed Assets	1.7	2.9	0.76	2.9	0.80	3.0	0.85	3.3	0.97
5. Goodwill	0.0	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00
6. Other Intangibles	0.0	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00
7. Current Tax Assets	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
8. Deferred Tax Assets	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
9. Discontinued Operations	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
10. Other Assets	3.3	5.5	1.44	5.3	1.46	4.0	1.13	1.7	0.50
11. Total Assets	227.2	383.2	100.00	363.5	100.00	354.4	100.00	338.8	100.00
Liabilities and Equity									
D. Interest-Bearing Liabilities									
1. Customer Deposits - Current	2.2	3.7	0.97	3.1	0.85	2.7	0.76	3.6	1.06
2. Customer Deposits - Savings	0.0	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00
3. Customer Deposits - Term	0.0	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00
4. Total Customer Deposits	2.2	3.7	0.97	3.1	0.85	2.7	0.76	3.6	1.06
5. Deposits from Banks	0.0	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00
6. Repos and Cash Collateral	0.0	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00
7. Other Deposits and Short-term Borrowings	74.3	125.3	32.70	130.6	35.93	101.2	28.56	86.0	25.38
8. Total Deposits, Money Market and Short-term Funding	76.5	129.0	33.66	133.7	36.78	103.9	29.32	89.6	26.45
9. Senior Debt Maturing after 1 Year	100.2	169.0	44.10	155.0	42.64	170.3	48.05	178.2	52.60
10. Subordinated Borrowing	5.9	10.0	2.61	10.0	2.75	10.0	2.82	10.0	2.95
11. Other Funding	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
12. Total Long Term Funding	106.1	179.0	46.71	165.0	45.39	180.3	50.87	188.2	55.55
13. Derivatives	0.0	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00
14. Trading Liabilities	n.a.	n.a.	-	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00
15. Total Funding	182.6	308.0	80.38	298.7	82.17	284.2	80.19	277.8	82.00
E. Non-Interest Bearing Liabilities									
1. Fair Value Portion of Debt	0.0	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00
2. Credit impairment reserves	0.0	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00
3. Reserves for Pensions and Other	0.2	0.3	0.08	0.3	0.08	0.3	0.08	0.0	0.00
4. Current Tax Liabilities	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
5. Deferred Tax Liabilities	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
6. Other Deferred Liabilities	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
7. Discontinued Operations	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
8. Insurance Liabilities	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	0.0	0.00	0.0	0.00
9. Other Liabilities	13.0	21.9	5.72	10.1	2.78	18.9	5.33	14.8	4.37
10. Total Liabilities	195.8	330.2	86.17	309.1	85.03	303.4	85.61	292.6	86.36
F. Hybrid Capital									
1. Pref. Shares and Hybrid Capital accounted for as Debt	0.0	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00
2. Pref. Shares and Hybrid Capital accounted for as Equity	0.0	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00
G. Equity									
1. Common Equity	31.4	53.0	13.83	54.4	14.97	51.0	14.39	46.2	13.64
2. Non-controlling Interest	0.0	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00
3. Securities Revaluation Reserves	0.0	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00
4. Foreign Exchange Revaluation Reserves	0.0	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00
5. Fixed Asset Revaluations and Other Accumulated OCI	0.0	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00
6. Total Equity	31.4	53.0	13.83	54.4	14.97	51.0	14.39	46.2	13.64
7. Total Liabilities and Equity	227.2	383.2	100.00	363.5	100.00	354.4	100.00	338.8	100.00
8. Memo: Fitch Core Capital	31.4	53.0	13.83	54.4	14.97	51.0	14.39	46.2	13.64
9. Memo: Fitch Eligible Capital	31.4	53.0	13.83	54.4	14.97	51.0	14.39	46.2	13.64

Exchange rate

USD1 = TND1.68660

USD1 = TND1.64670

USD1 = TND1.55060

USD1 = TND1.49930

Compagnie Internationale de Leasing Summary Analytics

	30 Jun 2014 6 Months - Interim	31 Dec 2013 Year End	31 Dec 2012 Year End	31 Dec 2011 Year End
A. Interest Ratios				
1. Interest Income on Loans/ Average Gross Loans	8.76	8.70	8.79	9.05
2. Interest Expense on Customer Deposits/ Average Customer Deposits	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
3. Interest Income/ Average Earning Assets	9.28	9.40	9.47	9.58
4. Interest Expense/ Average Interest-bearing Liabilities	5.98	5.70	5.16	5.45
5. Net Interest Income/ Average Earning Assets	4.31	4.67	5.20	5.01
6. Net Int. Inc Less Loan Impairment Charges/ Av. Earning Assets	2.98	4.20	4.73	4.39
7. Net Interest Inc Less Preferred Stock Dividend/ Average Earning Asset	4.31	4.67	5.20	5.01
B. Other Operating Profitability Ratios				
1. Non-Interest Income/ Gross Revenues	6.02	5.11	3.28	4.12
2. Non-Interest Expense/ Gross Revenues	32.53	31.82	30.05	30.00
3. Non-Interest Expense/ Average Assets	1.46	1.53	1.59	1.54
4. Pre-impairment Op. Profit/ Average Equity	21.03	23.12	26.83	27.48
5. Pre-impairment Op. Profit/ Average Total Assets	3.02	3.29	3.70	3.59
6. Loans and securities impairment charges/ Pre-impairment Op. Profit	12.86	14.17	12.50	15.13
7. Operating Profit/ Average Equity	12.02	19.85	23.48	23.33
8. Operating Profit/ Average Total Assets	1.73	2.82	3.23	3.04
9. Taxes/ Pre-tax Profit	18.75	19.63	20.18	19.61
10. Pre-impairment Operating Profit / Risk Weighted Assets	3.04	3.45	3.65	3.72
11. Operating Profit / Risk Weighted Assets	1.74	2.96	3.19	3.15
C. Other Profitability Ratios				
1. Net Income/ Average Total Equity	9.76	16.57	19.08	18.94
2. Net Income/ Average Total Assets	1.40	2.36	2.63	2.47
3. Fitch Comprehensive Income/ Average Total Equity	9.76	16.57	19.08	18.94
4. Fitch Comprehensive Income/ Average Total Assets	1.40	2.36	2.63	2.47
5. Net Income/ Av. Total Assets plus Av. Managed Securitized Assets	1.40	2.36	2.63	2.47
6. Net Income/ Risk Weighted Assets	1.41	2.47	2.59	2.56
7. Fitch Comprehensive Income/ Risk Weighted Assets	1.41	2.47	2.59	2.56
D. Capitalization				
1. Fitch Core Capital/ Risk Weighted Assets	14.25	15.64	14.53	14.43
2. Fitch Eligible Capital/ Risk Weighted Assets	14.25	15.64	14.53	14.43
3. Tangible Common Equity/ Tangible Assets	13.83	14.97	14.39	13.64
4. Tier 1 Regulatory Capital Ratio	13.56	14.40	13.32	13.05
5. Total Regulatory Capital Ratio	16.84	17.91	16.80	16.17
6. Core Tier 1 Regulatory Capital Ratio	13.56	14.49	13.32	n.a.
7. Equity/ Total Assets	13.83	14.97	14.39	13.64
8. Cash Dividends Paid & Declared/ Net Income	n.a.	44.19	40.66	46.34
9. Cash Dividend Paid & Declared/ Fitch Comprehensive Income	n.a.	44.19	40.66	46.34
10. Cash Dividends & Share Repurchase/Net Income	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
11. Internal Capital Generation	9.89	8.82	10.59	9.52
E. Loan Quality				
1. Growth of Total Assets	5.42	2.57	4.60	5.61
2. Growth of Gross Loans	5.39	1.81	3.00	5.55
3. Impaired Loans/ Gross Loans	9.92	7.73	7.82	7.15
4. Reserves for Impaired Loans/ Gross Loans	6.66	6.19	6.04	5.71
5. Reserves for Impaired Loans/ Impaired Loans	67.12	80.00	77.24	79.83
6. Impaired loans less Reserves for Impaired Loans/ Fitch Core Capital	22.64	9.93	11.96	10.39
7. Impaired Loans less Reserves for Impaired Loans/ Equity	22.64	9.93	11.96	10.39
8. Loan Impairment Charges/ Average Gross Loans	1.35	0.48	0.47	0.61
9. Net Charge-offs/ Average Gross Loans	n.a.	n.a.	0.00	0.03
10. Impaired Loans + Foreclosed Assets/ Gross Loans + Foreclosed Ass	9.92	7.73	7.82	7.15
F. Funding and Liquidity				
1. Loans/ Customer Deposits	9,943.24	11,261.29	12,700.00	9,247.22
2. Interbank Assets/ Interbank Liabilities	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
3. Customer Deposits/ Total Funding (excluding derivatives)	1.20	1.04	0.95	1.30
4. Liquidity Coverage Ratio	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
5. Net Stable Funding Ratio	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.

Compagnie Internationale de Leasing
Reference Data

	30 Jun 2014		As % of Assets	31 Dec 2013		31 Dec 2012		31 Dec 2011	
	6 Months - Interim USDm	Interim TNDm		Year End TNDm	As % of Assets	Year End TNDm	As % of Assets	Year End TNDm	As % of Assets
A. Off-Balance Sheet Items									
1. Managed Securitized Assets Reported Off-Balance Sheet	0.0	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00
2. Other off-balance sheet exposure to securitizations	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
3. Guarantees	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
4. Acceptances and documentary credits reported off-balance sheet	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
5. Committed Credit Lines	37.7	63.6	16.60	51.0	14.03	61.8	17.44	n.a.	-
6. Other Contingent Liabilities	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
7. Total Business Volume	264.9	446.8	116.60	414.5	114.03	416.2	117.44	338.8	100.00
8. Memo: Risk Weighted Assets	220.5	371.9	97.05	347.8	95.68	350.9	99.01	320.2	94.51
9. Fitch Adjustments to Risk Weighted Assets	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
10. Fitch Adjusted Risk Weighted Assets	220.5	371.9	97.05	347.8	95.68	350.9	99.01	320.2	94.51
B. Average Balance Sheet									
Average Loans	212.6	358.5	93.55	351.6	96.73	337.8	95.32	325.9	96.19
Average Earning Assets	216.5	365.1	95.28	357.3	98.29	340.2	95.99	325.6	96.10
Average Assets	221.4	373.4	97.44	365.0	100.41	346.4	97.74	331.7	97.90
Average Managed Securitized Assets (OBS)	0.0	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00
Average Interest-Bearing Liabilities	179.9	303.4	79.18	296.5	81.57	281.2	79.35	273.6	80.76
Average Common equity	31.8	53.7	14.01	51.9	14.28	47.7	13.46	43.3	12.78
Average Equity	31.8	53.7	14.01	51.9	14.28	47.7	13.46	43.3	12.78
Average Customer Deposits	2.0	3.4	0.89	3.0	0.83	3.4	0.96	4.0	1.18
C. Maturities									
Asset Maturities:									
Loans & Advances < 3 months	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
Loans & Advances 3 - 12 Months	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
Loans and Advances 1 - 5 Years	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
Loans & Advances > 5 years	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
Debt Securities < 3 Months	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
Debt Securities 3 - 12 Months	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
Debt Securities 1 - 5 Years	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
Debt Securities > 5 Years	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
Loans & Advances to Banks < 3 Months	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
Loans & Advances to Banks 3 - 12 Months	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
Loans & Advances to Banks 1 - 5 Years	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
Loans & Advances to Banks > 5 Years	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
Liability Maturities:									
Retail Deposits < 3 months	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
Retail Deposits 3 - 12 Months	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
Retail Deposits 1 - 5 Years	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
Retail Deposits > 5 Years	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
Other Deposits < 3 Months	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
Other Deposits 3 - 12 Months	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
Other Deposits 1 - 5 Years	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
Other Deposits > 5 Years	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
Deposits from Banks < 3 Months	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
Deposits from Banks 3 - 12 Months	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
Deposits from Banks 1 - 5 Years	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
Deposits from Banks > 5 Years	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
Senior Debt Maturing < 3 months	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
Senior Debt Maturing 3-12 Months	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
Senior Debt Maturing 1- 5 Years	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
Senior Debt Maturing > 5 Years	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
Total Senior Debt on Balance Sheet	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
Fair Value Portion of Senior Debt	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
Covered Bonds	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
Subordinated Debt Maturing < 3 months	n.a.	n.a.	-	0.0	0.00	n.a.	-	n.a.	-
Subordinated Debt Maturing 3-12 Months	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
Subordinated Debt Maturing 1- 5 Year	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
Subordinated Debt Maturing > 5 Years	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
Total Subordinated Debt on Balance Sheet	5.9	10.0	2.61	10.0	2.75	10.0	2.82	10.0	2.95
Fair Value Portion of Subordinated Debt	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
D. Equity Reconciliation									
1. Equity	31.4	53.0	13.83	54.4	14.97	51.0	14.39	46.2	13.64
2. Add: Pref. Shares and Hybrid Capital accounted for as Equity	0.0	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00
3. Add: Other Adjustments	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
4. Published Equity	31.4	53.0	13.83	54.4	14.97	51.0	14.39	46.2	13.64
E. Fitch Eligible Capital Reconciliation									
1. Total Equity as reported (including non-controlling interests)	31.4	53.0	13.83	54.4	14.97	51.0	14.39	46.2	13.64
2. Fair value effect incl in own debt/borrowings at fv on the B/S- CC only	0.0	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00
3. Non-loss-absorbing non-controlling interests	0.0	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00
4. Goodwill	0.0	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00
5. Other intangibles	0.0	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00
6. Deferred tax assets deduction	0.0	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00
7. Net asset value of insurance subsidiaries	0.0	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00
8. First loss tranches of off-balance sheet securitizations	0.0	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00
9. Fitch Core Capital	31.4	53.0	13.83	54.4	14.97	51.0	14.39	46.2	13.64
10. Eligible weighted Hybrid capital	0.0	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00
11. Government held Hybrid Capital	0.0	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00
12. Fitch Eligible Capital	31.4	53.0	13.83	54.4	14.97	51.0	14.39	46.2	13.64

Exchange Rate

USD1 = TND1.68660

USD1 = TND1.64670

USD1 = TND1.55060

USD1 = TND1.49930

The ratings above were solicited by, or on behalf of, the issuer, and therefore, Fitch has been compensated for the provision of the ratings.

ALL FITCH CREDIT RATINGS ARE SUBJECT TO CERTAIN LIMITATIONS AND DISCLAIMERS. PLEASE READ THESE LIMITATIONS AND DISCLAIMERS BY FOLLOWING THIS LINK: [HTTPS://FITCHRATINGS.COM/UNDERSTANDINGCREDITRATINGS](https://fitchratings.com/understandingcreditratings). IN ADDITION, RATING DEFINITIONS AND THE TERMS OF USE OF SUCH RATINGS ARE AVAILABLE ON THE AGENCY'S PUBLIC WEB SITE AT WWW.FITCHRATINGS.COM. PUBLISHED RATINGS, CRITERIA, AND METHODOLOGIES ARE AVAILABLE FROM THIS SITE AT ALL TIMES. FITCH'S CODE OF CONDUCT, CONFIDENTIALITY, CONFLICTS OF INTEREST, AFFILIATE FIREWALL, COMPLIANCE, AND OTHER RELEVANT POLICIES AND PROCEDURES ARE ALSO AVAILABLE FROM THE CODE OF CONDUCT SECTION OF THIS SITE. FITCH MAY HAVE PROVIDED ANOTHER PERMISSIBLE SERVICE TO THE RATED ENTITY OR ITS RELATED THIRD PARTIES. DETAILS OF THIS SERVICE FOR RATINGS FOR WHICH THE LEAD ANALYST IS BASED IN AN EU-REGISTERED ENTITY CAN BE FOUND ON THE ENTITY SUMMARY PAGE FOR THIS ISSUER ON THE FITCH WEBSITE.

Copyright © 2015 by Fitch, Inc., Fitch Ratings Ltd. and its subsidiaries. 33 Whitehall Street, NY, NY 10004. Telephone: 1-800-753-4824. (212) 908-0500. Fax: (212) 480-4435. Reproduction or retransmission in whole or in part is prohibited except by permission. All rights reserved. In issuing and maintaining its ratings, Fitch relies on factual information it receives from issuers and underwriters and from other sources Fitch believes to be credible. Fitch conducts a reasonable investigation of the factual information relied upon by it in accordance with its ratings methodology, and obtains reasonable verification of that information from independent sources, to the extent such sources are available for a given security or in a given jurisdiction. The manner of Fitch's factual investigation and the scope of the third-party verification it obtains will vary depending on the nature of the rated security and its issuer, the requirements and practices in the jurisdiction in which the rated security is offered and sold and/or the issuer is located, the availability and nature of relevant public information, access to the management of the issuer and its advisers, the availability of pre-existing third-party verifications such as audit reports, agreed-upon procedures letters, appraisals, actuarial reports, engineering reports, legal opinions and other reports provided by third parties, the availability of independent and competent third-party verification sources with respect to the particular security or in the particular jurisdiction of the issuer, and a variety of other factors. Users of Fitch's ratings should understand that neither an enhanced factual investigation nor any third-party verification can ensure that all of the information Fitch relies on in connection with a rating will be accurate and complete. Ultimately, the issuer and its advisers are responsible for the accuracy of the information they provide to Fitch and to the market in offering documents and other reports. In issuing its ratings Fitch must rely on the work of experts, including independent auditors with respect to financial statements and attorneys with respect to legal and tax matters. Further, ratings are inherently forward-looking and embody assumptions and predictions about future events that by their nature cannot be verified as facts. As a result, despite any verification of current facts, ratings can be affected by future events or conditions that were not anticipated at the time a rating was issued or affirmed.

The information in this report is provided "as is" without any representation or warranty of any kind. A Fitch rating is an opinion as to the creditworthiness of a security. This opinion is based on established criteria and methodologies that Fitch is continuously evaluating and updating. Therefore, ratings are the collective work product of Fitch and no individual, or group of individuals, is solely responsible for a rating. The rating does not address the risk of loss due to risks other than credit risk, unless such risk is specifically mentioned. Fitch is not engaged in the offer or sale of any security. All Fitch reports have shared authorship. Individuals identified in a Fitch report were involved in, but are not solely responsible for, the opinions stated therein. The individuals are named for contact purposes only. A report providing a Fitch rating is neither a prospectus nor a substitute for the information assembled, verified and presented to investors by the issuer and its agents in connection with the sale of the securities. Ratings may be changed or withdrawn at anytime for any reason in the sole discretion of Fitch. Fitch does not provide investment advice of any sort. Ratings are not a recommendation to buy, sell, or hold any security. Ratings do not comment on the adequacy of market price, the suitability of any security for a particular investor, or the tax-exempt nature or taxability of payments made in respect to any security. Fitch receives fees from issuers, insurers, guarantors, other obligors, and underwriters for rating securities. Such fees generally vary from US\$1,000 to US\$750,000 (or the applicable currency equivalent) per issue. In certain cases, Fitch will rate all or a number of issues issued by a particular issuer, or insured or guaranteed by a particular insurer or guarantor, for a single annual fee. Such fees are expected to vary from US\$10,000 to US\$1,500,000 (or the applicable currency equivalent). The assignment, publication, or dissemination of a rating by Fitch shall not constitute a consent by Fitch to use its name as an expert in connection with any registration statement filed under the United States securities laws, the Financial Services and Markets Act 2000 of the United Kingdom, or the securities laws of any particular jurisdiction. Due to the relative efficiency of electronic publishing and distribution, Fitch research may be available to electronic subscribers up to three days earlier than to print subscribers.

Fitch Ratings

Fitch Takes Multiple Rating Actions on Tunisian Leasing Companies

Fitch Ratings-London/Paris-26 January 2016: Fitch Ratings has upgraded Wifack International Bank's (WIB) National Long-term Rating to 'AA+(tun)' from 'BBB-(tun)'. It has also affirmed the ratings of seven other Tunisian leasing companies: Tunisie Leasing (TL), Arab Tunisian Lease (ATL), Attijari Leasing (AL), Compagnie Internationale de Leasing (CIL), Hannibal Lease (HL), Arab International Lease (AIL), and Modern Leasing (ML). The Outlook on CIL's National Long-term Rating has also been revised to Stable from Negative. A full list of rating actions is available at the end of this rating action commentary.

The upgrade of WIB's National Long-term and senior debt ratings reflects Fitch's opinion of the moderate probability of support that the financial entity could expect to receive from its new main strategic shareholder, the Islamic Corporation for the Development of the Private Sector (ICD; AA/Stable/F1+). El Wifack Leasing (since renamed 'WIB') was placed on Rating Watch Positive in April 2015 following the announcement of ICD's 30% equity stake in WIB to facilitate the conversion of the leasing entity into a universal Islamic bank. The ratings are now driven by ICD's institutional support rather than by the standalone risk profile of the entity.

The revision of the Outlook to Stable from Negative on CIL reflects Fitch's expectations of stable creditworthiness of the leasing entity relative to peers in the country given resilient asset quality and capital ratios in line with peers.

The rating actions follow a periodic review of Tunisian leasing companies' National Ratings. National Ratings reflect the creditworthiness of an issuer relative to the best credit and to peers in the country. Fitch will shortly publish the main findings of this review in a report "Peer Review: Tunisian Leasing Companies".

KEY RATING DRIVERS - NATIONAL RATINGS AND SENIOR DEBT

CIL's National Ratings reflect the company's stable profitability and asset quality, which remains vulnerable to deterioration in the domestic economy. Fitch believes that its impaired loans ratio at end-2015 will be in line with 2014 figures (at around 8%). Capital and leverage ratios are broadly in line with peers. Reliance on wholesale funding and liquidity is tight, as with peers, making CIL potentially vulnerable to economic downturns.

KEY RATING DRIVERS AND SENSITIVITIES - SUBORDINATED DEBT (TL, ATL, AL, CIL, HL)

Compagnie Internationale de Leasing

National Long-term Rating: affirmed at 'BBB-(tun)'; Outlook revised to Stable from Negative

National Short-term Rating: affirmed at 'F3(tun)'

National senior unsecured debt rating: affirmed at 'BBB-(tun)'

National subordinated debt rating: affirmed at 'BB-(tun)'

Contact:

Primary Analyst
Solena Gloaguen
Director
+44 20 3530 1126
Fitch Ratings Limited
30 North Colonnade
London E14 5GN

Secondary Analyst
Eric Dupont
Senior Director
+33 1 44 29 91 31

Committee Chairperson
Gordon Scott
Managing Director
+44 20 3530 1075

Media Relations: Elaine Bailey, London, Tel: +44 203 530 1153, Email:
elaine.bailey@fitchratings.com.

Additional information is available on www.fitchratings.com.

Applicable Criteria

Global Non-Bank Financial Institutions Rating Criteria (pub. 28 Apr 2015)
(https://www.fitchratings.com/creditdesk/reports/report_frame.cfm?rpt_id=865351)
National Scale Ratings Criteria (pub. 30 Oct 2013)
(https://www.fitchratings.com/creditdesk/reports/report_frame.cfm?rpt_id=720082)

<https://www.fitchratings.com/site/fitch-home/pressrelease?id=998413>

NOTES COURT TERME (échéance inférieure à 12 mois)	
F1+(tun) F1(tun)	Créances pour lesquelles l'aptitude au paiement en temps et en heure du principal et des intérêts est la plus forte, comparativement aux autres entités émettrices de dette dans le pays. Dans le cas où les émetteurs présentent une solvabilité particulièrement forte, un signe "+" peut compléter la note F1.
F2(tun)	Créances pour lesquelles l'aptitude au paiement en temps et en heure du principal et des intérêts est satisfaisante, comparativement aux autres entités émettrices de dettes dans le pays. Cependant, la marge de sécurité est moins importante que pour les créances notées F1.
F3(tun)	Créances pour lesquelles l'aptitude au paiement en temps et en heure du principal et des intérêts est adéquate, comparativement aux autres entités émettrices de dettes dans le pays. Toutefois cette aptitude au paiement en temps et en heure est plus sensible aux évolutions défavorables des conditions économiques et financières que pour les créances notées dans les catégories supérieures.
B(tun)	Créances pour lesquelles il existe une incertitude quant à l'aptitude au paiement en temps et en heure du principal et des intérêts par rapport aux autres entités émettrices dans le pays. Cette aptitude au paiement en temps et en heure est très sensible aux évolutions défavorables des conditions économiques et financières.
C(tun)	Créances pour lesquelles il existe une forte incertitude quant à l'aptitude au paiement en temps et en heure du principal et des intérêts par rapport aux autres entités émettrices dans le pays. Cette aptitude au paiement en temps et en heure repose exclusivement sur la persistance de conditions économiques et financières favorables.
D(tun)	Créances dont le défaut de paiement est constaté ou imminent.
NOTES LONG TERME (échéance supérieure à 12 mois)	
AAA(tun)	Créances auxquelles on attribue la note la plus élevée. L'aptitude au paiement en temps et en heure du principal et des intérêts est la plus forte, comparativement aux autres entités émettrices de dettes dans le pays. Cette note est habituellement attribuée aux émissions de l'Etat ou garanties par lui.
AA+(tun) AA(tun) AA-(tun)	Créances pour lesquelles l'aptitude au paiement en temps et en heure du principal et des intérêts est très forte, comparativement aux autres entités émettrices de dettes dans le pays. Le risque de défaut lié à ces créances ne présente pas de différence significative avec celui des créances notées "AAA". Les signes "+" et "-" marquent des nuances de qualité.
A+(tun) A(tun) A-(tun)	Créances pour lesquelles l'aptitude au paiement en temps et en heure du principal et des intérêts est forte, comparativement aux autres entités émettrices de dettes dans le pays. Cependant, une évolution défavorable des conditions économiques pourrait affecter cette aptitude dans une plus large mesure que pour les créances des catégories supérieures. Les signes "+" et "-" marquent des nuances de qualité.
BBB+(tun) BBB(tun) BBB-(tun)	Créances pour lesquelles l'aptitude au paiement en temps et en heure du principal et des intérêts est adéquate, comparativement aux autres entités émettrices de dettes dans le pays. Cependant, une évolution défavorable des facteurs d'exploitation ou des conditions économiques et financières pourrait affecter cette aptitude dans une plus large mesure que pour les créances notées dans les catégories supérieures. Les signes "+" et "-" marquent des nuances de qualité.
BB+(tun) BB(tun) BB-(tun)	Créances pour lesquelles il existe une incertitude quant à l'aptitude au paiement en temps et en heure du principal et des intérêts, comparativement aux autres entités émettrices de dettes dans le pays. L'aptitude au paiement en temps et en heure du principal et des intérêts reste sensible à l'évolution défavorable des facteurs d'exploitation ou des conditions économiques et financières. Les signes "+" et "-" peuvent être utilisés pour marquer des nuances de qualité.
B+(tun) B(tun) B-(tun)	Créances pour lesquelles il existe une forte incertitude quant à l'aptitude au paiement en temps et en heure du principal et des intérêts, comparativement aux autres entités émettrices de dettes dans le pays. Le principal et les intérêts sont pour le moment payés en temps et en heure, mais la marge de sécurité est faible et dépend d'une persistance de conditions économiques et financières favorables. Les signes "+" et "-" marquent des nuances de qualité.
CCC+(tun) CCC(tun) CCC-(tun) CC(tun) C(tun)	Créances pour lesquelles la possibilité d'un défaut de paiement est perceptible, comparativement aux autres entités émettrices de dettes dans le pays. Le paiement en temps et en heure du principal et des intérêts repose exclusivement sur la persistance de conditions économiques et financières favorables. Les signes "+" et "-" dans la catégorie de notes CCC marquent des nuances de qualité.
DDD(tun) DD(tun) D(tun)	Créances dont le défaut de paiement est constaté.

Mise sous surveillance : La mise sous surveillance d'une note a pour objet de signaler aux investisseurs qu'il existe une forte possibilité de changement de cette note et d'indiquer le sens probable de ce changement : la surveillance est qualifiée de " positive " pour signaler la possibilité d'un relèvement de la note, de " négative " pour indiquer un abaissement probable. La mise sous surveillance a vocation à être temporaire.

CHAPITRE 3 – RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACTIVITE DE LA CIL

3 - 1 – DESCRIPTION DE L'ACTIVITE AU 31 DECEMBRE 2015 :

3 - 1 - 1 – SITUATION DE LA CIL PAR RAPPORT AU SECTEUR DU LEASING AU 31 DECEMBRE 2015:

En MD	Ensemble du secteur*			CIL			Part de marché de la CIL		
	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2013	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2013	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2013
Approbations	2162,3	1963,0	1759,0	259,5	243,4	196,1	12,00%	12,40%	11,15%
Mises en Force	1729,4	1606,3	1417,0	207,8	199,8	172,8	12,01%	12,44%	12,19%
Encours financiers**	3167,3	2870,7	2600,8	374,9	345,2	326,1	11,84%	12,02%	12,54%

(*) Source : CIL.

(**) Ce montant est présenté net des contrats suspendus et des dépôts de garantie.

3 - 1 - 2 – LES PERFORMANCES DE LA CIL AU 31 DECEMBRE 2015 :

Au 31 décembre 2015 et par rapport à la même période en 2014, la CIL a enregistré un repli en termes de part de marché de 0,4 points de pourcentage pour les approbations, de 0,43 points de pourcentage pour les mises en force et de 0,18 points de pourcentage pour l'encours financier.

3 - 1 - 2 – 1 EVOLUTION DES APPROBATIONS :

Les approbations au 31 décembre 2015 ont atteint 259,5 MD contre 243,4 MD au 31 décembre 2014, soit une progression de 6,65%.

La répartition sectorielle des approbations se détaille comme suit :

Répartition sectorielle des approbations :	31/12/2015		31/12/2014		31/12/2013		Variation 2015/2014
	Montants en MD	Parts En%	Montants en MD	Parts En%	Montants en MD	Parts En%	
Industrie	31,3	12,08%	35,4	14,54%	22,5	11,50%	-11,45%
Agriculture et pêche	40,3	15,52%	36,9	15,16%	25,9	13,19%	9,18%
B.T.P.	31,9	12,28%	34,3	14,09%	29,0	14,78%	-7,10%
Transport	24,6	9,46%	19,0	7,81%	15,7	7,98%	29,21%
Tourisme	9,26	3,57%	11,7	4,81%	3,6	1,84%	-20,85%
Location de voitures	22,4	8,63%	33,0	13,56%	33,0	16,83%	-32,12%
Commerce	57,6	22,21%	48,5	19,93%	39,1	19,93%	18,85%
Services divers	42,2	16,25%	24,6	10,11%	27,4	13,95%	71,43%
Total	259,5	100,00%	243,4	100,00%	196,1	100,00%	6,65%

La répartition des approbations par type de biens, se présente comme suit :

Répartition approbations par type de biens :	31/12/2015		31/12/2014		31/12/2013		Variation 2015/2014
	Montants en MD	Parts en%	Montants en MD	Parts en%	Montants en MD	Parts en%	
Matériel de transport	199,6	76,92%	187,9	77,20%	159,8	81,49%	6,23%
Mobilier	28,7	11,06%	27,7	11,38%	21,1	10,76%	3,61%
Immobilier	31,2	12,02%	27,8	11,42%	15,2	7,75%	12,23%
Total	259,5	100,00%	243,4	100,00%	196,1	100,00%	6,65%

La répartition des approbations par type d'équipement :

Notre établissement ne procède pas à la répartition des approbations par type d'équipements étant donné qu'ils ne sont pas automatiquement matérialisés par des contrats. De plus, les montants approuvés sont sous forme d'enveloppe et peuvent être utilisés pour le financement de différents types d'équipements.

Un dossier de financement peut porter à la fois sur une machine industrielle et un équipement BTP (chargeuse) et sera approuvé comme dossier global unique sans aucune affectation au départ. L'affectation se fait une fois l'approbation est transformée en contrat de leasing.

Par ailleurs, notre système d'information répartit les approbations par type de secteur et par type de bien.

3 - 1 - 2 – 2 EVOLUTION DES MISES EN FORCE :

Les mises en force ont connu une amélioration de 8MD soit +4% en passant de 199,8 MD au 31 décembre 2014 à 207,8 MD à la même période de 2015.

La répartition sectorielle des mises en force se présente comme suit :

Répartition sectorielle des mises en force :	31/12/2015		31/12/2014		31/12/2013		Variation 2015/2014
	Montants en MD	Parts en%	Montants en MD	Parts en%	Montants en MD	Parts en%	
Industrie	26,8	12,89%	31,4	15,72%	19,0	10,99%	-14,74%
Agriculture et pêche	32,8	15,80%	32,8	16,42%	22,6	13,07%	0,07%
B.T.P.	22,0	10,61%	25,2	12,61%	23,7	13,73%	-12,52%
Transport	20,3	9,75%	14,3	7,16%	13,1	7,59%	41,61%
Tourisme	7,7	3,72%	8,2	4,10%	3,2	1,85%	-5,80%
Location de voitures	21,0	10,09%	31,6	15,82%	32,3	18,69%	-33,66%
Commerce	49,5	23,81%	37,1	18,57%	32,4	18,74%	33,33%
Services divers	27,7	13,34%	19,2	9,61%	26,5	15,35%	44,39%
Total	207,8	100,00%	199,8	100,00%	172,8	100,00%	4,00%

La répartition des mises en force par type d'équipement se détaille comme suit :

	31/12/2015		31/12/2014		31/12/2013		Variation 2015/2014
	Montants en MD	Parts en%	Montants en MD	Parts en%	Montants en MD	Parts en%	
Véhicule utilitaire	44,9	21,6%	50,4	25,23%	38,0	21,99%	-10,91%
Véhicule non utilitaire	59,6	28,7%	44,3	22,17%	36,5	21,12%	34,54%
Voiture de location	20,0	9,6%	29,4	14,71%	31,5	18,23%	-31,97%
Véhicules individuels	124,5	59,9%	124,1	62,11%	106,0	61,34%	0,32%
Véhicules de transport touristique	3,8	1,8%	1,9	0,95%	0,7	0,41%	100,00%
Véhicules lourds	23,0	11,1%	19,8	9,91%	19,6	11,34%	16,16%
Equipements BTP	20,4	9,8%	14,9	7,46%	12,3	7,12%	36,91%
Autres équipements	15,8	7,6%	22,0	11,01%	20,2	11,69%	-28,18%
Immobilier	20,3	9,8%	17,2	8,56%	14,0	8,10%	18,71%
Total	207,8	100,0%	199,8	100,00%	172,8	100,00%	4,00%

La répartition des mises en force par type de bien se détaille comme suit :

Répartition mises en force par type de biens :	31/12/2015		31/12/2014		31/12/2013		Variation 2015/2014
	Montants en MD	Parts en%	Montants en MD	Parts en%	Montants en MD	Parts en%	
Mobilier	23,4	11,3%	26,9	13,46%	20,2	11,69%	-13,01%
Matériel de transport	164,1	79,0%	155,7	77,93%	138,6	80,21%	5,39%
Immobilier	20,3	9,8%	17,2	8,61%	14,0	8,10%	18,02%
Total	207,8	100,0%	199,8	100,00%	172,8	100,00%	4,00%

3 - 1 - 2 – 3 EVOLUTION DE L'ENCOURS FINANCIER NET:

La répartition sectorielle de l'encours se présente comme suit :

Evolution de l'encours financier	31/12/2015		31/12/2014		31/12/2013		Variation 2015/2014
	Montants en MD	Parts en %	Montants en MD	Parts en %	Montants en MD	Parts en %	
Industrie	56,6	15,10%	54,9	15,90%	48,2	14,78%	3,10%
Agriculture et pêche	55,2	14,72%	51,7	14,98%	49,8	15,27%	6,77%
B.T.P.	32,5	8,67%	46,2	13,38%	42,3	12,97%	-29,65%
Transport	45,8	12,22%	33,2	9,62%	39,9	12,24%	37,95%
Tourisme	16,8	4,48%	14,4	4,17%	14,6	4,48%	16,67%
Location de voitures	30,5	8,14%	36,6	10,60%	34,9	10,70%	-16,67%
Commerce	82,7	22,06%	67,3	19,50%	58,7	18,00%	22,88%
Services divers	54,8	14,62%	40,9	11,85%	37,7	11,56%	33,99%
Total	374,9	100,00%	345,2	100,00%	326,1	100,00%	8,60%

La répartition de l'encours financier par type d'équipement se détaille comme suit :

	31/12/2015		31/12/2014		31/12/2013		Variation 2015 /2014
	Montants en MD	Parts en %	Montants en MD	Parts en %	Montants en MD	Parts en %	
Véhicule utilitaire	82,2	21,93%	79,2	22,94%	72,9	22,36%	3,79%
Véhicule non utilitaire	80,8	21,55%	66,0	19,12%	60,1	18,43%	22,42%
Voiture de location	28,9	7,71%	34,4	9,97%	32,9	10,09%	-15,99%
Véhicules individuels	191,9	51,19%	179,6	52,03%	165,7	50,81%	6,85%
Véhicules de transport touristique	7,6	2,03%	5,6	1,62%	4,4	1,35%	35,71%
Véhicules lourds	42,6	11,36%	43,6	12,63%	44,2	13,55%	-2,29%
Equipements BTP	36,1	9,63%	25,4	7,36%	25,1	7,70%	42,13%
Autres équipements	36,7	9,79%	41,4	11,99%	44,0	13,49%	-11,35%
Immobilier	60,0	16,00%	49,6	14,37%	43,3	13,28%	20,97%
Total	374,9	100,00%	345,2	100,00%	326,1	100,00%	8,60%

La répartition de l'encours financier par type de bien se détaille comme suit :

Répartition de l'encours financier par type de biens :	31/12/2015		31/12/2014		31/12/2013		Variation 2015/2014
	Montants en MD	Parts en %	Montants en MD	Parts en %	Montants en MD	Parts en %	
Mobilier	49,4	13,18%	49,0	14,19%	44,1	13,52%	0,82%
Matériel de transport	265,5	70,82%	246,6	71,44%	238,7	73,20%	7,66%
Immobilier	60,0	16,00%	49,6	14,37%	43,3	13,28%	20,97%
Total	374,9	100,00%	345,2	100,00%	326,1	100,00%	8,60%

3 - 1 - 2 – 4 ANALYSE DES ENGAGEMENTS SUR LA CLIENTELE :

Le total des engagements sur la clientèle nets des dépôts de garantie et des avances reçues (bilan et hors bilan) a atteint 419.715 mDT au 31 décembre 2015 contre 382.468 mDT au 31 décembre 2014, soit une progression de +10,22%.

Les créances classées (net des dépôts de garantie et des avances reçues) sont passées de 29.601 mDT au 31 décembre 2014 à 30.780 mDT à la même période en 2015, soit une augmentation de +3,98%.

Le ratio des CDL est ainsi passé de 7,74% au 31 décembre 2014 à 7,33% au 31 décembre 2015.

Le cumul des produits réservés et des provisions pour risque clientèle représente au 31 décembre 2015, 71,40% de ces engagements douteux et litigieux, contre 68,04% au 31 décembre 2014.

Evolution des engagements :

	en DT		
	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2013
Total engagements (nets des dépôts de garantie et des avances reçues) (Bilan et hors bilan)*	419 715 058	382 468 046	360 806 466

Evolution des créances et des CDL (nets des dépôts de garantie et des avances reçues) par classe :

	En DT		
	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2013
Créances courantes (classes 0 et 1) (Bilan et hors bilan)	388 934 610	352 867 012	333 822 239
Créances classées	30 780 448**	29 601 034***	26 984 227
Classe 2	3 620 630	5 407 523	5 442 893
Classe 3	3 856 850	3 681 903	2 375 868
Classe 4	23 302 968	20 511 609	19 165 465
Total créances (Bilan et hors bilan)	419 715 058**	382 468 046***	360 806 466
Ratio des créances classées	7,33%	7,74%	7,48%
Cumul des produits réservés et des provisions sur créances classées	21 977 931	20 041 145	19 375 955
Ratio de couverture des créances classées (Le cumul des produits réservés et des provisions / créances classées)	71,40%	68,04%	71,80%

(**) Ces montants diffèrent de ceux figurant au niveau des indicateurs d'activité relatifs au quatrième trimestre 2015, tels que publiés au Bulletin Officiel du CMF n°5025 en date du 22 janvier 2016. Ils tiennent compte des engagements en bilan et hors bilan.

(**) Ces montants diffèrent de ceux figurant au niveau des indicateurs d'activité relatifs au quatrième trimestre 2014, tels que publiés au Bulletin Officiel du CMF n°4775 en date du 21 janvier 2015. Ils sont conformes aux états financiers arrêtés au 31 décembre 2014..

3 - 1 - 2 – 5 INDICATEURS D'ACTIVITE TRIMESTRIELS AU 31 DECEMBRE 2015:

INDICATEURS D'ACTIVITE TRIMESTRIELS ARRÊTES AU 31 DECEMBRE 2015

(exprimé en 1000 DT)

INDICATEURS	4 ^{ème} trimestre 2015	4 ^{ème} trimestre 2014 (*)	EXERCICE 2015	EXERCICE 2014(*)	variation en %
MONTANT DES MISES EN FORCE	55 077	49 132	207 765	199 767	4.00%
AGRICULTURES ET PÊCHE	11 093	7 888	32 822	32 824	-0.01%
BTP	5 585	7 269	22 046	25 199	-12.51%
INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES	8 809	10 783	26 772	31 444	-14.86%
TOURISME	4 952	4 817	28 686	39 721	-27.78%
TRANSPORT	3 770	3 002	20 250	14 284	41.77%
COMMERCE	13 635	10 604	49 467	37 120	33.26%
SERVICES DIVERS	7 233	4 769	27 722	19 175	44.57%
MONTANT DES APPROBATIONS	74 719	48 619	259 524	243 352	6.65%
AGRICULTURES ET PÊCHE	14 627	9 565	40 288	36 862	9.29%
BTP	7 146	8 760	31 864	34 340	-7.21%
INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES	9 461	5 721	31 347	35 414	-11.48%
TOURISME	5 977	5 524	31 660	44 650	-29.09%
TRANSPORT	6 521	3 450	24 550	18 997	29.23%
COMMERCE	14 991	12 105	57 642	48 451	18.97%
SERVICES DIVERS	15 996	3 494	42 173	24 638	71.17%
TOTAL DES ENGAGEMENTS	405 954	372 013	405 954	372 013	9.12%
TOTAL DES ENGAGEMENTS CLASSÉS	30 398	29 601	30 398	29 601	2.69%
TAUX DES CREANCES CLASSEES	7.49%	7.96%	7.49%	7.96%	
REVENUS BRUTS DE LEASING	53 989	40 357	211 704	190 991	10.85%
REVENUS NETS DE LEASING	10 990	10 297	39 900	36 197	10.23%
PRODUITS NETS DE LEASING	5 670	5 423	19 236	17 809	8.01%
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	1 523	1 611	6 052	6 081	-0.48%
STRUCTURE DES RESSOURCES	-	-	329 359	313 284	5.13%
EMPRUNTS OBLIGATAIRES	-	-	143 308	125 339	14.34%
EMPRUNTS ÉTRANGERS	-	-	59 390	44 568	33.26%
AUTRES EMPRUNTS	-	-	126 661	143 377	-11.66%
TRÉSORERIE NETTE	-	-	8 293	11 238	-26.21%
CAPITAUX PROPRES **	-	-	54 494	50 213	8.53%

(*) Données auditées

(**) LES CAPITAUX PROPRES SANS TENIR COMPTE DU RESULTAT DE LA PERIODE

PRODUITS NETS DE LEASING: TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION-CHARGES FINANCIERES NETTES+PRODUITS DES PLACEMENT

TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION : CHARGES DE PERSONNEL+AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION+DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS

FAITS SAILLANTS

Faits Saillants du Quatrième Trimestre 2015

- Une augmentation des mises en force de 4% pour l'année 2015
- les produits nets de leasing ont enregistré une évolution de 8%
- Compte tenue de la contribution conjoncturelle exceptionnelle comptabilisée en 2014 de 221 mDT, les charges d'exploitation de 2015 ont enregistré une légère augmentation de 3%

3 - 2 - 1 – ORGANIGRAMME

La Compagnie Internationale de Leasing est gouvernée par un Conseil d'Administration et une Direction Générale composée d'un Président Directeur Général et un Directeur Général Adjoint. Le Conseil d'Administration a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société, faire et autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet social et à son Administration. Sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires, au Conseil d'Administration et au Président, le Directeur Général Adjoint assume, sous sa responsabilité, la direction de la société moyennant une délégation de pouvoirs accordés par le conseil.

En outre, la Direction Générale est assistée par un Comité de direction.

Par ailleurs, la Compagnie Internationale de Leasing a procédé à la mise à jour de son organisation en rattachant directement la Direction des engagement à la Direction générale et affectant le responsable de gestion de l'immobilier sous la Direction Engagement.

D'un autre côté et dans le cadre de son développement régional, la CIL a renforcé son réseau d'agence par la création de deux nouvelles agences (à Ben Arous et Béjà).

3 - 3 – LITIGE OU ARBITRAGE EN COURS OU PASSE :

Aucun litige ou arbitrage n'est à signaler en dehors des contentieux liés à l'activité.

3 - 4 – POLITIQUE SOCIALE ET EFFECTIF:

L'effectif de la CIL est réparti comme suit :

Catégories	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Personnel de direction	14	13	18	18	18	18
Personnel d'encadrement	40	46	40	45	45	56
Personnel d'exécution	17	16	17	15	18	19
Total	71	75	75	78	81	93

3 - 5 – POLITIQUE D'INVESTISSEMENT DE LA CIL :

La Compagnie Internationale de Leasing prévoit sur la période 2015-2019 un investissement annuel de maintien et de renouvellement de l'ordre de **0,412 MD** en matériel informatique, véhicules et équipements de bureaux.

Concernant les investissements en portefeuille, la CIL prévoit un investissement net de **4,17 MD** en 2015, **4,93 MD** en 2016, **5,35 MD** en 2017, **5,82 MD** en 2018 et **6,14 MD** en 2019.

4 - 1 – PATRIMOINE DE LA SOCIETE AU 30 JUIN 2015 :

Au 30 juin 2015, les principaux éléments constituant le patrimoine de la Compagnie Internationale de Leasing sont les suivants :

4 - 1 - 1 – CREANCES SUR LA CLIENTELE, OPERATIONS DE LEASING :

Cette rubrique s'analyse ainsi :

	<u>30 Juin 2015</u>	<u>30 Juin 2014</u>	<u>31 Décembre 2014</u>
Créances sur contrats mis en force	390 628 223	366 989 928	372 744 015
Encours financiers	362 212 537	341 994 237	350 192 457
Impayés	30 023 156	26 479 284	24 048 474
Intérêts échus différés	(1 607 469)	(1 483 593)	(1 496 916)
Créances sur contrats en instance de mise en force	591 999	970 727	773 353
<u>Total brut des créances leasing</u>	<u>391 220 222</u>	<u>367 960 656</u>	<u>373 517 369</u>
<u>A déduire couverture</u>			
Provisions pour dépréciation des encours	(6 510 767)	(6 516 580)	(5 882 010)
Provisions pour dépréciation des impayés	(13 293 779)	(13 039 255)	(11 874 473)
Provision collective	(2 200 000)	(2 200 000)	(2 200 000)
Produits réservés	(2 809 471)	(2 780 310)	(2 384 661)
Total net des créances leasing	<u>366 406 206</u>	<u>343 424 509</u>	<u>351 176 224</u>

Les mouvements enregistrés durant la période sur l'encours des contrats de leasing sont indiqués ci-après :

<u>Solde au 31 décembre 2014</u>	<u>350 965 810</u>
<u>Additions de la période</u>	
- Investissements	99 319 080
- Relocations	513 000
- Transferts	3 555 060
<u>Retraits de la période</u>	
- Cessions à la valeur résiduelle	(921)
- Cessions anticipées	(4 714 610)
- Relocations	(479 548)
- Transferts	(2 488 789)
- Remboursements du capital	(83 864 546)
<u>Solde au 30 juin 2015</u>	<u>362 804 536</u>

L'analyse de l'encours des contrats actifs par maturité se présente comme suit :

	<u>30 Juin 2015</u>	<u>30 Juin 2014</u>	<u>31 Décembre 2014</u>
- Paiement minimaux sur contrats actifs			
- A recevoir dans moins d'un an	163 420 206	158 326 488	162 597 861
- A recevoir dans plus d'un an et moins de 5 ans	245 339 861	223 120 141	232 349 046
- A recevoir dans plus de de 5 ans	1 293 739	2 763 227	2 386 787
Total des paiement minimaux sur contrats actifs	<u>410 053 806</u>	<u>384 209 856</u>	<u>397 333 694</u>
- Produits financiers non acquis			
- Revenus non acquis à moins d'un an	28 921 602	25 961 309	27 257 346
- Revenus non acquis à plus d'un an et moins de 5 ans	27 627 863	25 574 541	27 798 799
- Revenus non acquis à plus de 5 ans	138 385	386 768	261 491
Total des produits financiers non acquis	<u>56 687 851</u>	<u>51 922 618</u>	<u>55 317 636</u>
- Valeurs résiduelles	2 595 107	2 879 789	2 555 018
- Contrats suspendus contentieux	6 251 475	6 827 210	5 621 381
- Contrats en instance de mise en force	591 999	970 727	773 353
<u>Encours des contrats</u>	<u>362 804 536</u>	<u>342 964 964</u>	<u>350 965 810</u>

4 - 1 - 2 – PORTEFEUILLE D'INVESTISSEMENT :

L'analyse du portefeuille d'investissement se présente comme suit :

	<u>30 Juin 2015</u>	<u>30 Juin 2014</u>	<u>31 Décembre 2014</u>
- Titres de participation	11 282 388	11 282 388	11 282 388
- Titres immobilisés	11 478 650	10 154 940	9 423 380
- Dépôts et cautionnements versés	2 000	2 000	2 000
<u>Montant brut</u>	<u>22 763 038</u>	<u>21 439 328</u>	<u>20 707 768</u>
A déduire :			
- Provisions pour dépréciation	(257 118)	(223 579)	(257 118)
<u>Montant net</u>	<u>22 505 920</u>	<u>21 215 749</u>	<u>20 450 650</u>

Les provisions constituées concernent la dépréciation de la participation de la CIL dans le capital de la Compagnie Générale d'Investissement (CGI) et dans le FCPR Valeurs Développement pour, respectivement, 251 000 DT et 6 118 DT.

Les mouvements enregistrés durant la période sur le poste "Titres immobilisés" sont indiqués ci-après :

	<u>Montant total</u>	<u>Partie libérée</u>	<u>Partie non libérée</u>
Soldes au 31 Décembre 2014	9 423 380	9 423 380	-
<u>Acquisitions de la période</u>			
- Société GREEN DUCK CONSULTING	50 000	50 000	-
- Société DAR EL JELD	1 700 000	1 700 000	-
- Société HOLFOOD	150 000	150 000	-
- Société SUPERFOOD	70 000	70 000	-
- Société ECOLE EL EUCH	60 000	60 000	-
- Société CLINIQUE INTERANTIONALE LES PINS	1 000 000	1 000 000	-
<u>Cessions de la période</u>			
- Société TECNO INVEST & CONSULTING	(50 100)	(50 100)	-
- Société SWEET HOME	(21 330)	(21 330)	-
- Société MEDI CARS	(300 000)	(300 000)	-
- Société MEHARI HAMMAMET	(333 300)	(333 300)	-
- Société VOG	(250 000)	(250 000)	-
- Société NAWEL INDUSTRIE	(20 000)	(20 000)	-
<u>Soldes au 30 Juin 2015</u>	<u>11 478 650</u>	<u>11 478 650</u>	<u>-</u>

Le portefeuille titres s'analyse au 30 juin 2015 comme suit :

<u>Emetteur</u>	<u>Nombre d'actions</u>	<u>Coût d'acquisition</u>	<u>Valeur nominale</u>	<u>Montant total</u>	<u>Date souscription</u>	<u>Pourcentage détenu</u>
<u>Titres de participation</u>						
* Compagnie Générale d'investissement	246 908	5,196	5	1 282 988	1998/1999/2000/ 2009/2010/2014	98,76%
* CIL SICAR	999 940	10	10	9 999 400	2010/2011/2012/2013	99,99%
<u>Total des titres de participation</u>				<u>11 282 388</u>		
<u>Titres immobilisés</u>						
* Société Nouvelle des Accumulateurs NOUR	16 688	10	10	166 880	2010	2,09%
* Société Immobilière de Carthage	3 000	100	100	300 000	2011	4,17%
* FCPR VALEURS DEVELOPPEMENT	100	1000	1 000	100 000	2010	3,33%
* Société DAR EL JELD	24 500	100	100	2 450 000	2010/2012/2015	29,88% *
* SPI LE CAPITOLE	500	100	100	50 000	2012	5,68%
* Société PROMOTEL	4 000	100	100	400 000	2010	2,71%
* Société VOG TUNISIE	3 500	100	100	350 000	2010	15,91%
* Société MEHARI HAMMAMET	6 667	100	100	666 700	2011	3,34%
* Société LASER INDUSTRIES	6 250	10	10	62 500	2011	14,71%
* Société TECNO INVEST & CONSULTING	1 999	100	100	199 900	2012/2014	22,21% *
* Société MEDI CARS	15 000	100	100	1 500 000	2012	12,50%
* Société SWEET HOME	4 267	10	10	42 670	2012	19,94%
* Société TECNO INVEST EZZAHRA	300	100	100	30 000	2012	20,00% *
* Société LA GRIFFE	50 000	10	10	500 000	2013	29,41% *
* Société GRAFI PRINT	500	100	100	50 000	2013	27,78% *
* Société ARMA PLUS	4 500	100	100	450 000	2014	30,00% *
* Société ECOMAT	19 200	25	25	480 000	2014	20,00% *
* Société GREEN TECHNO	700	100	100	70 000	2014	29,79% *
* Société PRO IMMO HAMMAMET	12 500	10	10	125 000	2014	29,41% *
* Société VESTA	29 130	10	10	291 300	2014	29,85% *
* Société INVEST IMMO	4 500	10	10	45 000	2014	30,00% *
* Société TECNO CAP BON	9 000	10	10	90 000	2014	30,00% *
* Société MOUHIBA REAL ESTATE	3 000	10	10	30 000	2014	30,00% *
* Société RED TEC	400	100	100	40 000	2014	28,57% *
* Société POLYBAT	44 000	10	10	440 000	2014	16,29%
* CIL SICAR FONDS N° 1	3 037	100	100	303 700	2014	
* Société SASCOM	450	100	100	45 000	2014	30,00% *
* Société MCS	4 500	100	100	450 000	2014	26,47% *
* Société TRUST IMMO	1 70 000	1	1	170 000	2014	29,82% *
* Société SEI	2 500	100	100	250 000	2014	26,32% *
* Société GREEN DUCK CONSULTING	500	100	100	50 000	2015	29,41% *
* Société HOLFOOD	1 500	100	100	150 000	2015	30,00% *
* Société SUPERFOOD JUICERY	700	100	100	70 000	2015	29,17% *
* Société ECOLE EL EUCH	6 000	10	10	60 000	2015	17,65%
* CLINIQUE INTERNATIONALE LES PINS	1 00 000	10	10	1 000 000	2015	9,71%
<u>Total des titres immobilisés</u>				<u>11 478 650</u>		
<u>Total</u>				<u>22 761 038</u>		

(*) : La CIL n'exerce ni de contrôle ni d'influence notable sur ces sociétés malgré que sa participation dépasse les 20%.

4 - 1 - 3 – LES IMMOBILISATIONS CORPORELLES :

Désignation	Taux d'amortissement	Valeurs brutes				Amortissements				Valeur comptable nette		
		Début de période	Acquisitions	Cessions	Mises en rebut	Fin de période	Début de période	Dotations de la période	Cessions		Mises en rebut	Fin de période
Immeubles	5.0%	4 532 124	-	-	-	4 532 124	98 125	-	-	-	2 537 419	1 994 705
Matériel de transport	20.0%	877 001	430 500	45 000	-	1 262 501	58 634	45 000	-	-	620 489	642 012
Equipements de bureau	10.0%	387 717	8 529	-	55	396 191	10 417	-	32	32	294 752	101 438
Matériel informatique	33.3%	298 447	11 910	-	529	309 828	14 687	-	529	529	262 867	46 961
Installations générales	10.0%	404 468	51 007	-	-	455 475	14 890	-	-	-	281 781	173 694
Immeubles hors exploitation		-	384 202	-	-	384 202	-	-	-	-	-	384 202
Total des immobilisations corporelles		6 499 756	886 149	45 000	584	7 340 320	196 752	45 000	561	3 997 308	3 343 012	

Sont inclus dans le coût des immobilisations, le prix d'achat, les droits et taxes supportés et non récupérables et les frais directs. Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire.

4 - 2 – RENSEIGNEMENTS SUR LES ETATS FINANCIERS INDIVIDUELS AU 30 JUIN 2015:

Jusqu'à la clôture de l'exercice 2007, la société enregistrait les immobilisations destinées à la location à l'actif du bilan pour leur coût d'acquisition et leur applique un amortissement progressif sur la durée du bail. L'amortissement du bien est calculé en fonction de la portion du capital incluse dans chaque loyer couru.

Avec l'entrée en vigueur au premier janvier 2008 de la norme comptable relative aux contrats de location (NCT 41), approuvée par l'arrêté du Ministre des finances du 28 janvier 2008, la société comptabilise et présente dans son bilan les actifs détenus en vertu des contrats de leasing, comme des créances pour un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location.

En conséquence, et dans le but d'améliorer la pertinence de l'information financière, les éléments du bilan sont présentés selon leur nature par rapport à l'activité financière, en privilégiant l'ordre décroissant de liquidité.

Aussi, la présentation de l'état de résultat a été revue de façon à déterminer certains valeurs et soldes intermédiaires.

4 - 2 - 1 – BILANS ARRETES AU 30 JUIN 2015:

(exprimé en dinar tunisien)

ACTIFS	Notes	30 Juin	31 Décembre
		<u>2015</u>	<u>2014</u>
Caisses et avoirs auprès des banques	4	6 743 791	11 237 747
Créances sur la clientèle, opérations de leasing	5	366 406 206	351 176 224
Portefeuille-titres commercial		-	500 000
Portefeuille d'investissement	6	22 505 920	20 450 650
Valeurs immobilisées	7	3 358 414	2 657 728
Autres actifs	8	5 262 736	4 523 019
TOTAL DES ACTIFS		<u>404 277 068</u>	<u>390 545 368</u>

PASSIFS	Notes	30 Juin	31 Décembre
		<u>2015</u>	<u>2014</u>
Dettes envers la clientèle	9	4 802 289	3 006 220
Emprunts et dettes rattachées	10	319 125 750	313 284 464
Fournisseurs et comptes rattachés	11	19 103 084	11 260 118
Autres passifs	12	3 628 111	4 653 769
TOTAL DES PASSIFS		<u>346 659 235</u>	<u>332 204 571</u>

CAPITAUX PROPRES			
Capital social		25 000 000	25 000 000
Réserves		26 867 603	24 598 046
Résultats reportés		5 669 176	3 456 294
Actions propres		(2 927 793)	(2 841 643)
Résultat de la période		3 008 847	8 128 100
Total des capitaux propres	13	<u>57 617 833</u>	<u>58 340 797</u>
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS		<u>404 277 068</u>	<u>390 545 368</u>

4 - 2 - 2 – ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN :

(Exprimé en dinar tunisien)

	30 Juin		31 Décembre
	<u>2015</u>	<u>2014</u>	<u>2014</u>
ENGAGEMENTS DONNES	71 569 112	63 584 070	55 463 554
Engagements de Financement en Faveur de la Clientèle	21 613 364	21 330 867	10 454 908
Engagements sur intérêts et commissions sur emprunts	49 955 748	42 253 203	45 008 646
ENGAGEMENTS RECUS	518 358 618	484 061 712	497 145 227
Cautions Reçues	171 154 415	159 621 476	161 535 866
Intérêts à Echoir sur Contrats Actifs	56 687 851	51 922 619	55 317 636
Valeurs des biens, objet de leasing	290 516 352	272 517 617	280 291 725
ENGAGEMENTS RECIPROQUES	42 000 000	30 438 500	11 000 000
Emprunts obtenus des banques locales non encore encaissés	28 000 000	19 000 000	-
Emprunts obtenus des banques étrangères non encore encaissés	7 000 000	11 438 500 (*)	11 000 000 (*)

(*) L'équivalent d'un montant de 5.000.000 Euro.

4 - 2 - 3 – ETAT DE RESULTAT :

(exprimé en dinar tunisien)

	<u>Notes</u>	<u>30 Juin</u> <u>2015</u>	<u>2014</u>	<u>31 Décembre</u> <u>2014</u>
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Intérêts et produits assimilés de leasing	14	18 658 642	16 780 805	35 878 104
Intérêts et charges assimilées	15	(10 296 729)	(8 955 294)	(19 122 170)
Produits des placements	16	444 958	395 862	733 837
Autres produits d'exploitation		133 779	176 282	318 833
Produit net		<u>8 940 650</u>	<u>8 397 655</u>	<u>17 808 603</u>
CHARGES D'EXPLOITATION				
Charges de personnel	17	2 049 957	1 828 585	3 788 065
Dotations aux amortissements	18	205 657	200 239	408 536
Autres charges d'exploitation	19	785 505	820 188	1 884 103
Total des charges d'exploitation		<u>3 041 119</u>	<u>2 849 012</u>	<u>6 080 703</u>
RESULTAT D'EXPLOITATION AVANT PROVISIONS		<u>5 899 530</u>	<u>5 548 643</u>	<u>11 727 900</u>
Dotations nettes aux provisions et résultat des créances radiées	20	2 038 832	2 373 469	1 492 762
Dotations nettes aux autres provisions	21	8 451	6 718	162 293
RESULTAT D'EXPLOITATION		<u>3 852 246</u>	<u>3 168 456</u>	<u>10 072 844</u>
Autres gains ordinaires	22	33 072	29 368	60 803
Autres pertes ordinaires	23	(111 552)	(3 640)	(4 366)
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES AVANT IMPOT		<u>3 773 767</u>	<u>3 194 184</u>	<u>10 129 282</u>
Impôts sur les bénéfices	24	(764 919)	(637 486)	(2 001 182)
RESULTAT NET DE LA PERIODE		<u>3 008 847</u>	<u>2 556 698</u>	<u>8 128 100</u>

4 - 2 - 4 – ETAT DE FLUX DE TRESORERIE

(exprimé en dinar tunisien)

	<u>Notes</u>	<u>30 Juin</u> <u>2015</u>	<u>2014</u>	<u>31 Décembre</u> <u>2014</u>
Flux de trésorerie liés à l'exploitation				
Encaissements reçus des clients	25	119 120 554	119 224 863	243 941 115
Investissements dans les contrats de Leasing	26	(104 813 337)	(106 580 019)	(221 833 167)
Sommes versées aux fournisseurs et au personnel	27	(2 454 142)	(2 328 603)	(5 588 796)
Intérêts payés	28	(8 821 642)	(8 945 953)	(19 595 109)
Impôts et taxes payés	29	(4 722 789)	(3 532 773)	(7 625 602)
Placement monétaire		500 000	500 000 (*)	-
Autres flux liés à l'exploitation	35	(1 161 578)	(501 457)	141 492
<i>Flux de trésorerie provenant de (affectés à) l'exploitation</i>		<u>(2 352 935)</u>	<u>(2 163 942)</u>	<u>(10 560 067)</u>
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Décassements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	30	(900 949)	(138 824)	(146 023)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	31	25 500	13 120	13 098
Décassements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières	32	(3 030 000)	(2 174 350)	(3 434 350)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations financières	33	1 178 596	2 212 591	3 723 741
<i>Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement</i>		<u>(2 726 853)</u>	<u>(87 463)</u>	<u>156 467</u>
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Décassements suite au rachat des actions propres	13	(86 150)	(313 157)	(474 881)
Dividendes et autres distributions	34	(3 645 532)	(3 637 827)	(3 692 120)
Encaissements provenant des emprunts	10	117 305 800	121 825 000	247 234 124
Remboursements d'emprunts	10	(112 988 285)	(113 295 830)	(229 269 327)
<i>Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement</i>		<u>585 833</u>	<u>4 578 186</u>	<u>13 797 796</u>
Variation de trésorerie		<u>(4 493 956)</u>	<u>2 326 781</u>	<u>3 394 196</u>
Trésorerie au début de l'exercice	4	11 237 747	7 843 552	7 843 552
Trésorerie à la clôture de l'exercice	4	6 743 791	10 170 333	11 237 747

(*) Présentés au 30 juin 2014 sous une rubrique distincte

4 - 3 – NOTES AUX ETATS FINANCIERS ARRETES AU 30 JUIN 2015:

NOTE 1 : PRESENTATION DE LA SOCIETE ET DE SON REGIME FISCAL

1-1 Présentation de la société :

La Compagnie Internationale de Leasing « C.I.L » est une société anonyme de droit tunisien constituée le 22 octobre 1992 avec un capital initial de D : 5.000.000 divisé en 500.000 actions de D : 10 chacune.

L'assemblée générale extraordinaire du 11 avril 1995 a décidé de porter le capital à D : 7.500.000 par la création de 250.000 actions nouvelles de D : 10 chacune totalement souscrites et libérées en numéraires.

L'assemblée générale extraordinaire du 02 août 2001 a décidé de porter le capital à D : 10.000.000 par la création de 250.000 actions nouvelles de D : 10 de valeur nominale, émises avec une prime d'émission de D : 9.

L'assemblée générale extraordinaire du 26 avril 2007 a décidé de réduire la valeur nominale de l'action pour la ramener de D : 10 à D : 5 et de porter ainsi, le nombre d'actions composant le capital social de 1.000.000 à 2.000.000 d'actions. Par ailleurs, la même assemblée a décidé d'augmenter le capital de la société d'un montant de D : 5.000.000, et ce, par incorporation de réserves.

Cette augmentation est réalisée au moyen de l'affectation de ladite somme de D : 5.000.000 à la création de 1.000.000 actions nouvelles de D : 5 chacune, attribuées gratuitement aux propriétaires des 2.000.000 actions, en deux tranches égales de 500.000 actions chacune, portant jouissance respectivement le 1er janvier 2007 et le 1er janvier 2009.

L'assemblée générale extraordinaire du 25 mai 2010 a décidé d'augmenter le capital social de la société d'un montant de D : 5.000.000 et ce, par incorporation de réserves.

Cette augmentation est réalisée au moyen de l'affectation de ladite somme de D : 5.000.000 à la création de 1.000.000 actions gratuites, attribuées gratuitement aux propriétaires des 3.000.000 actions, portant jouissance le 1er janvier 2010.

L'assemblée générale extraordinaire du 24 mai 2011 a décidé d'augmenter le capital social de la société d'un montant de D : 5.000.000 et ce, par incorporation de réserves.

Cette augmentation est réalisée au moyen de l'affectation de ladite somme de D : 5.000.000 à la création de 1.000.000 actions gratuites, attribuées gratuitement aux propriétaires des 4.000.000 actions, portant jouissance le 1er janvier 2011.

Ainsi, le capital social s'élève, au 30 juin 2015, à D : 25.000.000 composé de 5.000.000 actions d'une valeur nominale de D : 5 libérée en totalité.

La société a pour objet principal d'effectuer des opérations de leasing portant sur des biens à usage industriel ou professionnel.

L'activité de la société est régie par la loi n° 2001-65 du 10 juillet 2001 relative aux établissements de crédit telle qu'elle a été modifiée et complétée par la loi n° 2006-19 du 02 mai 2006, ainsi que la loi n° 94-89 du 26 juillet 1994 relative au leasing.

1-2 Régime fiscal de la société

1-2-1 Impôt sur les sociétés :

La société est soumise à l'impôt sur les sociétés selon les règles du droit commun. Elle ne bénéficie, à ce titre, d'aucune exonération résultant d'avantages fiscaux accordés ou autres.

L'impôt sur les sociétés dû est décompté au taux de 35% et ne peut être inférieur au minimum de 0,2% du chiffre d'affaires brut toutes taxes comprises.

Les amortissements financiers relatifs aux équipements, matériels et immeubles objets de contrats de leasing sont admis en déduction pour la détermination du bénéfice imposable, et ce, en vertu des dispositions de la loi de finances n°2000-98 du 25 décembre 2000.

L'article 44 de la loi de finances pour la gestion 2008 a abrogé ces dispositions, et ce, pour les amortissements financiers relatifs aux équipements, matériels et immeubles exploités dans le cadre de contrats de leasing à partir du 1^{er} janvier 2008.

Par ailleurs, depuis 1996, les dispositions du paragraphe I de l'article 48 du code de l'IRPP et de l'IS sont applicables aux sociétés de leasing. Ainsi, les provisions au titre des créances douteuses sont déductibles en totalité.

1-2-2 Taxe sur la valeur ajoutée :

De par son statut d'établissement financier de leasing, la CIL est un assujetti total à la taxe sur la valeur ajoutée.

L'article 49 de la loi n°2007-70 du 27 décembre 2007, portant loi de finances pour l'année 2008, a prévu que la TVA est liquidée, pour les opérations de leasing, sur la base de tous les montants dus au titre de ces opérations.

Il s'ensuit que l'assiette de la TVA comprend :

- Les montants relatifs aux loyers facturés au titre des opérations de leasing pour les contrats conclus jusqu'au 31 décembre 2007,
- Les montants relatifs au remboursement du coût d'acquisition des immobilisations ainsi que les intérêts facturés au titre des opérations de leasing pour les contrats conclus à partir du 1er janvier 2008.

Par ailleurs, l'article 50 de la même loi a prévu que les entreprises qui réalisent des opérations de leasing peuvent déduire la TVA grevant leurs achats d'équipements, matériels et immeubles destinés à être exploités dans le cadre des contrats de leasing, et ce, nonobstant l'enregistrement comptable de ces achats.

Il s'ensuit que les entreprises qui réalisent des opérations de leasing peuvent déduire la TVA relative aux équipements, matériels et immeubles destinés à l'exploitation dans le cadre de contrats de leasing, et ce, nonobstant l'enregistrement comptable de ces achats.

1-2-3 Autres impôts et taxes :

La CIL est essentiellement soumise aux autres taxes suivantes :

- La taxe sur les établissements industriels et commerciaux (T.C.L) au taux de 0,2% sur la base des loyers pour les contrats conclus avant 2008, et des marges pour les contrats conclus à partir de janvier 2008.
- La taxe de formation professionnelle calculée au taux de 2% sur la base du montant total des traitements, salaires, avantages en nature et toutes autres rétributions versés aux salariés.
- La contribution au FO.PRO.LOS calculée au taux de 1% sur la base du montant total des traitements, salaires, avantages en nature et toutes autres rétributions versés aux salariés.

NOTE 2 : REFERENTIEL COMPTABLE

Les états financiers semestriels au 30 juin 2015 ont été préparés conformément à la norme comptable NCT 19 relative aux états financiers intermédiaires.

Les principes comptables utilisés pour ces états financiers intermédiaires sont identiques à ceux appliqués par la société pour ses états financiers annuels au 31 décembre.

Lesdits principes s'appuient sur :

- Le système comptable des entreprises promulgué par la loi n°96-112 du 30 décembre 1996 ;
- Les circulaires de la Banque Centrale de Tunisie et notamment la circulaire BCT n° 91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée et complétée par les circulaires subséquentes.

Aucune divergence significative entre les méthodes comptables appliquées par la CIL et les normes comptables tunisiennes n'est à souligner.

La CIL applique, en outre, et en l'absence de dispositions spécifiques prévues par le Système Comptable des Entreprises, certaines dispositions contenues dans les normes internationales d'informations financières (IFRS). Il s'agit des normes suivantes :

- IAS 19 – Avantages au personnel.
- IAS 33 – Résultat par action.
- IFRS 5 – Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées.

La CIL considère que les dispositions contenues dans ces normes et traitant des avantages au personnel, du calcul du résultat de base et du résultat dilué par action, ainsi que des actifs destinés à la vente, n'ayant pas de similaire en Tunisie, ne sont pas incompatibles avec le référentiel comptable appliqué et peuvent donc être utilisées à titre d'orientation.

NOTE 3 : BASES DE MESURE ET PRINCIPES COMPTABLES PERTINENTS :

Les bases de mesure et les principes comptables pertinents adoptés par la société pour l'établissement de ses états financiers peuvent être résumés comme suit :

3-1 Bases de mesure

Les états financiers ont été établis en adoptant le concept de capital financier et en retenant comme procédé de mesure celui du coût historique.

3-2 Unité monétaire

Les états financiers de la CIL sont libellés en Dinar Tunisien.

3-3 Sommaire des principales méthodes comptables

3-3-1 Comptabilisation des créances issues d'opérations de leasing :

Les contrats de leasing portent sur des biens mobiliers (équipements, matériel roulant...) et immobiliers (terrains et constructions). La durée contractuelle du bail varie entre trois et neuf ans. A la fin du contrat, le locataire aura la possibilité de lever l'option d'achat du bien et en devenir propriétaire, et ce, pour une valeur résiduelle préalablement convenue.

Tous les biens donnés en location sont correctement couverts par une police d'assurance.

Il est à signaler que le bien donné en location demeure, juridiquement et pendant toute la durée du bail, la propriété de la société, ce qui exclut toute possibilité pour le locataire de le vendre ou de le nantir.

Par ailleurs, certains contrats peuvent faire l'objet d'avenants tendant soit à réviser les loyers et proroger la durée du contrat, soit à décaler pour une période les loyers.

Les contrats de leasing transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des actifs donnés en location et justifient, comptablement, leur classification en tant que contrats de location-financement.

Antérieurement au 1er janvier 2008, et par dérogation à la convention comptable de base de prééminence du fond sur la forme, les immobilisations données en leasing figuraient parmi les actifs corporels de la société pour leurs coûts d'acquisitions diminués du cumul des amortissements financiers et des pertes de valeurs correspondant aux risques de non recouvrement de l'encours financier.

Les redevances de crédit-bail, échues et non courues à la date de clôture, figuraient parmi les passifs sous l'intitulé « produits constatés d'avance ».

Avec l'entrée en vigueur, à partir du 1er janvier 2008, de la norme comptable relative aux contrats de location (NCT 41), telle qu'approuvée par l'arrêté du ministre des finances du 28 janvier 2008, la société comptabilise, au bilan, les actifs détenus en vertu d'un contrat de location financement selon une approche faisant prévaloir la substance économique des transactions et les présente comme des créances pour un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location.

Cette nouvelle approche a été appliquée de manière rétrospective à tous les contrats mis en force avant le 1er janvier 2008.

L'investissement net dans le contrat de location est l'investissement brut dans ledit contrat diminué des produits financiers non acquis.

L'investissement brut dans le contrat de location est le total des paiements minimaux à recevoir au titre de la location par le bailleur dans le cadre d'un contrat de location financement.

Les paiements minimaux au titre de la location, sont les paiements que le preneur est, ou peut être, tenu d'effectuer pendant la durée du contrat de location.

Les produits financiers non acquis sont la différence entre :

- a- la somme des paiements minimaux au titre de la location-financement ; et
- b- la valeur actualisée de (a) ci-dessus, au taux d'intérêt implicite du contrat de location.

Le taux d'intérêt implicite du contrat de location est le taux d'actualisation qui donne, au commencement du contrat de location, une valeur actuelle cumulée (a) des paiements minimaux au titre de la location et de (b) la valeur résiduelle non garantie égale à la somme (i) de la juste valeur de l'actif loué et (ii) des coûts directs initiaux de bailleur.

Pour le cas spécifique de la Compagnie Internationale de Leasing :

- la valeur résiduelle non garantie est nulle ;
- les coûts directs initiaux (frais de dossier et enregistrement) sont supportés par le locataire à la signature du contrat.

La CIL vise à répartir les revenus financiers sur la durée du contrat de location selon une base systématique et rationnelle. Cette imputation se fait sur la base d'un schéma reflétant une rentabilité périodique constante de

l'encours d'investissement net de la société. Les paiements au titre de la location correspondant à l'exercice, sont imputés sur l'investissement brut résultant du contrat de location pour diminuer à la fois le montant du principal et le montant des produits financiers non acquis.

3-3-2 Provisions sur créances issues d'opérations de leasing :

Des dépréciations sont constituées sur les créances issues d'opérations de leasing dès lors qu'il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement survenu postérieurement à la mise en place du concours, que cet événement affecte les flux de trésorerie futurs dans leur quantum ou leur échéancier et que ses conséquences peuvent être estimées de façon fiable. L'analyse de l'existence éventuelle d'une dépréciation est menée d'abord au niveau individuel puis au niveau d'un portefeuille.

Dépréciation, à base individuelle, des créances issues d'opérations de leasing :

Les provisions sur créances issues d'opérations de leasing, à base individuelle, sont déterminées conformément aux normes prudentielles de division, de couverture des risques et de suivi des engagements objet de la circulaire BCT n° 91-24 du 17 décembre 1991, telle que modifiée par les circulaires subséquentes, qui fixe les classes de risque de la manière suivante :

A- Actifs courants

B1- Actifs nécessitant un suivi particulier

B2- Actifs incertains

B3- Actifs préoccupants

B4- Actifs compromis

Les classes ont été définies par la Banque Centrale de Tunisie de la manière suivante :

A- Actifs courants : Actifs dont le recouvrement est assuré, concernant des entreprises ayant une situation financière équilibrée, une gestion et des perspectives d'activité satisfaisantes, un volume de concours financiers compatible avec son activité et sa capacité réelle de remboursement.

B1- Actifs nécessitant un suivi particulier : Actifs dont le recouvrement est encore assuré, concernant des entreprises dont le secteur d'activité connaît des difficultés ou dont la situation financière se dégrade.

B2- Actifs incertains : Actifs dont le recouvrement dans les délais est incertain, concernant des entreprises ayant des difficultés. Aux caractéristiques propres à la classe B1, s'ajoute au moins l'une de celles qui suivent :

- un volume de concours financiers non compatible avec l'activité,
- l'absence de la mise à jour de la situation financière par manque d'information,
- des problèmes de gestion ou des litiges entre associés,
- des difficultés techniques, commerciales ou d'approvisionnement,
- la détérioration du cash flow compromettant le remboursement des dettes dans les délais,
- l'existence de retards de paiement des intérêts ou du principal (entre 90 à 180 jours).

B3- Actifs préoccupants : Actifs dont le recouvrement est menacé, concernant des entreprises signalant un degré de pertes éventuelles. Ces actifs se rapportent à des entreprises ayant, avec plus de gravité, les caractéristiques de la classe 2 ou ayant des retards de paiement en principal ou en intérêts entre 180 et 360 jours.

B4- Actifs compromis : Actifs concernant des entreprises ayant, avec plus de gravité, les caractéristiques de la classe 3 ou présentant des retards de paiement en principal ou en intérêts au delà de 360 jours.

Le taux de provisionnement retenu par la société correspond au taux minimal par classe de risque tel que prévu par la circulaire BCT n° 91-24, à savoir :

B2- Actifs incertains	20%
B3- Actifs préoccupants	50%
B4- Actifs compromis	100%

Ces taux sont appliqués à l'exposition nette au risque de contrepartie, soit le montant de l'engagement brut déduction faite des produits réservés et de la valeur de réalisation attendue des biens donnés en leasing et des garanties obtenues qui relèvent de celles admises par la circulaire précitée, à savoir :

- Les cautions bancaires ;
- Les actifs financiers affectés ;
- Les dépôts de garantie ;
- Les hypothèques inscrites.

A partir de 2008, et afin de maintenir le taux de couverture des actifs classés préconisé par la BCT, le conseil d'administration de la CIL a décidé de ne plus prendre en considération la valeur des hypothèques pour le calcul des provisions pour créances.

La valeur du matériel donnée en leasing est prise en tant que garantie pour le calcul des provisions pour créances, et ce, compte tenu d'une décote annuelle qui varie selon la nature du matériel financé.

Les principes retenus pour l'évaluation des biens en location sont les suivants :

- Matériel standard : Valeur d'origine avec une décote de 33% par an d'âge
- Matériel spécifique : Valeur d'origine avec une décote de 60% par an d'âge
- Immeubles : Valeur d'origine avec une décote de 15% par an d'âge

Pour les contrats de leasing classés avant 2014 en actifs compromis, la valeur du bien est considérée nulle, tant que ledit bien n'a pas fait l'objet d'une évaluation individuelle circonstanciée tenant compte des possibilités réelles d'encaissement.

Dépréciation, à base collective, des créances issues d'opérations de leasing :

En application des dispositions de l'article 10 bis de la circulaire n°91-24 telle que complétée par la circulaire n°2012-09 du 29 juin 2012, il est constitué par prélèvement sur le résultat des provisions à caractère général dites « provisions collectives » pour couvrir les risques latents sur les engagements courants (classe 0) et les engagements nécessitant un suivi particulier (classe 1).

Ces provisions sont déterminées compte tenu d'une analyse qui s'appuie sur des données historiques, ajustées si nécessaire pour tenir compte des circonstances prévalant à la date de l'arrêt.

Cette analyse permet, en outre, d'identifier les groupes de contreparties qui, compte tenu d'événements survenus depuis la mise en place des concours, ont atteint collectivement une probabilité de défaut à maturité qui fournit une indication objective de perte de valeur sur l'ensemble du portefeuille, sans que cette perte de valeur puisse être à ce stade allouée individuellement aux différentes contreparties composant le portefeuille. Cette analyse fournit également une estimation des pertes afférentes aux portefeuilles concernés en tenant compte de l'évolution du cycle économique sur la période analysée.

Les modifications de valeur de la dépréciation de portefeuille figurent dans l'état de résultat, dans la rubrique " Dotations nettes aux provisions et résultat des créances radiées" en tant que composante du coût du risque encouru par la CIL.

Au bilan, les provisions collectives requises sur les créances issues des opérations de leasing sont déduites des actifs correspondants.

L'exercice du jugement expérimenté de la Direction peut conduire la société à constater des provisions collectives additionnelles au titre d'un secteur économique ou d'une zone géographique affectés par des événements économiques exceptionnels ; tel peut être le cas lorsque les conséquences de ces événements n'ont pu être mesurées avec la précision nécessaire pour ajuster les paramètres servant à déterminer la provision collective sur les portefeuilles homogènes non spécifiquement dépréciés.

3-3-3 Revenus sur créances issues d'opérations de leasing :

Antérieurement au 1^{er} janvier 2008, les loyers bruts facturés et rattachés à la période incluant aussi bien l'amortissement financier du capital, que la marge financière brute (intérêt) figuraient pour leur montant intégral sous l'intitulé « Revenus bruts de leasing » au niveau de l'état de résultat.

Pour corriger le solde du produit net de leasing, la portion du loyer couru correspondant au remboursement du capital, figuraient en soustractif sous l'intitulé « Dotations aux amortissements des immobilisations en location ».

L'abandon du traitement patrimonial des opérations de leasing, à partir de l'entrée en vigueur, au 1er janvier 2008, de la norme NCT 41 relative aux contrats de location, était à l'origine de la reconsidération de la méthode susvisée. Désormais, seule la marge financière brute (intérêt) figure au niveau de l'état de résultat sous l'intitulé « Intérêts et revenus assimilés sur opérations de leasing ».

Les intérêts des contrats de location-financement sont répartis sur la durée du contrat selon une base systématique et rationnelle. Cette imputation se fait sur la base du taux implicite du contrat de location.

Les intérêts intercalaires sont calculés sur la base des avances et acomptes consentis aux fournisseurs et pendant la période antérieure à la date de mise en force.

Les pré-loyers correspondent aux revenus couvrant la période allant de la date de mise en force jusqu'à la première échéance.

Les intérêts relatifs aux créances classées parmi les « actifs courants » (classe A) ou parmi les « actifs nécessitant un suivi particulier » (classe B1), au sens de la circulaire BCT N° 91-24, sont portés au résultat à mesure qu'ils sont courus. Ceux relatifs aux créances non performantes classées parmi les « actifs incertains » (classe B2), les « actifs préoccupants » (classe B3) ou parmi les « actifs compromis » (classe B4), au sens de la circulaire BCT N° 91-24, sont inscrits au bilan en tant que produits réservés venant en déduction de la rubrique « Créances issues d'opérations de leasing ».

3-3-4 Comptabilisation des placements et des revenus y afférents :

Les placements sont classés en deux catégories. Les placements à court terme (Portefeuille-titres commercial) et les placements à long terme (Portefeuille d'investissement).

Placements à court terme

Sont classés dans cette catégorie, les placements que la société n'a pas l'intention de conserver pendant plus d'un an et qui, de par leur nature, peuvent être liquidés à brève échéance. Toutefois, le fait de détenir de tels

placements pendant une période supérieure à un an ne remet pas en cause, si l'intention n'a pas changé, leur classement parmi les placements à court terme.

Initialement, les placements à court terme sont comptabilisés à leur coût. Les frais d'acquisition, tels que les commissions d'intermédiaires, les honoraires, les droits et les frais de banque sont exclus.

A la date de clôture, les placements à court terme font l'objet d'une évaluation à la valeur de marché pour les titres cotés et à la juste valeur pour les autres placements à court terme. Les titres cotés qui sont très liquides sont comptabilisés à leur valeur de marché et les plus-values et moins-values dégagées sont portées en résultat. Pour les titres cotés qui ne sont pas très liquides et les autres placements à court terme, les moins-values par rapport au coût font l'objet de provisions et les plus-values ne sont pas constatées.

Pour les titres cotés, la valeur de marché est déterminée par référence au cours moyen du mois concerné par l'arrêté comptable tel que publié dans le bulletin officiel de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Pour les placements à court terme en titres émis par des O.P.C.V.M, la juste valeur est déterminée par référence à la valeur liquidative de la dernière journée du mois concerné par l'arrêté comptable telle que publiée dans le bulletin officiel du Conseil du Marché Financier.

Le transfert des placements à court terme en placements à long terme, s'effectue individuellement au plus faible de la valeur comptable et de la juste valeur, ou à la valeur de marché s'ils étaient antérieurement comptabilisés à cette valeur.

Placements à long terme

Sont classés dans cette catégorie, les placements détenus dans l'intention de les conserver durablement notamment, pour exercer sur la société émettrice un contrôle exclusif, ou une influence notable ou un contrôle conjoint, ou pour obtenir des revenus et des gains en capital sur une longue échéance ou pour protéger, ou promouvoir des relations commerciales. Les placements à long terme sont également des placements qui n'ont pas pu être classés parmi les placements à court terme.

Initialement, les placements à long terme sont comptabilisés à leur coût. Les frais d'acquisition, tels que les commissions d'intermédiaires, les honoraires, les droits et les frais de banque sont exclus.

Postérieurement à leur comptabilisation initiale, les placements à long terme sont évalués à leur valeur d'usage. Les moins-values par rapport au coût font l'objet de provisions. Les plus-values par rapport au coût ne sont pas constatées.

Pour les titres cotés, la valeur d'usage est déterminée par référence au cours moyen du mois concerné par l'arrêté comptable tel que publié dans le bulletin officiel de la BVMT.

Pour les titres non cotés, la valeur d'usage est déterminée compte tenu de plusieurs facteurs tels que la valeur de rendement, l'actif net, les résultats et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice ainsi que la conjoncture économique et l'utilité procurée à l'entreprise.

Le transfert des placements à long terme en placements à court terme s'effectue :

- au plus faible du coût d'acquisition et de la valeur comptable, si le transfert est effectué parmi les placements à court terme évalués au plus faible du coût et de la juste valeur.
- à la valeur de marché, si le transfert est effectué parmi les placements à court terme évalués à la valeur de marché, la différence par rapport à la valeur comptable est portée en résultat.

Comptabilisation des revenus des placements

Les intérêts sur titres à revenu fixe sont pris en compte en produits de façon étalée sur la période concernée, par référence au taux de rendement effectif.

Par ailleurs, et contrairement aux dispositions de la NCT 25 relative au portefeuille titres dans les établissements bancaires, les intérêts courus sur les titres acquis en portage, ne sont constatés en résultat qu'au fur et à mesure de leur cession, et ce, compte tenu de l'incertitude portée à l'encaissement effectif de ces intérêts.

Les dividendes sur les titres à revenu variable, détenus par la société, sont pris en compte en résultat sur la base de la décision de l'assemblée générale statuant sur la répartition des résultats de la société émettrice des titres.

3-3-5 Comptabilisation des emprunts et des charges y afférentes

Le principal des emprunts obtenus est comptabilisé, pour la partie débloquée au passif du bilan sous la rubrique « Emprunts et dettes rattachées ».

Les dettes libellées en monnaies étrangères sont converties en dinars, selon le taux de change du déblocage. Le risque de change étant couvert.

Les intérêts sur emprunts sont comptabilisés parmi les charges financières à mesure qu'ils sont courus.

Les commissions encourues lors de l'émission des emprunts sont portées à l'actif en tant que charges reportées et amorties systématiquement sur la durée de l'emprunt au prorata des intérêts courus.

3-3-6 Immobilisations corporelles et incorporelles :

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition incluant notamment leur prix d'achat hors taxes déductibles ainsi que les droits et taxes supportés et non récupérables et les frais directs d'installation et de formation.

Les immobilisations de la société sont linéairement amorties, à partir de la date de leur mise en service, sur la base de leur durée de vie utile estimative.

Les durées de vie utiles des principales catégories d'immobilisations de la société, converties en taux d'amortissement se présentent comme suit :

• Logiciels	33,3%
• Immeubles	5,0%
• Matériel de transport	20,0%
• Mobilier et matériel de bureau	10,0%
• Matériel informatique	33,3%
• Installations générales	10,0%

3-3-7 Taxe sur la valeur ajoutée :

La société procède à la comptabilisation des charges et des produits en hors taxes, il en est de même en ce qui concerne les investissements.

Ainsi, la T.V.A facturée aux clients est enregistrée au compte « Etat, T.V.A collectée », alors que la T.V.A facturée à la société est portée au débit du compte « Etat, T.V.A récupérable ».

En fin de période, le solde de ces deux comptes fait l'objet d'une liquidation au profit du trésor s'il est créditeur ou d'un report pour la période suivante s'il est débiteur.

3-3-8 Impôt sur les bénéfices :

La charge d'impôt sur les bénéfices comptabilisée par la société correspond à celle exigible en vertu de l'application des règles de détermination du bénéfice imposable.

L'incidence des décalages temporels entre la valeur comptable des actifs et passifs de la société et leur base fiscale n'est pas ainsi, prise en compte.

3-3-9 Compensation des actifs et passifs d'impôt exigible :

Bien que les actifs (acomptes provisionnels, retenues à la source et excédents d'impôt reportés) et passifs (impôt sur les sociétés dû) d'impôt exigible soient comptabilisés et évalués séparément, ils sont compensés au bilan en raison de l'existence d'un droit juridiquement exécutoire permettant une telle compensation qui est prévu par les dispositions de l'article 54 du code de l'IRPP et de l'IS.

3-3-10 Avantages au personnel :

Les avantages consentis au personnel (y compris les dirigeants) de la C.I.L sont classés en deux catégories :

- Les avantages à court terme tels que les salaires, les congés annuels, les primes, les indemnités et enveloppes ;
- Les avantages postérieurs à l'emploi constitués notamment par l'indemnité de départ à la retraite.

Avantages à court terme

La société comptabilise une charge lorsqu'elle a utilisé les services rendus par les membres du personnel en contrepartie des avantages qui leur ont été consentis.

Avantages postérieurs à l'emploi

Conformément aux principes généralement admis, la société distingue les régimes à cotisations définies et les régimes à prestations définies.

Les régimes qualifiés de « régimes à cotisations définies » ne sont pas représentatif d'un engagement pour la société et ne font l'objet d'aucune provision. Le montant des cotisations appelées pendant l'exercice est constaté en charges.

Seuls les régimes qualifiés de « régimes à prestations définies » sont représentatifs d'un engagement à la charge de la société qui donne lieu à évaluation et provisionnement.

Le classement dans l'une ou l'autre de ces catégories s'appuie sur la substance économique du régime pour déterminer si la société est tenue ou pas, par les clauses d'une convention ou par une obligation implicite, d'assurer les prestations promises aux membres du personnel.

Seule l'indemnité de départ à la retraite, constitue, un avantage postérieur à l'emploi pour le personnel de la C.I.L. Il s'agit, d'un régime à cotisations définies objet d'une convention conclue avec une compagnie d'assurance vie. Conséquemment, seules les primes appelées durant un exercice donné sont portées parmi les charges de ce denier.

3-4 Faits saillants

Contrôle social

Au cours de l'exercice 2014, la C.I.L a fait l'objet d'une vérification approfondie de sa situation sociale et ce, pour la période allant du 1er Janvier 2012 au 31 Décembre 2014.

Le dénouement de cette opération a eu lieu en 2015, sans recours juridictionnels et a eu pour effet de payer un complément de cotisation de 42.293 DT.

NOTE 4 : CAISSES ET AVOIRS AUPRES DES BANQUES

Ce poste se détaille comme suit :

	<u>30 Juin 2015</u>	<u>30 Juin 2014</u>	<u>31 Décembre 2014</u>
- Banques	6 248 579	9 640 400	10 626 186
- Caisses	495 212	529 933	611 561
<u>Total</u>	<u>6 743 791</u>	<u>10 170 333</u>	<u>11 237 747</u>

NOTE 5 : CREANCES SUR LA CLIENTELE, OPERATIONS DE LEASING

Cette rubrique s'analyse ainsi :

	<u>30 Juin 2015</u>	<u>30 Juin 2014</u>	<u>31 Décembre 2014</u>
Créances sur contrats mis en force	390 628 223	366 989 928	372 744 015
Encours financiers	362 212 537	341 994 237	350 192 457
Impayés	30 023 156	26 479 284	24 048 474
Intérêts échus différés	(1 607 469)	(1 483 593)	(1 496 916)
Créances sur contrats en instance de mise en force	591 999	970 727	773 353
<u>Total brut des créances leasing</u>	<u>391 220 222</u>	<u>367 960 656</u>	<u>373 517 369</u>
<u>A déduire couverture</u>			
Provisions pour dépréciation des encours	(6 510 767)	(6 516 580)	(5 882 010)
Provisions pour dépréciation des impayés	(13 293 779)	(13 039 255)	(11 874 473)
Provision collective	(2 200 000)	(2 200 000)	(2 200 000)
Produits réservés	(2 809 471)	(2 780 310)	(2 384 661)
Total net des créances leasing	<u>366 406 206</u>	<u>343 424 509</u>	<u>351 176 224</u>

Les mouvements enregistrés durant la période sur l'encours des contrats de leasing sont indiqués ci-après :

<u>Solde au 31 décembre 2014</u>	<u>350 965 810</u>
<u>Additions de la période</u>	
- Investissements	99 319 080
- Relocations	513 000
- Transferts	3 555 060
<u>Retraits de la période</u>	
- Cessions à la valeur résiduelle	(921)
- Cessions anticipées	(4 714 610)
- Relocations	(479 548)
- Transferts	(2 488 789)
- Remboursements du capital	(83 864 546)
<u>Solde au 30 juin 2015</u>	<u>362 804 536</u>

L'analyse de l'encours des contrats actifs par maturité se présente comme suit :

	<u>30 Juin 2015</u>	<u>30 Juin 2014</u>	<u>31 Décembre 2014</u>
- Paiement minimaux sur contrats actifs			
- A recevoir dans moins d'un an	163 420 206	158 326 488	162 597 861
- A recevoir dans plus d'un an et moins de 5 ans	245 339 861	223 120 141	232 349 046
- A recevoir dans plus de 5 ans	1 293 739	2 763 227	2 386 787
Total des paiement minimaux sur contrats actifs	<u>410 053 806</u>	<u>384 209 856</u>	<u>397 333 694</u>
- Produits financiers non acquis			
- Revenus non acquis à moins d'un an	28 921 602	25 961 309	27 257 346
- Revenus non acquis à plus d'un an et moins de 5 ans	27 627 863	25 574 541	27 798 799
- Revenus non acquis à plus de 5 ans	138 385	386 768	261 491
Total des produits financiers non acquis	<u>56 687 851</u>	<u>51 922 618</u>	<u>55 317 636</u>
- Valeurs résiduelles	2 595 107	2 879 789	2 555 018
- Contrats suspendus contentieux	6 251 475	6 827 210	5 621 381
- Contrats en instance de mise en force	591 999	970 727	773 353
<u>Encours des contrats</u>	<u>362 804 536</u>	<u>342 964 964</u>	<u>350 965 810</u>

Note 5 : ANALYSE ET CLASSIFICATION DES CREANCES SUR LA CLIENTELE (SUITE)

	ANALYSE PAR CLASSE				TOTAL
	A	B 1	B 2	B 3	
	Actifs courants	Actifs nécessitant un suivi particulier	Actifs incertains	Actifs préoccupants	Actifs compromis
Encours financiers	276 869 796	66 406 961	6 177 825	3 628 292	9 129 663
Impayés	1 858 715	9 862 931	2 768 331	2 259 138	13 274 041
Contrats en instance de mise en force	496 882	95 117	-	-	-
CREANCES LEASING	279 225 393	76 365 009	8 946 156	5 887 430	22 403 703
Avances reçues (*)	(4 106 244)	(3 325)	-	-	(512 645)
Dépôts de garantie (*)	(25 000)	(150 000)	-	-	-
ENCOURS GLOBAL	275 094 149	76 211 684	8 946 156	5 887 430	21 891 058
ENGAGEMENTS HORS BILAN					
TOTAL ENGAGEMENTS	21 222 366	390 998	-	-	-
Produits réservés	-	-	(396 772)	(476 112)	(1 936 587)
Provisions sur encours financiers	-	-	(46 814)	(672 753)	(5 791 200)
Provisions sur impayés	-	-	(695 314)	(1 497 063)	(11 101 402)
TOTAL DE LA COUVERTURE	-	-	(1 138 900)	(2 645 928)	(18 829 189)
ENGAGEMENTS NETS	296 316 515	76 602 682	7 807 256	3 241 502	3 061 870
Ratio des actifs non performants (B2, B3 et B4)			2,18%	1,44%	5,34%
				8,97%	
Ratio des actifs non performants (B2, B3 et B4) de 31 décembre 2014				7,74%	
Ratio de couverture des actifs classés par les provisions et agios réservés			12,73%	44,94%	86,01%
				61,58%	
Ratio de couverture des actifs classés par les provisions et agios réservés de 31 décembre 2014				68,04%	

(*) Présentés au niveau des passifs (Dettes envers la clientèle)

NOTE 6 : PORTEFEUILLE D'INVESTISSEMENT

L'analyse du portefeuille d'investissement se présente comme suit :

	<u>30 Juin 2015</u>	<u>30 Juin 2014</u>	<u>31 Décembre 2014</u>
- Titres de participation	11 282 388	11 282 388	11 282 388
- Titres immobilisés	11 478 650	10 154 940	9 423 380
- Dépôts et cautionnements versés	2 000	2 000	2 000
<u>Montant brut</u>	<u>22 763 038</u>	<u>21 439 328</u>	<u>20 707 768</u>
A déduire :			
- Provisions pour dépréciation	(257 118)	(223 579)	(257 118)
<u>Montant net</u>	<u>22 505 920</u>	<u>21 215 749</u>	<u>20 450 650</u>

Les provisions constituées concernent la dépréciation de la participation de la CIL dans le capital de la Compagnie Générale d'Investissement (CGI) et dans le FCPR Valeurs Développement pour, respectivement, 251 000 DT et 6 118 DT.

Les mouvements enregistrés durant la période sur le poste "Titres immobilisés" sont indiqués ci-après :

	<u>Montant total</u>	<u>Partie libérée</u>	<u>Partie non libérée</u>
Soldes au 31 Décembre 2014	9 423 380	9 423 380	-
<u>Acquisitions de la période</u>			
- Société GREEN DUCK CONSULTING	50 000	50 000	-
- Société DAR EL JELD	1 700 000	1 700 000	-
- Société HOLFOOD	150 000	150 000	-
- Société SUPERFOOD	70 000	70 000	-
- Société ECOLE EL EUCH	60 000	60 000	-
- Société CLINIQUE INTERANTIONALE LES PINS	1 000 000	1 000 000	-
<u>Cessions de la période</u>			
- Société TECNO INVEST & CONSULTING	(50 100)	(50 100)	-
- Société SWEET HOME	(21 330)	(21 330)	-
- Société MEDI CARS	(300 000)	(300 000)	-
- Société MEHARI HAMMAMET	(333 300)	(333 300)	-
- Société VOG	(250 000)	(250 000)	-
- Société NAWEL INDUSTRIE	(20 000)	(20 000)	-
<u>Soldes au 30 Juin 2015</u>	<u>11 478 650</u>	<u>11 478 650</u>	<u>-</u>

Le portefeuille titres s'analyse au 30 juin 2015 comme suit :

<u>Emetteur</u>	<u>Nombre d'actions</u>	<u>Coût d'acquisition</u>	<u>Valeur nominale</u>	<u>Montant total</u>	<u>Date souscription</u>	<u>Pourcentage détenu</u>
Titres de participation						
* Compagnie Générale d'investissement	246 908	5,196	5	1 282 988	1998/1999/2000/ 2009/2010/2014	98,76%
* CIL SICAR	999 940	10	10	9 999 400	2010/2011/2012/2013	99,99%
<u>Total des titres de participation</u>				11 282 388		
Titres immobilisés						
* Société Nouvelle des Accumulateurs NOUR	16 688	10	10	166 880	2010	2,09%
* Société Immobilière de Carthage	3 000	100	100	300 000	2011	4,17%
* FCPR VALEURS DEVELOPPEMENT	100	1000	1 000	100 000	2010	3,33%
* Société DAR EL JELD	24 500	100	100	2 450 000	2010/2012/2015	29,88% *
* SPI LE CAPITOLE	500	100	100	50 000	2012	5,68%
* Société PROMOTEL	4 000	100	100	400 000	2010	2,71%
* Société VOG TUNISIE	3 500	100	100	350 000	2010	15,91%
* Société MEHARI HAMMAMET	6 667	100	100	666 700	2011	3,34%
* Société LASER INDUSTRIES	6 250	10	10	62 500	2011	14,71%
* Société TECNO INVEST & CONSULTING	1 999	100	100	199 900	2012/2014	22,21% *
* Société MEDI CARS	15 000	100	100	1 500 000	2012	12,50%
* Société SWEET HOME	4 267	10	10	42 670	2012	19,94%
* Société TECNO INVEST EZZAHRA	300	100	100	30 000	2012	20,00% *
* Société LA GRIFFE	50 000	10	10	500 000	2013	29,41% *
* Société GRAFI PRINT	500	100	100	50 000	2013	27,78% *
* Société ARMA PLUS	4 500	100	100	450 000	2014	30,00% *
* Société ECOMAT	19 200	25	25	480 000	2014	20,00% *
* Société GREEN TECHNO	700	100	100	70 000	2014	29,79% *
* Société PRO IMMO HAMMAMET	12 500	10	10	125 000	2014	29,41% *
* Société VESTA	29 130	10	10	291 300	2014	29,85% *
* Société INVEST IMMO	4 500	10	10	45 000	2014	30,00% *
* Société TECNO CAP BON	9 000	10	10	90 000	2014	30,00% *
* Société MOUHIBA REAL ESTATE	3 000	10	10	30 000	2014	30,00% *
* Société RED TEC	400	100	100	40 000	2014	28,57% *
* Société POLYBAT	44 000	10	10	440 000	2014	16,29%
* CIL SICAR FONDS N° 1	3 037	100	100	303 700	2014	
* Société SASCOM	450	100	100	45 000	2014	30,00% *
* Société MCS	4 500	100	100	450 000	2014	26,47% *
* Société TRUST IMMO	1 70 000	1	1	170 000	2014	29,82% *
* Société SEI	2 500	100	100	250 000	2014	26,32% *
* Société GREEN DUCK CONSULTING	500	100	100	50 000	2015	29,41% *
* Société HOLFOOD	1 500	100	100	150 000	2015	30,00% *
* Société SUPERFOOD JUICERY	700	100	100	70 000	2015	29,17% *
* Société ECOLE EL EUCH	6 000	10	10	60 000	2015	17,65%
* CLINIQUE INTERNATIONALE LES PINS	1 00 000	10	10	1 000 000	2015	9,71%
<u>Total des titres immobilisés</u>				11 478 650		
<u>Total</u>				22 761 038		

(*) : La CIL n'exerce ni de contrôle ni d'influence notable sur ces sociétés malgré que sa participation dépasse les 20%.

NOTE 7 : VALEURS IMMOBILISEES

TABEAU DES IMMOBISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES
ARRETE AU 30 JUIN 2015
(Montants exprimés en dinars)

Désignation	Taux d'amortissement	Valeurs brutes				Amortissements				Valeur comptable nette		
		Début de période	Acquisitions	Cessions	Mises en rebut	Fin de période	Début de période	Dotations de la période	Cessions		Mises en rebut	Fin de période
Logiciels		101 810	14 800	-	-	116 610	97 720	3 489	-	-	101 209	15 401
Total des immobilisations incorporelles		101 810	14 800	=	=	116 610	97 720	3 489	=	=	101 209	15 401
Immeubles	5,0%	4 532 124	-	-	-	4 532 124	2 439 294	98 125	-	-	2 537 419	1 994 705
Matériel de transport	20,0%	877 001	430 500	45 000	-	1 262 501	606 855	58 634	45 000	-	620 489	642 012
Equipements de bureau	10,0%	387 717	8 529	-	55	396 191	284 368	10 417	-	32	294 752	101 438
Matériel informatique	33,3%	298 447	11 910	-	529	309 828	248 708	14 687	-	529	262 867	46 961
Installations générales	10,0%	404 468	51 007	-	-	455 475	266 892	14 890	-	-	281 781	173 694
Immobilisation en dation	(a)	-	384 202	-	-	384 202	-	-	-	-	-	384 202
Total des immobilisations corporelles		6 499 756	886 149	45 000	584	7 340 320	3 846 117	196 752	45 000	561	3 997 308	3 343 012
TOTAUX		6 601 566	900 949	45 000	584	7 456 930	3 943 837	200 241	45 000	561	4 098 516	3 358 414

Sont inclus dans le coût des immobilisations, le prix d'achat, les droits et taxes supportés et non récupérables et les frais directs. Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire.

(a) : L'immobilisation en dation concerne un bien immobilier acquis par la société suite à la réalisation d'une hypothèque et ce, dans le cadre du recouvrement d'une créance en contentieux.

NOTE 8 : AUTRES ACTIFS

Le détail des autres actifs est le suivant :

	30 Juin 2015	30 Juin 2014	31 Décembre 2014
- Prêts au personnel	3 117 421	2 647 455	2 722 962
- Créances sur cessions d'immobilisations	187 565	315 121	248 121
- Créances sur cessions titres de participations	-	296 000	-
- Avances aux fournisseurs	186 333	91 439	91 392
- Avances et acomptes au personnel	7 173	12 408	-
- Etat, crédit de TVA	-	565 197	-
- Compte d'attente / avance de TVA	243 606	185 799	267 010
- Etat, crédit d'impôts sur les sociétés	-	4 004	-
- Produits à recevoir des tiers	497 667	646 890	610 994
- Compte d'attente	250 738	5 719	48 230
- Charges constatées d'avance	225 789	218 338	25 016
- Autres comptes débiteurs	312 200	391 606	348 609
- Prestataires Assurances	33 019	-	-
- Compte courant CGI	50 000	-	-
- Charges à répartir	19 126	30 833	21 667
- Frais d'émission des emprunts étrangers	276 234	219 836	-
- Frais d'émission des obligations	525 560	433 508	693 577
<u>Total brut</u>	<u>5 932 430</u>	<u>6 064 153</u>	<u>5 077 579</u>
A déduire :			
- Provisions	(669 694)	(544 206)	(554 560)
<u>Total net</u>	<u>5 262 736</u>	<u>5 519 947</u>	<u>4 523 019</u>

Les charges à répartir et les frais d'émission des obligations s'analysent comme suit :

TABLEAU DE MOUVEMENT DES CHARGES A REPARTIR ET DES FRAIS D'EMISSION DES OBLIGATIONS
AU 30 JUIN 2015
(exprimé en dinars)

Désignation	Taux de résorption	Valeurs brutes			Résorptions			Valeur comptable nette
		Début de période	Additions	Fin de période	Début de période	Dotations de la période	Fin de période	
Charges à répartir	33%	688 360	2 876	691 236	666 694	5 417	672 110	19 126
Frais d'émission des emprunts	(a)	3 899 941	168 864	4 068 805	3 421 377	121 867	3 543 244	525 560
Frais d'émission des emprunts étrangers	(a)	258 101	103 850	361 951	43 087	42 631	85 717	276 234
TOTAUX		4 846 402	275 590	5 121 992	4 131 158	169 914	4 301 072	820 918

Les charges à répartir sont résorbées selon le mode linéaire.

(a) Les frais d'émission et de remboursement des emprunts sont résorbés au prorata des intérêts courus.

La dotation de la période aux résorptions des frais d'émission des obligations et des emprunts étrangers, s'élevant à D : 164.498 figure parmi les charges financières.

Les charges à répartir concernent les dépenses relatives aux études liées à la conception et la mise en place du plan de continuité d'activité (PCA).

NOTE 9 : DETTES ENVERS LA CLIENTELE

Les dépôts et avoirs de la clientèle se détaillent comme suit :

	<u>30 Juin 2015</u>	<u>30 Juin 2014</u>	<u>31 Décembre 2014</u>
- Dépôts et cautionnements reçus de la clientèle	175 000	177 250	175 000
- Avances et acomptes reçus des clients	4 622 214	3 489 068	2 826 145
- Autres dépôts et cautionnements reçus	5 075	5 075	5 075
<u>Total</u>	<u>4 802 289</u>	<u>3 671 393</u>	<u>3 006 220</u>

NOTE 10 : EMPRUNTS ET DETTES RATTACHEES

Les emprunts et dettes rattachées se détaillent ainsi :

	<u>30 Juin 2015</u>	<u>30 Juin 2014</u>	<u>31 Décembre 2014</u>
- Banques locales	100 557 143	83 185 714	92 835 714
- Banques étrangères	53 681 730	44 750 017	44 026 520
- Emprunts obligataires	130 800 000	121 800 000	121 429 200
- Billets de trésorerie	3 550 000	15 100 000	17 979 924
- Certificats de dépôt	2 000 000	-	-
- Certificats de leasing	21 000 000	33 000 000	31 000 000
<u>Total emprunts</u>	<u>311 588 873</u>	<u>297 835 731</u>	<u>307 271 358</u>
- Intérêts courus sur emprunts bancaires locaux	2 681 275	1 999 433	1 421 397
- Intérêts courus sur emprunts bancaires étrangers	368 868	200 284	571 686
- Intérêts courus sur emprunts obligataires	4 151 487	3 540 952	3 909 392
- Intérêts courus sur certificats de leasing	195 116	740 282	479 509
- Intérêts constatées d'avance sur billets de trésorerie	(41 868)	(100 812)	(179 672)
- Intérêts constatées d'avance sur certificat de dépôt	(16 585)	-	-
- Commissions courus sur emprunts bancaires étrangers	384 311	177 212	-
- Charges constatées d'avance sur emprunts bancaires locaux	(157 804)	(76 024)	(159 361)
- Charges constatées d'avance sur emprunts bancaires étrangers	(27 921)	(31 805)	(29 847)
<u>Total dettes rattachées</u>	<u>7 536 878</u>	<u>6 449 522</u>	<u>6 013 105</u>
<u>Total</u>	<u>319 125 750</u>	<u>304 285 253</u>	<u>313 284 464</u>

Les mouvements enregistrés sur le poste "Emprunts et dettes rattachées" sont récapitulés dans le tableau suivant :

TABEAU DES EMPRUNTS ET DETTES RATTACHEES
ARRÊTE AU 30 JUIN 2015
(exprimé en dinars)

DESIGNATIONS	Montants des crédits	Modalités de remboursement	Solides en début de période	Utilisations	Remboursements de la période	Soldes	Fin de période	
							échéances à plus d'un an	échéances à moins d'un an
<u>CREDITS BANCAIRES</u>								
<u>BANQUES LOCALES</u>								
BIAT (2010/1)	5 000 000	Annuellement (2011-2015)	1 000 000	-	1 000 000	-	-	-
BIAT (2010/2)	10 000 000	Annuellement (2011-2017)	4 285 715	-	1 428 571	2 857 143	1 428 571	1 428 572
AMEN BANK (2010)	5 000 000	Annuellement (2011-2015)	1 000 000	-	-	1 000 000	-	1 000 000
AMEN BANK (2011/1)	5 000 000	Annuellement (2011-2016)	2 000 000	-	1 000 000	1 000 000	-	1 000 000
AMEN BANK (2011/2)	5 000 000	Annuellement (2011-2016)	2 000 000	-	1 000 000	1 000 000	-	1 000 000
ATTJARI BANK (2011/1)	1 500 000	Trimestriellement (2011-2016)	450 000	-	150 000	300 000	-	300 000
BT (2011/1)	5 000 000	Annuellement (2012-2016)	2 000 000	-	-	2 000 000	1 000 000	1 000 000
BIAT (2011/1)	5 000 000	Annuellement (2012-2016)	2 000 000	-	-	2 000 000	1 000 000	1 000 000
BIAT 2012	5 000 000	Annuellement (2012-2016)	2 000 000	-	-	2 000 000	1 000 000	1 000 000
ATB 2012	2 000 000	Annuellement (2013-2017)	1 200 000	-	-	1 200 000	800 000	400 000
AMEN BANK 2012	7 000 000	Annuellement (2013-2017)	4 200 000	-	-	4 200 000	2 800 000	1 400 000
BIAT (2012/2)	7 000 000	Annuellement (2013-2017)	4 200 000	-	-	4 200 000	2 800 000	1 400 000
BTK 2012	4 000 000	Annuellement (2013-2017)	2 400 000	-	-	2 400 000	1 600 000	800 000
AMEN BANK (1/2013)	2 000 000	Annuellement (2014-2018)	1 600 000	-	400 000	1 200 000	800 000	400 000
AMEN BANK (4/2013)	1 000 000	Annuellement (2014-2018)	800 000	-	200 000	600 000	400 000	200 000
BIAT (1/2013)	4 000 000	Annuellement (2014-2015)	2 000 000	-	2 000 000	-	-	-
BT (2013)	5 000 000	Annuellement (2014-2018)	4 000 000	-	1 000 000	3 000 000	2 000 000	1 000 000
ATB (1/2013)	5 000 000	Annuellement (2013-2018)	3 500 000	-	500 000	3 000 000	2 000 000	1 000 000
AMEN BANK (5/2013)	10 000 000	Annuellement (2014-2018)	8 000 000	-	-	8 000 000	6 000 000	2 000 000
BIAT (2/2013)	2 000 000	Annuellement (2014-2015)	1 000 000	-	-	1 000 000	-	1 000 000
BIAT (3/2013)	6 000 000	Annuellement (2014-2018)	4 800 000	-	-	4 800 000	3 600 000	1 200 000
AMEN BANK (8/2013)	3 000 000	Annuellement (2014-2016)	2 000 000	-	-	2 000 000	1 000 000	1 000 000

TABLEAU DES EMPRUNTS ET DETTES RATTACHEES
ARRETE AU 30 JUIN 2015
(exprimé en dinars)

DESIGNATIONS	Montants des crédits	Modalités de remboursement	Soldes en début de période	Utilisations	Remboursements de la période	Fin de période		
						Soldes	échéances à plus d'un an	échéances à moins d'un an
BIAT (1/2014)	3 000 000	Annuellement (2014-2018)	2 400 000	-	-	2 400 000	1 800 000	600 000
BT (1/2014)	2 000 000	Annuellement (2015-2016)	2 000 000	-	1 000 000	1 000 000	-	1 000 000
BTK (2014)	3 000 000	Annuellement (2015-2019)	3 000 000	-	600 000	2 400 000	1 800 000	600 000
ATB (2014)	4 000 000	Annuellement (2015-2019)	4 000 000	-	-	4 000 000	3 200 000	800 000
BH (2014)	5 000 000	Annuellement (2015-2017)	5 000 000	-	-	5 000 000	3 443 830	1 556 170
BIAT (2/2014)	5 000 000	Annuellement (2015-2019)	5 000 000	-	-	5 000 000	4 000 000	1 000 000
BIAT (3/2014)	5 000 000	Annuellement (2015-2019)	5 000 000	-	-	5 000 000	4 000 000	1 000 000
BT (2/2014)	5 000 000	Annuellement (2015-2019)	5 000 000	-	-	5 000 000	4 000 000	1 000 000
BTE (2014)	5 000 000	Annuellement (2015-2019)	5 000 000	-	-	5 000 000	4 143 133	856 867
BH (2015)	3 000 000	Annuellement (2016-2020)	-	3 000 000	-	3 000 000	2 477 182	522 818
AMEN BANK (2015)	5 000 000	Annuellement (2016-2020)	-	5 000 000	-	5 000 000	4 000 000	1 000 000
BIAT (2015)	10 000 000	Annuellement (2016-2020)	-	10 000 000	-	10 000 000	8 000 000	2 000 000
Sous-total			92 835 715	18 000 000	10 278 571	100 557 143	69 092 716	31 464 427
BANQUES ETRANGERES								
B.E.I 2012	10 357 175	Semestriellement (2012-2019)	6 801 520	-	729 790	6 071 730	4 593 044	1 478 686
BIRD	10 000 000	Semestriellement (2015-2022)	10 000 000	-	-	10 000 000	8 875 045	1 124 955
BAD	5 000 000	Trimestriellement (2016-2022)	5 000 000	-	-	5 000 000	4 642 857	357 143
BERD	22 225 000	Semestriellement (2016-2019)	22 225 000	-	-	22 225 000	22 225 000	-
BERD (2015)	10 385 000	Semestriellement (2016-2019)	-	10 385 000	-	10 385 000	10 385 000	-
Sous-total			44 026 520	10 385 000	729 790	53 681 730	50 720 946	2 960 784
Total des crédits bancaires			136 862 234	28 385 000	11 008 361	154 238 873	119 813 662	34 425 211

TABEAU DES EMPRUNTS ET DETTES RATTACHEES
ARRETE AU 30 JUIN 2015
(exprimé en dinars)

DESIGNATIONS	Montants des crédits	Modalités de remboursement	Soldes en début de période	Utilisations	Remboursements de la période	Fin de période		
						Soldes	échéances à plus d'un an	échéances à moins d'un an
<u>EMPRUNTS OBLIGATAIRES</u>								
CIL 2008 subordonné	10 000 000	Annuellement (2015-2019)	10 000 000	-	2 000 000	8 000 000	6 000 000	2 000 000
CIL 2009/3	20 000 000	Annuellement (2011-2015)	4 000 000	-	4 000 000	-	-	-
CIL 2010/1	30 000 000	Annuellement (2011-2015)	6 000 000	-	-	6 000 000	-	6 000 000
CIL 2010/2	30 000 000	Annuellement (2011-2015)	6 000 000	-	-	6 000 000	-	6 000 000
CIL 2011/1	30 000 000	Annuellement (2012-2016)	12 000 000	-	6 000 000	6 000 000	-	6 000 000
CIL 2012/1	20 000 000	Annuellement (2013-2017)	12 000 000	-	4 000 000	8 000 000	4 000 000	4 000 000
CIL 2012/2	20 000 000	Annuellement (2013-2017)	16 000 000	-	4 000 000	12 000 000	8 000 000	4 000 000
CIL 2013/1	13 000 000	Annuellement (2016-2020)	13 000 000	-	-	13 000 000	13 000 000	-
CIL 2013/1	8 500 000	Annuellement (2014-2018)	6 800 000	-	-	6 800 000	5 100 000	1 700 000
CIL 2014/1	20 000 000	Annuellement (2015-2019)	20 000 000	-	-	20 000 000	16 000 000	4 000 000
CIL 2014/2	20 000 000	Annuellement (2015-2019)	15 629 200	4 370 800	-	20 000 000	16 000 000	4 000 000
CIL 2015/1	25 000 000	Annuellement (2016-2020)	-	25 000 000	-	25 000 000	20 000 000	5 000 000
Total des emprunts obligataires			121 429 200	29 370 800	20 000 000	130 800 000	88 100 000	42 700 000

TABLEAU DES EMPRUNTS ET DETTES RATTACHEES
ARRETE AU 30 JUIN 2015
(exprimé en dinars)

DESIGNATIONS	Montants des crédits	Modalités de remboursement	Soldes en début de période	Utilisations	Remboursements de la période	Soldes	Fin de période	
							échéances à plus d'un an	échéances à moins d'un an
BILLETS DE TRESORERIE, CERTIFICATS DE DEPOT & CERTIFICATS DE LEASING			17 979 924	14 550 000	28 979 924	3 550 000	-	3 550 000
<u>BILLETS DE TRESORERIE</u>			17 979 924	14 550 000	28 979 924	3 550 000	-	3 550 000
Billets de trésorerie à court terme			-	2 000 000	-	2 000 000	-	2 000 000
<u>Sous-total</u>			-	2 000 000	-	2 000 000	-	2 000 000
<u>CERTIFICATS DE DEPOT</u>								
Certificats de dépôt								
<u>Sous-total</u>								
<u>CERTIFICATS DE LEASING</u>								
Certificat EL BARAKA BANK			18 000 000	15 000 000	19 000 000	14 000 000	-	14 000 000
Certificat ZITOUNA BANK			13 000 000	28 000 000	34 000 000	7 000 000	-	7 000 000
<u>Sous-total</u>			31 000 000	43 000 000	53 000 000	21 000 000	-	21 000 000
Total des BILLETS DE TRESORERIE, CERTIFICATS DE DEPOTS & CERTIFICATS DE LEASING			48 979 924	59 550 000	81 979 924	26 550 000	-	26 550 000
TOTAL GENERAL			307 271 358	117 305 800	112 988 285	311 588 873	207 913 662	103 675 211

NOTE 11 : FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

L'analyse des comptes des fournisseurs se présente comme suit :

	<u>30 Juin 2015</u>	<u>30 Juin 2014</u>	<u>31 Décembre 2014</u>
<i>Fournisseurs d'exploitation</i>			
- Factures d'achats de biens ou de prestation de services	135 848	151 074	115 296
- Effets à payer, prestataire assurance	628 650	578 464	252 781
- Factures non parvenues	-	-	10 973
<u>Sous total</u>	<u>764 498</u>	<u>729 538</u>	<u>379 051</u>
<i>Fournisseurs de biens, objet de contrats de leasing</i>			
- Factures d'achats d'immobilisations	6 152 663	6 692 234	2 953 373
- Effets à payer	12 087 236	10 235 257	7 831 917
- Retenue de garantie	98 688	109 574	95 776
<u>Sous total</u>	<u>18 338 586</u>	<u>17 037 065</u>	<u>10 881 066</u>
<u>Total</u>	<u>19 103 084</u>	<u>17 766 603</u>	<u>11 260 118</u>

NOTE 12 : AUTRES PASSIFS

Le détail des autres passifs courants est le suivant :

	<u>30 Juin 2015</u>	<u>30 Juin 2014</u>	<u>31 Décembre 2014</u>
- Personnel, provisions pour congés payés	320 768	274 004	320 768
- Personnel, rémunérations dues	84	121	121
- Personnel, autres charges à payer	228 117	224 172	329 186
- Etat, retenues sur salaires	98 534	99 051	28 676
- Etat, retenues sur honoraires, commissions et loyers	294 920	294 792	287 513
- Etat, retenues sur revenus des capitaux mobiliers	64 714	10 814	5 183
- Etat, retenues au titre de la plus-value immobilière	25 750	5 015	44 330
- Etat, impôts sur les bénéficiaires à liquider (voir note 24)	159 105	-	82 272
- Etat, autres impôts et taxes à payer	48 572	15 449	16 379
- Etat, charges fiscales sur congés payés et autres charges	9 623	8 220	9 623
- Etat, TVA à payer	69 202	-	635 739
- Actionnaires, dividendes et jetons de présence à payer	43 520	43 423	43 391
- CNSS	215 989	203 049	132 183
- CAVIS	21 338	23 564	10 480
- CNAM	16 842	15 657	10 956
- Assurance Multirisque	3 791	-	-
- Assurance Auto	37 025	-	-
- Assurance Vie	6 344	6 344	12 688
- Assurance Groupe	27 987	21 601	26 192
- Autres comptes créditeurs	137 765	34 530	117 967
- Avances sur cessions titres immobilisés	544 207	1 563 010	544 027
- Organismes sociaux, charges sociales sur congés payés et autres charges	58 970	50 055	58 970
- Prestataires Recouvrement	263 842	206 173	282 631
- Prestataires Assurances	-	316 203	568 335
- Compte d'attente	617 958	668 455	617 958
- Diverses Charges à payer	277 511	357 780	325 341
- Autres produits constatés d'avance	633	603	1 178
- Provisions pour risques et charges	35 000	30 000	141 683
<u>Total</u>	<u>3 628 111</u>	<u>4 472 085</u>	<u>4 653 769</u>

NOTE 13: CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres se détaillent comme suit :

		<u>30 Juin 2015</u>	<u>30 Juin 2014</u>	<u>31 Décembre 2014</u>
- Capital social	(A)	25 000 000	25 000 000	25 000 000
- Réserve légale	(B)	2 500 000	2 500 000	2 500 000
- Réserves pour réinvestissements		22 452 780	20 441 840	20 441 840
- Réserves pour fonds social	(C)	1 914 823	1 710 468	1 656 206
- Actions propres	(D)	(2 927 793)	(2 679 919)	(2 841 643)
- Résultats reportés		5 669 176	3 456 294	3 456 294
Total des capitaux propres avant résultat de la période		<u>54 608 986</u>	<u>50 428 683</u>	<u>50 212 697</u>
Résultat de la période (1)		3 008 847	2 556 698	8 128 100
Total des capitaux propres avant affectation	(F)	<u>57 617 833</u>	<u>52 985 381</u>	<u>58 340 797</u>
Nombre d'actions (2)		4 807 635	4 831 827	4 824 114
Résultat par action (1) / (2)	(E)	0,626	0,529	1,685

(A) Le capital social s'élève, au 30 juin 2015, à D : 25.000.000 composé de 5.000.000 actions d'une valeur nominale de D : 5 libérée en totalité.

(B) La réserve légale a été constituée conformément aux dispositions de l'article 287 du code des sociétés commerciales. La société doit affecter au moins 5% de son résultat à la réserve légale jusqu'à ce qu'elle soit égale à 10% du capital social ; cette réserve ne peut pas faire l'objet de distribution.

(C) Le fonds social est constitué, essentiellement, par une affectation des résultats de l'exercice et est considéré par la société comme une réserve à caractère non distribuable. Ce montant est utilisé pour accorder principalement des prêts remboursables au personnel de la "CIL".

Au 30 juin 2015, une seule opération non remboursable a été financée par la réserve pour fonds social et qui a servi au financement des activités de l'amicale de la CIL.

(D) L'assemblée générale ordinaire, réunie le 22 mai 2014, a autorisé le conseil d'administration de la société à acheter et revendre ses propres actions en vue de réguler le cours boursier et ce, conformément aux dispositions de l'article 19 de la loi n°94-117 portant réorganisation du marché financier.

L'assemblée a fixé la durée d'intervention à 3 ans, se terminant avec l'Assemblée générale appelée à statuer sur l'exercice 2016. Elle a limité le nombre maximum d'actions à détenir à 10% du total des actions composant le capital.

Les mouvements enregistrés sur cette rubrique se détaillent comme suit :

	Nombre	Coût
Solde au 31 décembre 2014	188 029	2 841 643
Achats de l'exercice	6 267	86 150
Solde au 30 juin 2015	194 296	2 927 793

Le nombre des actions détenues par la CIL représente, au 30 juin 2015, 4,04% des actions en circulation.

Le rachat de la CIL de ses propres actions a eu pour effet la régularisation de son cours boursier.

(E) Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net de la période attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Le résultat par action ainsi déterminé correspond à la fois au résultat de base par action et au résultat dilué par action, tels que définis par les normes comptables.

(F) Voir tableau de mouvements ci-joint :

TABLEAU DE MOUVEMENTS DES CAPITAUX PROPRES
AU 30 JUIN 2015
(exprimé en dinars)

NOTE 13 : CAPITAUX PROPRES (suite)

	Capital social	Réserve légale	Réserve extraordinaire	Réserve pour réinvestissement	Réserves pour fonds social	Résultats reportés	Actions propres	Résultat de l'exercice	Total
Solde au 31 Décembre 2013	25 000 000	2 500 000	1 750 000	16 994 000	1 437 586	509 320	(2 366 762)	8 566 851	54 390 996
Affectations approuvées par l'A.G.O du 22 Mai 2014			(1 750 000)	3 447 840	300 000	6 569 011		(8 566 851)	-
Dividendes versés sur le bénéfice de 2013						(3 750 000)			(3 750 000)
Rachat d'actions propres							(313 157)		(313 157)
Encaissement de dividendes sur actions propres						127 963			127 963
Divers					(27 119)				(27 119)
Résultat de la période close le 30 juin 2014								2 556 698	2 556 698
Solde au 30 Juin 2014	25 000 000	2 500 000	-	20 441 840	1 710 468	3 456 294	(2 679 919)	2 556 698	52 985 381
Résultats de la période close le 30 juin 2014 (annualition)								(2 556 698)	(2 556 698)
Rachat d'actions propres							(161 724)		(161 724)
Divers					(54 262)				(54 262)
Résultat net de l'exercice 2014								8 128 100	8 128 100
Solde au 31 Décembre 2014	25 000 000	2 500 000	-	20 441 840	1 656 206	3 456 294	(2 841 643)	8 128 100	58 340 797
Affectations approuvées par l'A.G.O du 15 Mai 2015				4 290 000	300 000	3 538 101		(8 128 100)	-
Affectations approuvées par l'A.G.O du 15 Mai 2015				(2 279 060)		2 279 060			-
Dividendes versés sur le bénéfice de 2014						(3 750 000)			(3 750 000)
Rachat d'actions propres							(86 150)		(86 150)
Encaissement de dividendes sur actions propres						145 721			145 721
Divers					(41 382)				(41 382)
Résultat de la période close le 30 juin 2015								3 008 847	3 008 847
Solde au 30 Juin 2015	25 000 000	2 500 000	-	22 452 780	1 914 823	5 669 176	(2 927 793)	3 008 847	57 617 833

NOTE 14: INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES DE LEASING

L'analyse des intérêts et produits assimilés de leasing se présente ainsi :

	<u>30 Juin 2015</u>	<u>30 Juin 2014</u>	<u>31 Décembre 2014</u>
- Intérêts de leasing	17 333 348	15 738 644	32 873 388
- Intérêts de retard	1 041 135	1 016 475	2 121 958
- Produits nets sur cession d'immobilisations en leasing	153 846	132 101	262 671
- Autres	555 123	468 824	934 644
Total	19 083 452	17 356 044	36 192 661
- Transferts en produits de la période			
Intérêts inclus dans les loyers antérieurs	339 523	129 993	267 889
Intérêts de retard antérieurs	114 228	156 890	252 763
- Produits réputés réservés en fin de période			
Intérêts inclus dans les loyers	(518 221)	(576 030)	(511 999)
Intérêts de retard	(360 340)	(286 092)	(323 211)
Variation des produits réservés	(424 810)	(575 239)	(314 557)
Total des intérêts et des produits de leasing	18 658 642	16 780 805	35 878 104
- Encours financiers des contrats actifs			
. Au début de la période	345 344 429	320 959 985	320 959 985
. A la fin de la période	356 553 061	336 137 754	345 344 429
. Moyenne (D)	350 948 745	328 548 870	333 152 207
- Intérêts de la période (C)	17 333 348	15 738 644	32 873 388
- Taux moyen (C) / (D)	9,88%	9,58%	9,87%

NOTE 15 : INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES

Les charges financières se détaillent comme suit :

	<u>30 Juin 2015</u>	<u>30 Juin 2014</u>	<u>31 Décembre 2014</u>
- Intérêts des emprunts obligataires	4 066 489	3 502 420	7 279 780
- Intérêts des crédits des banques locales	3 201 871	2 798 069	5 538 800
- Intérêts des crédits des banques étrangères	1 499 993	751 750 *	2 030 346
- Intérêts des autres opérations de financement	1 356 851	1 788 302 *	3 959 072
- Dotations aux résorptions des frais d'émission et de remboursement des emprunts	164 498	131 924	348 633
Total des charges financières des emprunts (A)	<u>10 289 701</u>	<u>8 972 465</u>	<u>19 156 630</u>
- Intérêts des comptes courants et des dépôts créditeurs	(39 528)	(45 746)	(89 922)
- Autres charges financières	46 557	28 575	55 462
Total des autres charges financières	<u>7 028</u>	<u>(17 170)</u>	<u>(34 460)</u>
Total général	<u>10 296 729</u>	<u>8 955 294</u>	<u>19 122 170</u>
- Encours des ressources			
. Au début de l'exercice	307 271 358	289 306 561	289 306 561
. A la fin de l'exercice	311 588 873	297 835 731	307 271 358
. Moyenne (B)	309 430 115	293 571 146	298 288 960
- Taux moyen (A) / (B)	6,65%	6,11%	6,42%

(*) La commission de couverture du risque de change figurant, au 30 juin 2014, au niveau des "Intérêts des autres opérations de financement" a été reclassée à des fins de comparaison parmi les "Intérêts des crédits des banques étrangères".

NOTE 16 : PRODUITS DES PLACEMENTS

Les produits des placements se détaillent comme suit :

	<u>30 Juin 2015</u>	<u>30 Juin 2014</u>	<u>31 Décembre 2014</u>
- Intérêts des comptes courants	8 215	6 718	13 611
- Plus values sur cession des titres immobilisés	203 686	266 449	509 022
- Dividendes	179 989	79 995	79 995
- Plus values sur titres SICAV	9 878	8 457	10 196
- Intérêts des comptes CEA	-	-	77 752
- Intérêts sur chèques impayés	9 557	15 965	24 920
- Intérêts sur certificats de dépôt	33 632	18 278	18 340
Total	<u>444 958</u>	<u>395 862</u>	<u>733 837</u>

NOTE 17 : CHARGES DE PERSONNEL

L'analyse de ce poste se présente comme suit :

	<u>30 Juin 2015</u>	<u>30 Juin 2014</u>	<u>31 Décembre 2014</u>
- Salaires et complément de salaires	1 628 593	1 495 905	3 044 655
- Charges connexes aux salaires	63 365	45 625	139 775
- Cotisations de sécurité sociales sur salaires	296 239	237 896	498 836
- Autres charges sociales	61 759	49 159	104 798
Total	<u>2 049 957</u>	<u>1 828 585</u>	<u>3 788 065</u>

NOTE 18: DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS

Les dotations de la période aux comptes d'amortissements et de résorptions se détaillent ainsi :

	<u>30 Juin 2015</u>	<u>30 Juin 2014</u>	<u>31 Décembre 2014</u>
- Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	3 489	1 023	2 045
- Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	196 752	197 549	395 658
- Dotations aux résorptions des charges à répartir	5 417	1 667	10 833
<u>Total</u>	<u>205 657</u>	<u>200 239</u>	<u>408 536</u>

NOTE 19 : AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

Le détail des autres charges d'exploitation se présente comme suit :

	<u>30 Juin 2015</u>	<u>30 Juin 2014</u>	<u>31 Décembre 2014</u>
- Achats de matières et fournitures	95 356	106 072	225 474
<u>Total des achats</u>	<u>95 356</u>	<u>106 072</u>	<u>225 474</u>
- Sous-traitance générale	14 371	14 395	51 676
- Locations	58 538	41 839	84 443
- Entretien et réparations	98 197	104 786	181 496
- Primes d'assurances	22 430	21 933	43 411
<u>Total des services extérieurs</u>	<u>193 536</u>	<u>182 953</u>	<u>361 027</u>
- Personnel extérieur à l'entreprise	21 451	44 850	99 038
- Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	102 932	79 829	182 455
- Publicités, publications, relations publiques	56 537	68 819	153 894
- Déplacements, missions et réceptions	54 649	37 212	43 643
- Frais postaux et de télécommunications	80 748	70 708	156 618
- Services bancaires et assimilés	25 388	70 267	125 912
<u>Total des autres services extérieurs</u>	<u>341 704</u>	<u>371 685</u>	<u>761 561</u>
- Jetons de présence	31 500	31 500	63 000
- Rémunération du comité d'audit	7 500	7 500	15 000
- Rémunération du comité de risques	7 500	7 500	15 000
- Rémunération du comité de crédits	7 500	7 500	15 000
<u>Total des charges diverses</u>	<u>54 000</u>	<u>54 000</u>	<u>108 000</u>
- Impôts et taxes sur rémunérations	49 128	39 235	83 770
- T.C.L	44 007	40 157	83 355
- Droits d'enregistrement et de timbres	440	5 016	6 966
- Contributions Conjoncturelles	-	-	220 711
- Autres impôts et taxes	7 334	21 070	33 239
<u>Total des impôts et taxes</u>	<u>100 909</u>	<u>105 478</u>	<u>428 042</u>
<u>Total général</u>	<u>785 505</u>	<u>820 188</u>	<u>1 884 103</u>

NOTE 20 : DOTATIONS NETTES AUX PROVISIONS ET RESULTATS DES CREANCES RADIEES

Les dotations nettes de la période aux comptes de provisions se détaillent ainsi :

	<u>30 Juin 2015</u>	<u>30 Juin 2014</u>	<u>31 Décembre 2014</u>
- Dotations aux provisions pour risques sur la clientèle	3 867 305	4 136 449	4 476 053
- Provisions antérieures non déduites fiscalement			553 182
- Reprises de provisions antérieures non déduites fiscalement			(553 182)
- Reprises de provisions suite aux recouvrements de créances	(1 819 244)	(1 751 498)	(2 956 443)
- Créances radiées	2 987	4 718	1 075 337
- Reprises de provisions suite à la radiation de créances	-	-	(934 010)
- Intérêts inclus dans les loyers antérieurs suite à la radiation des créances	-	-	(18 137)
- Intérêts de retard antérieurs suite à la radiation des créances	-	-	(116 830)
- Encaissement sur créances radiées	(12 217)	(16 200)	(33 208)
Total	<u>2 038 832</u>	<u>2 373 469</u>	<u>1 492 762</u>

NOTE 21 : DOTATIONS (REPRISES) NETTES AUX AUTRES PROVISIONS

Le détail des autres provisions est le suivant :

	<u>30 Juin 2015</u>	<u>30 Juin 2014</u>	<u>31 Décembre 2014</u>
- Dotations aux provisions pour dépréciation des autres actifs	120 134	6 718	17 072
- Dotations aux provisions pour dépréciations des titres de participation	-	-	33 539
- Dotations aux provisions pour divers risques	-	-	111 683
- Reprises sur provisions pour divers risques	(111 683)	-	-
Total	<u>8 451</u>	<u>6 718</u>	<u>162 293</u>

NOTE 22: AUTRES GAINS ORDINAIRES

Le détail des autres gains ordinaires est le suivant :

	<u>30 Juin 2015</u>	<u>30 Juin 2014</u>	<u>31 Décembre 2014</u>
- Produits nets sur cessions d'immobilisations propres	25 500	13 020	13 020
- Apurement de comptes	7 468	9 831	41 983
- Autres gains sur éléments exceptionnels	104	6 517	5 800
Total	<u>33 072</u>	<u>29 368</u>	<u>60 803</u>

NOTE 23 : AUTRES PERTES ORDINAIRES

Le détail des autres pertes ordinaires est le suivant :

	<u>30 Juin 2015</u>	<u>30 Juin 2014</u>	<u>31 Décembre 2014</u>
- Moins value sur cessions d'immobilisations	24	812	1 351
- Redressement fiscal	111 514	-	-
- Pertes sur éléments non récurrents ou exceptionnels	15	283	330
- Pénalités de retard	-	2 545	2 685
Total	<u>111 552</u>	<u>3 640</u>	<u>4 366</u>

NOTE 24 : IMPOTS SUR LES BÉNÉFICES

L'impôt sur les bénéfices a été liquidé, conformément aux dispositions du droit commun, de la manière suivante :

	<u>30 Juin 2015</u>	<u>30 Juin 2014</u>	<u>31 Décembre 2014</u>
Bénéfice comptable	3 773 767	3 194 184	10 129 282
A réintégrer			
- Dotations aux provisions sur la clientèle	3 867 305	4 136 449	5 029 235
- Dotations aux provisions des autres actifs	120 134	6 718	17 072
- Dotations aux provisions sur titres de participation	-	-	31 000
- Dotations aux provisions pour risques divers	-	-	111 683
- Reprises sur provisions	1 819 244	1 751 498	-
- Reprises sur provisions fiscales 2011	-	-	7 650 690
- Reprises sur provisions fiscales 2012	-	-	1 113 728
- Reprises sur provisions fiscales 2013	-	-	1 411 940
- Provisions pour congés payés 2015/2014	-	-	320 768
- Jetons de présence excédentaires	4 500	13 500	27 000
- Diverses charges non déductibles	55 410	53 004	59 562
- Redressement fiscal	111 514	-	-
- Contributions conjoncturelle	-	-	220 711
A déduire			
- Provisions fiscales 2012/2011 pour affaires en cours	-	-	6 285 908
- Reprises sur provisions comptables	1 819 244	1 751 498	3 890 450
- Provisions pour congés payés 2014/2013	-	-	277 992
- Reprises sur provisions initialement non déductibles	111 683	-	553 182
- Reprises sur provisions pour dépréciation des autres actifs	-	-	-
- Dividendes	179 989	79 995	79 995
- Plus value sur cession d'actions cotées	-	-	-
Bénéfice fiscal avant provisions	7 640 958	7 323 860	15 035 143
Provisions pour créances douteuses 100%	3 867 305	4 136 449	5 029 235
Bénéfice fiscal	3 773 653	3 187 410	10 005 909
Réinvestissements exonérés			
* Société VESTA	-	-	195 000
* Société Techno Invest	-	-	150 000
* Société SEI	-	-	250 000
* Société TRUST IMMO	-	-	170 000
* Société SASCOM	-	-	45 000
* Société MCS	-	-	450 000
* Société GREEN DUCK CONSULTING	-	-	50 000
* Société SUPER FOOD JUICERY	-	-	70 000
* Société HOLFFOD	-	-	150 000
* Société ECOLE EL EUCH	-	-	60 000
* Société CLINIQUE INTER LES PINS	-	-	1 000 000
* Société DAR EL JELD	-	-	1 700 000
* Montant à investir	1 588 169	1 366 023	-
Bénéfice imposable	2 185 484	1 821 387	5 715 909
Impôt sur les sociétés (au taux de 35%)	764 919	637 486	2 001 182
A imputer			
- Acomptes provisionnels payés	600 355	638 087	1 914 262
- Retenues sur placements	5 459	3 403	4 649
Impôt à payer (Report d'impôt)	159 105	(4 004)	82 271

NOTE 25 : ENCAISSEMENTS REÇUS DES CLIENTS

			30 Juin 2015	30 Juin 2014	31 Décembre 2014
- Clients et comptes rattachés en début de période	+	Note 5	24 048 474	24 372 052	24 372 052
- Clients et comptes rattachés en fin de période	-	Note 5	(30 023 156)	(26 479 284)	(24 048 474)
- Clients avances et acomptes reçus en début de période	-	Note 9	(2 826 145)	(2 876 416)	(2 876 416)
- Clients avances et acomptes reçus en fin de période	+	Note 9	4 622 214	3 489 068	2 826 145
- Dépôts et cautionnements reçus début de période	-	Note 9	(180 075)	(192 325)	(192 325)
- Dépôts et cautionnements reçus fin de période	+	Note 9	180 075	182 325	180 075
- Produits constatés d'avance en début de période	-	Note 5	(1 496 916)	(1 363 677)	(1 363 677)
- Produits constatés d'avance en fin de période	+	Note 5	1 607 469	1 483 593	1 496 916
- TVA collectée	+		17 900 361	16 951 144	34 773 682
- TVA collectée sur avances et acomptes	-		(1 479 119)	(1 124 634)	(2 340 782)
- Remboursements principal	+	Note 5	83 864 546	81 656 408	167 713 302
- Intérêts et produits assimilés de leasing	+	Note 14	19 083 452	17 356 044	36 192 661
- Autres produits d'exploitation	+		133 779	176 282	318 833
- Créances virées en pertes	-	Note 20	(2 987)	(4 718)	(1 075 337)
- Encaissements sur créances radiées	+	Note 20	12 217	16 200	33 208
- Encours financiers virés en pertes	-	Note 5	-	-	113 801
- Plus/Moins values sur relocations	-	Note 5	(33 452)	71 594	(921 685)
- Plus/Moins values sur transferts	-	Note 5	(1 066 271)	(403 267)	(1 653 693)
- Créances sur cessions d'immobilisations début période	+	Note 8	248 121	663 421	663 421
- Créances sur cessions d'immobilisations fin période	-	Note 8	(187 565)	(315 121)	(248 121)
- Cessions d'immobilisations à la VR	+	Note 5	921	11 135	15 084
- Cessions anticipées d'immobilisations	+	Note 5	4 714 610	5 555 039	9 962 445
<u>Encaissements reçus des clients</u>			<u>119 120 554</u>	<u>119 224 863</u>	<u>243 941 115</u>

NOTE 26 : INVESTISSEMENTS DANS LES CONTRATS DE LEASING

			30 Juin 2015	30 Juin 2014	31 Décembre 2014
- Fournisseurs d'immobilisations en début de période	+	Note 11	10 881 066	5 651 235	5 651 235
- Fournisseurs d'immobilisations en fin de période	-	Note 11	(18 338 586)	(17 037 065)	(10 881 066)
- Fournisseurs, avances et acomptes en début de période	-	Note 8	(91 392)	(146 150)	(146 150)
- Fournisseurs, avances et acomptes en fin de période	+	Note 8	186 333	91 439	91 392
- Décaissements pour financement de contrats de leasing	+	Note 5	99 319 080	103 743 154	200 082 345
- TVA sur Investissements	+		12 838 256	14 268 938	27 066 258
- Etat, retenues sur plus-value immobilière en début de période	+	Note 12	44 330	13 484	13 484
- Etat, retenues sur plus-value immobilière en fin de période	-	Note 12	(25 750)	(5 015)	(44 330)
<u>Investissements dans les contrats de leasing</u>			<u>104 813 337</u>	<u>106 580 019</u>	<u>221 833 167</u>

NOTE 27: SOMMES VERSEES AUX FOURNISSEURS ET AU PERSONNEL

			<u>30 Juin 2015</u>	<u>30 Juin 2014</u>	<u>31 Décembre 2014</u>
- Personnel, rémunérations dues en début de période	+	Note 12	121	-	-
- Personnel, rémunérations dues en fin de période	-	Note 12	(84)	(121)	(121)
- Avances et acomptes au personnel en début de période	-	Note 8	-	-	-
- Avances et acomptes au personnel en fin de période	+	Note 8	7 173	12 408	-
- Fournisseurs d'exploitation en début de période	+	Note 11	379 051	544 313	544 313
- Fournisseurs d'exploitation en fin de période	-	Note 11	(764 498)	(729 538)	(379 051)
- Personnel, provisions pour CP en début de période	+	Note 12	320 768	277 992	277 992
- Personnel, provisions pour CP en fin de période	-	Note 12	(320 768)	(274 004)	(320 768)
- Personnel, autres charges à payer en début de période	+	Note 12	329 186	297 287	297 287
- Personnel, autres charges à payer en fin de période	-	Note 12	(228 117)	(224 172)	(329 186)
- Etat, retenues sur salaires en début de période	+	Note 12	28 676	15 541	15 541
- Etat, retenues sur salaires en fin de période	-	Note 12	(98 534)	(99 051)	(28 676)
- Etat, retenues sur hon, com et loyers en début de période	+	Note 12	287 513	221 729	221 729
- Etat, retenues sur hon, com et loyers en fin de période	-	Note 12	(294 920)	(294 792)	(287 513)
- C.N.S.S en début de période	+	Note 12	132 183	119 110	119 110
- C.N.S.S en fin de période	-	Note 12	(215 989)	(203 049)	(132 183)
- CAVIS en début de période	+	Note 12	10 480	4 665	4 665
- CAVIS en fin de période	-	Note 12	(21 338)	(23 564)	(10 480)
- CNAM en début de période	+	Note 12	10 956	9 703	9 703
- CNAM en fin de période	-	Note 12	(16 842)	(15 657)	(10 956)
- Assurance groupe et vie en début de période	+	Note 12	38 880	27 143	27 143
- Assurance groupe et vie en fin de période	-	Note 12	(34 331)	(27 945)	(38 880)
- Assurance multirisque en début de période	+	Note 12	-	-	-
- Assurance multirisque en fin de période	-	Note 12	(3 791)	-	-
- Assurance auto en début de période	+	Note 12	-	-	-
- Assurance auto en fin de période	-	Note 12	(37 025)	-	-
- Organismes sociaux, autres charges en début de période	+	Note 12	58 970	49 280	49 280
- Organismes sociaux, autres charges en fin de période	-	Note 12	(58 970)	(50 055)	(58 970)
- Diverses Charges à payer en début de période	+	Note 12	325 341	380 412	380 412
- Diverses Charges à payer en fin de période	-	Note 12	(277 511)	(357 780)	(325 341)
- TVA, payée sur biens et services	+		160 132	115 454	309 621
- Charges de personnel	+	Note 17	2 049 957	1 828 585	3 788 065
- Autres charges d'exploitation	+	Note 19	785 505	820 188	1 884 103
- Impôts et taxes	-	Note 19	(100 909)	(105 478)	(428 042)
- Charges à répartir	+	Note 8	2 876	10 000	10 000
Sommes versées aux fournisseurs et au personnel			<u>2 454 142</u>	<u>2 328 603</u>	<u>5 588 796</u>

NOTE 28: INTERETS PAYES

			<u>30 Juin 2015</u>	<u>30 Juin 2014</u>	<u>31 Décembre 2014</u>
- Frais d'émission d'emprunts	+	Note 8	272 714	248 270	505 211
- Intérêts comptabilisés d'avance en début de période	-	Note 10	(368 880)	(208 931)	(208 931)
- Intérêts comptabilisés d'avance en fin de période	+	Note 10	185 725	107 991	368 880
- Etat, retenues sur revenus des capitaux en début de période	+	Note 12	5 183	35 317	35 317
- Etat, retenues sur revenus des capitaux en fin de période	-	Note 12	(64 714)	(10 814)	(5 183)
			,		
- Intérêts courus sur emprunts obligataires en début de période	+	Note 10	3 909 392	4 380 077	4 380 077
- Intérêts courus sur emprunts obligataires en fin de période	-	Note 10	(4 151 487)	(3 540 952)	(3 909 392)
- Intérêts courus sur emprunts bancaires début de période	+	Note 10	1 421 397	1 443 449	1 443 449
- Intérêts courus sur emprunts bancaires fin de période	-	Note 10	(2 681 275)	(1 999 433)	(1 421 397)
- Intérêts courus sur emprunts étrangers en début de période	+	Note 10	571 686	147 828	147 828
- Intérêts courus sur emprunts étrangers en fin de période	-	Note 10	(368 868)	(200 284)	(571 686)
- Intérêts courus sur certificat de leasing en début de période	+	Note 10	479 509	536 910	536 910
- Intérêts courus sur certificat de leasing en fin de période	-	Note 10	(195 116)	(740 282)	(479 509)
- Intérêts constatés d'avance sur billets de trésorerie en début de période	-	Note 10	-	-	-
- Intérêts constatés d'avance sur billets de trésorerie en fin de période	+	Note 10	41 868	100 650	-
- Intérêts constatés d'avance sur certificats de dépôts en début de période	-	Note 10	-	-	-
- Intérêts constatés d'avance sur certificats de dépôts en fin de période	+	Note 10	16 585	-	-
- Commissions courus sur emprunts étrangers en début de période	+	Note 10	-	-	-
- Commissions courus sur emprunts étrangers en fin de période	-	Note 10	(384 311)	(177 212)	-
- Intérêts et charges assimilées	+	Note 15	10 296 729	8 955 294	19 122 170
- Dotations aux résorptions des frais d'émission et de remboursement des emprunts	-	Note 15	(164 498)	(131 924)	(348 633)
			<u>8 821 642</u>	<u>8 945 953</u>	<u>19 595 109</u>

Intérêts payés

NOTE 29 : IMPOTS PAYES

			<u>30 Juin 2015</u>	<u>30 Juin 2014</u>	<u>31 Décembre 2014</u>
- Etat, impôts sur les bénéfices à liquider début de période	+	Note 12	82 272	54 648	54 648
- Etat, impôts sur les bénéfices à liquider fin de période	-	Note 12	(159 105)	-	(82 272)
- Etat, crédits d'impôts sur les bénéfices en début de période	-	Note 8	-	-	-
- Etat, crédits d'impôts sur les bénéfices en fin de période	+	Note 8	-	4 004	-
- Etat, autres impôts et taxes à payer en début de période	+	Note 12	16 379	13 923	13 923
- Etat, autres impôts et taxes à payer en fin de période	-	Note 12	(48 572)	(15 449)	(16 379)
- Etat, charges fiscales sur congés payés et autres charges en début de période	+	Note 12	9 623	8 340	8 340
- Etat, charges fiscales sur congés payés et autres charges en fin de période	-	Note 12	(9 623)	(8 220)	(9 623)
- TVA payée	+		3 965 987	2 732 563	5 227 741
- Impôts et taxes	+	Note 19	100 909	105 478	428 042
- Impôts sur les bénéfices	+	Note 24	764 919	637 486	2 001 182
			<u>4 722 789</u>	<u>3 532 773</u>	<u>7 625 602</u>

Impôts payés

NOTE 30 : DECAISSEMENTS PROVENANT DE L'ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

		<u>30 Juin 2015</u>	<u>30 Juin 2014</u>	<u>31 Décembre 2014</u>
- Investissements en Immobilisations corporelles et incorporelles	+ Note 7	900 949	138 824	146 023
<u>Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles</u>		<u>900 949</u>	<u>138 824</u>	<u>146 023</u>

NOTE 31 : ENCAISSEMENTS PROVENANT DE LA CESSION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

		<u>30 Juin 2015</u>	<u>30 Juin 2014</u>	<u>31 Décembre 2014</u>
- Moins-values sur cession d'immobilisations	- Note 23	(24)	(812)	(1 351)
- Cessions d'immobilisations corporelles	+ Note 7	-	226	(5 025)
- Immobilisations mises en rebut	+ Note 7	23	686	6 455
- Produits nets sur cessions d'immobilisations, autres que destinées à la location	+ Note 22	25 500	13 020	13 020
<u>Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles</u>		<u>25 500</u>	<u>13 120</u>	<u>13 098</u>

NOTE 32 : DECAISSEMENTS PROVENANT DE L'ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS FINANCIERES

		<u>30 Juin 2015</u>	<u>30 Juin 2014</u>	<u>31 Décembre 2014</u>
- Titres de participation libérés au cours de l'exercice	+ Note 6	3 030 000	2 174 350	3 434 350
<u>Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières</u>		<u>3 030 000</u>	<u>2 174 350</u>	<u>3 434 350</u>

NOTE 33 : ENCAISSEMENTS PROVENANT DE LA CESSION D'IMMOBILISATIONS FINANCIERES

		<u>30 Juin 2015</u>	<u>30 Juin 2014</u>	<u>31 Décembre 2014</u>
- Titres de participation cédés au cours de l'exercice	+ Note 6	974 730	463 840	2 455 400
- Produits nets sur cessions de titres immobilisés	+ Note 16	203 686	266 449	509 022
- Créances sur cession titre immobilisés en début de période	+ Note 8	-	296 000	296 000
- Créances sur cession titre immobilisés en fin de période	- Note 8	-	(296 000)	-
- Avances sur cession titre immobilisés en début de période	- Note 12	(544 027)	(80 708)	(80 708)
- Avances sur cession titre immobilisés en fin de période	+ Note 12	544 207	1 563 010	544 027
<u>Encaissements provenant de la cession d'immobilisations financières</u>		<u>1 178 596</u>	<u>2 212 591</u>	<u>3 723 741</u>

NOTE 34 : DIVIDENDES ET AUTRES DISTRIBUTIONS

			<u>30 Juin 2015</u>	<u>30 Juin 2014</u>	<u>31 Décembre 2014</u>
- Dividendes	+	Note 13	3 750 000	3 750 000	3 750 000
- Dividendes sur actions propres	-	Note 13	(145 721)	(127 963)	(127 963)
- Actionnaires, dividendes et JP à payer en début de période	+	Note 12	43 391	32 094	32 094
- Actionnaires, dividendes et JP à payer en fin de période	-	Note 12	(43 520)	(43 423)	(43 391)
- Intérêts des prêts sur fonds social	+	Note 13	41 382	27 119	81 380
			<u>3 645 532</u>	<u>3 637 827</u>	<u>3 692 120</u>

Dividendes et autres distributions**NOTE 35 : AUTRES FLUX DE TRESORERIE**

			<u>30 Juin 2015</u>	<u>30 Juin 2014</u>	<u>31 Décembre 2014</u>
- Prêts accordés au personnel au cours de l'exercice	+	Note 8	(899 465)	(563 800)	(859 350)
- Remboursements sur prêts au personnel	-	Note 8	505 006	350 668	570 711
- Produits à recevoir des tiers en début de période	+	Note 8	610 994	1 198 852	1 198 852
- Produits à recevoir des tiers en fin de période	-	Note 8	(497 667)	(646 890)	(610 994)
- Charges comptabilisées d'avance en début de période	+	Note 8	25 016	46 310	46 310
- Charges comptabilisées d'avance en fin de période	-	Note 8	(225 789)	(218 338)	(25 016)
- Autres comptes débiteurs en début de période	+	Note 8	348 609	250 317	250 317
- Autres comptes débiteurs en fin de période	-	Note 8	(312 200)	(391 606)	(348 609)
- Comptes d'attente en début de période	+	Note 8	48 230	6 465	6 465
- Comptes d'attente en fin de période	-	Note 8	(250 738)	(5 719)	(48 230)
- Comptes d'attente en début de période	-	Note 12	(617 958)	(668 455)	(668 455)
- Comptes d'attente en fin de période	+	Note 12	617 958	668 455	617 958
- Compte courant CGI en début de période	+	Note 8	-	-	-
- Compte courant CGI en fin de période	-	Note 8	(50 000)	-	-
- Prestataires Assurances en début de période	+	Note 8	-	-	-
- Prestataires Assurances en fin de période	-	Note 8	(33 019)	-	-
- Autres comptes créditeurs en début de période	-	Note 12	(400 598)	(250 983)	(250 983)
- Autres comptes créditeurs en fin de période	+	Note 12	401 607	240 703	400 598
- Prestataires Assurances en début de période	-	Note 12	(568 335)	(969 070)	(969 070)
- Prestataires Assurances en fin de période	+	Note 12	-	316 203	568 335
- Autres produits constatés d'avance en début de période	-	Note 12	(1 178)	(8 105)	(8 105)
- Autres produits constatés d'avance en fin de période	+	Note 12	633	603	1 178
- Produits des placements (hors plus values de cessions)	+	Note 16	241 272	129 413	224 814
- Autres gains ordinaires	+	Note 22	7 572	16 348	47 783
- Autres pertes ordinaires	-	Note 23	(111 529)	(2 828)	(3 015)
			<u>(1 161 578)</u>	<u>(501 457)</u>	<u>141 492</u>

Autres flux liés à l'exploitation

NOTE 36 : ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLOTURE

Ces états financiers sont autorisés pour la publication par le Conseil d'Administration du 14 Août 2015. Par conséquent, ils ne reflètent pas les évènements survenus postérieurement à cette date.

4 - 4 – NOTES COMPLEMENTAIRES, EXPLICATIVES ET RECTIFICATIVES AUX ETATS FINANCIERS ARRETES AU JUIN 2015

4 - 4 - 1 – NOTES COMPLEMENTAIRES AUX ETATS FINANCIERS ARRETES AU 30 JUIN 2015

a) Ratio de solvabilité :

Les Fonds propres Nets de la Compagnie Internationale de Leasing dépassent les 10% de son Actif pondéré par les quotités de risque prévues par la Banque Centrale.

En effet, le ratio de couverture des risques se présente ainsi :

Les fonds propres nets de base

Capital social	25 000 000
Réserves	24 952 780
Fonds social	1 914 823
Résultats reportés	5 669 176
Résultat au 30 juin 2015	3 008 855
Sous-total	60 545 634

Diminués des :

Rachat de la CIL de ses propres titres	2 927 793
Non-valeurs nettes des résorptions	820 920
Dividendes à distribuer en 2016	1 875 000
FONDS PROPRES NETS DE BASE	54 921 921

Les fonds propres complémentaires

Emprunt subordonné (CIL 2008)	8 000 000
Provisions collectives	2 200 000
FONDS PROPRES COMPLEMENTAIRES	10 200 000

FONDS PROPRES NETS

65 121 921

Catégorie de l'engagement	Engagement brut	Dépôts affectés	Agios réservés	Provisions	Engagement net	Quotité	Risque
Engagement du bilan							
<i>Crédits à la clientèle</i>							
Opérations de leasing mobilier	330 111 487	0	2 593 648	18 780 649	308 737 191	100%	308 737 191
Opération de leasing immobilier	58 093 989	175 000	215 813	1 023 897	56 679 279	50%	28 339 639
Ajustement risques encourus							558 051
<i>Crédits accordés au personnel</i>							
Crédits au personnel destinés à l'habitat	1 364 935				1 364 935	50%	682 468
Crédits au personnel hors l'habitat	1 752 486				1 752 486	100%	1 752 486
Cautionnements versés	2 000				2 000	100%	2 000
Portefeuille titres	22 761 038			257 118	22 503 921	100%	22 503 921
Placements auprès des banques	0				0	20%	0
Immobilisations nettes des amortissements	3 358 414				3 358 414	100%	3 358 414
Autres actifs	1 642 226			561 436	1 080 790	100%	1 080 790
Liquidités	6 852 049			108 258	6 743 791	20%	1 348 758
Engagement hors bilan							
Opérations de leasing mobilier	21 405 364				21 405 364	100%	21 405 364
Opérations de leasing immobilier	208 000				208 000	50%	104 000
Risques encourus							389 873 081
Fonds propres nets							65 121 922
Ratio de solvabilité							16,70%
Ratio de solvabilité de 2014							18,09%
Fonds propres nets de base							54 921 921
Fonds propres nets de base / Risques encourus							14,09%
Fonds propres nets de base / Risques encourus 2014							14,75%

b) Conformité aux dispositions de la NC 19 :

Pendant la période intermédiaire, il n'y a eu aucun changement dans la structure de la Compagnie. Aussi, aucunes restructurations ou abandons d'activité n'ont été réalisées pendant cette période.

De plus, pendant la même période, il n'y a eu lieu aucuns regroupements, acquisitions cession de filiales ou investissements à long terme.

4 - 4 - 2 – NOTES RECTIFICATIVES AUX ETATS FINANCIERS ARRETES AU 30 JUIN 2015

ci-dessous l'Etat des Engagements Hors Bilan au 30/06/2015, après correction :

	<u>30 Juin</u> <u>2015</u>	<u>2014</u>	<u>31 Décembre</u> <u>2014</u>
ENGAGEMENTS DONNES	71 569 112	63 584 070	55 463 554
Engagements de Financement en Faveur de la Clientèle	21 613 364	21 330 867	10 454 908
Engagements sur intérêts et commissions sur emprunts	49 955 748	42 253 203	45 008 646
ENGAGEMENTS RECUS	518 358 618	484 061 712	497 145 227
Cautions Reçues	171 154 415	159 621 476	161 535 866
Intérêts à Echoir sur Contrats Actifs	56 687 851	51 922 619	55 317 636
Valeurs des biens, objet de leasing	290 516 352	272 517 617	280 291 725
ENGAGEMENTS RECIPROQUES	35 000 000	30 438 500	11 000 000
Emprunts obtenus des banques locales non encore encaissés	28 000 000	19 000 000	-
Emprunts obtenus des banques étrangères non encore encaissés	7 000 000	11 438 500 (*)	11 000 000 (*)

(*) L'équivalent d'un montant de 5.000.000 Euro.

**4 - 5 – AVIS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS
FINANCIERS ARRETES AU 30 JUIN 2015 :**



**Financial
Auditing &
Consulting**

Société d'expertise comptable
Inscrite au tableau de l'ordre des experts comptables de Tunisie

22 bis, Avenue Mongi Slim El Menzah 5 - 2087 Ariana

Tél : 71 230 666 / Fax : 71 234 215

E-mail: neji.fac@planet.tn



**Delta
Consult**

Société d'expertise comptable
Inscrite au tableau de l'ordre

Société d'expertise comptable
Inscrite au tableau de l'ordre des experts comptables de Tunisie

Immeuble SAADI – Tour CD – 2ème étage –
Appartement 7& 8 – Menzah IV – 1082 Tunis

Tél : 71 755 035 / Fax : 71 753 062

E-mail: walid.bensalah@deltacconsult.com.tn

RAPPORT D'EXAMEN LIMITE SUR LES ETATS FINANCIERS INTERMEDIAIRES AU 30 JUIN 2015

MESSIEURS LES ACTIONNAIRES DE LA COMPAGNIE INTERNATIONALE DE LEASING (CIL)

Introduction :

Nous avons effectué l'examen limité des états financiers ci-joints de la Compagnie Internationale de Leasing (CIL), comprenant le bilan au 30 juin 2015, l'état de résultat et l'état des flux de trésorerie pour la période de six mois se terminant à cette date, ainsi que des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers intermédiaires, conformément au système comptable des entreprises. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces états financiers intermédiaires.

Etendue de l'examen :

Nous avons effectué cet examen selon la norme internationale d'examen limité ISRE 2410, "Examen de l'information financière intermédiaire accompli par l'auditeur indépendant de l'entité". Un examen limité de l'information financière intermédiaire consiste à prendre des renseignements, principalement auprès des personnes responsables des questions financières et comptables ainsi qu'à appliquer des procédures analytiques et autres aux données financières. L'étendue d'un examen limité est considérablement moindre que celle d'un audit effectué conformément aux normes internationales d'audit et par conséquent, il ne nous permet pas d'obtenir une assurance que nous nous rendons compte d'éléments significatifs qui pourraient être relevés par un audit. En conséquence, nous n'exprimons pas une opinion d'audit.

Conclusion :

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent à penser que les états financiers intermédiaires ci-joints de Compagnie Internationale de Leasing (CIL) arrêtés au 30 juin 2015, ne présentent pas sincèrement dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la société, ainsi que le résultat de ses opérations et les mouvements de trésorerie pour la période close à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

Observation post conclusion :

Au cours de l'accomplissement de notre mission, nous avons pris connaissance de l'infraction commise, en date du 30 juin 2015, par le caissier de l'agence de Sousse.

La société a déposé, en date du 1^{er} juillet 2015, une plainte à ce sujet auprès du poste de police d'Hammem Sousse.

En application de l'article 270 du code des sociétés commerciales et du paragraphe 36 de la norme 10 de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie, nous avons révélé ce fait délictueux au procureur de la république du tribunal de première instance de Tunis, par lettre en date du 27 août 2015.

L'incidence de ladite infraction s'élevant à 108.258 Dinars, a été totalement provisionnée au 30 juin 2015.

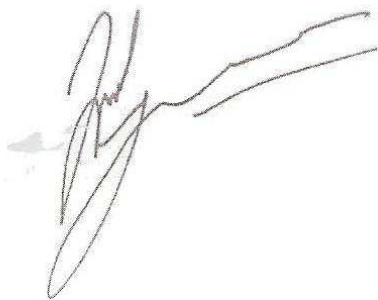
Notre conclusion ne comporte pas de réserves concernant cette question.

Tunis, le 31 août 2015

Les Commissaires aux Comptes

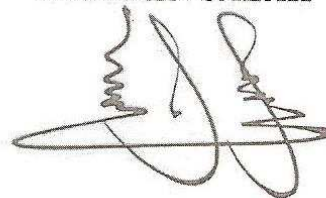
F.A.C

Mohamed Neji HERGLI



DELTA CONSULT

Walid BEN SALAH



4 - 6 – ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIERE DE LA CIL AU 30 JUIN 2015 :

4 - 6 - 1 – LES ENGAGEMENTS FINANCIERS AU 30 JUIN 2015 :

I - les engagements financiers :

Type d'engagements	Valeur totale	Tiers	Dirigeants	Entreprises liées	Associés	Provisions
1- Engagements donnés						
a) garanties personnelles						
Cautionnement						
Aval						
Autres garanties						
b) garanties réelles						
Hypothèques						
Nantissement						
c) effet escomptés et non échus						
d) créances à l'exportation mobilisées						
e) abandon de créances						
f) engagements sur titre non libéré	-					
g) engagements par signature ¹	21 613 364	21 613 364				
h) engagements sur intérêts et commissions sur emprunts	49 955 748	49 955 748				
TOTAL	71 569 112	71 569 112				
2- Engagements reçus						
a) garanties personnelles						
Cautionnement reçues	171 154 415	171 154 415				
Aval						
Autres garanties						
b) garanties réelles						
Hypothèques retenues						
Hypothèques non retenues	-	-				
Nantissement						
c) effet escomptés et non échus						
d) créances à l'exportation mobilisées						
e) engagements sur les intérêts à échoir sur les crédits de leasing ²	56 687 851	56 388 836		299 015		
f) Valeur résiduelle						
g) Valeur des biens objet de leasing	290 516 352	290 450 074		66 278		
TOTAL	518 358 618	517 993 325		365 293		
3- Engagements réciproques						
Emprunt obtenu non encore encaissé	28 000 000	28 000 000				
Engagements reçus des banques non résidentes non encore encaissé	7 000 000	7 000 000				
Crédit consenti non encore versé						
Opération de portage						
Crédit documentaire						
Commande d'immobilisation						
Commande de longue durée						
Contrat avec le personnel prévoyant des engagements supérieurs à ceux prévus par la convention collective						
TOTAL	35 000 000	35 000 000				

II - Dettes garanties par des sûretés :

Postes concernés	Montant garanti	Valeur comptable des biens donnés en garantie	Provisions
Emprunts obligataires			
Emprunts d'investissement			
Emprunts courants de gestion			
Autres			

¹ Il s'agit des contrats de leasing approuvés et dont la mise en force n'a pas encore commencé (engagements hors bilan).

² Il s'agit des intérêts inclus dans les loyers non échus au 30 juin 2015.

4 - 6 - 2 – ENCOURS DES CREDITS CONTRACTES PAR LA C.I.L AU 30 JUIN 2015

Encours des emprunts obligataires émis par la C.I.L. au 30 juin 2015

En dinars

Emprunts	Montants	Echéances	Taux d'intérêt	Durée	Encours au 31-12-2014	Encours au 30-06-2015
CIL 2008 subordonné	10 000 000	15/01/2019	TMM+1,5% ou fixe 7,25%	10 ans (5 ans de franchise)	10 000 000	8 000 000
CIL 2009/3	20 000 000	29/01/2015	TMM+ 0,75% ou fixe 5,25%	5 ans	4 000 000	-
CIL 2010/1	30 000 000	30/07/2015	TMM+ 0,75% ou fixe 5,25%	5 ans	6 000 000	6 000 000
CIL 2010/2	30 000 000	03/11/2015	TMM+ 0,75% ou fixe 5,25%	5 ans	6 000 000	6 000 000
CIL 2011/1	30 000 000	15/02/2016	TMM+ 0,75% ou fixe 5,5%	5 ans	12 000 000	6 000 000
CIL 2012/1	20 000 000	30/03/2017	TMM+ 1,25% ou fixe 6,0%	5 ans	12 000 000	8 000 000
CIL 2012/2	20 000 000	22/02/2017	TMM+ 1,75% ou fixe 6,5%	5 ans	16 000 000	12 000 000
CIL 2013/1	13 000 000	6/12/2020	7,25%	7 ans (2 années de grâce)	13 000 000	13 000 000
CIL 2013/1	8 500 000	6/12/2018	7%	5 ans	6 800 000	6 800 000
CIL 2014/1	20 000 000	15/07/2019	TMM+1,90% ou fixe 7,20%	5 ans	20 000 000	20 000 000
CIL 2014/2	20 000 000	30/01/2020	7,60%	5 ans	15 629 200	20 000 000
CIL 2015/1	25 000 000	15/01/2020	TMM+2% ou fixe 7,65%	5 ans		25 000 000
Total	246 500 000	-	-	-	121 429 200	130 800 000

Encours des emprunts bancaires contractés par la C.I.L. au 30 juin 2015

En dinars

Emprunts	Montant	Modalités de remboursement	Durée	Encours au 30-06-2015
BANQUES LOCALES				
BIAT (2010/2)	10 000 000	Annuellement (2011-2017)	6 ans	2 857 143
AMEN BANK (2010)	5 000 000	Annuellement (2011-2015)	4 ans	1 000 000
AMEN BANK (2011/1)	5 000 000	Annuellement (2011-2016)	5 ans	1 000 000
AMEN BANK (2011/2)	5 000 000	Annuellement (2011-2016)	5 ans	1 000 000
ATTIJARI BANK (2011/1)	1 500 000	Trimestriellement (2011-2016)	-	300 000
BT (2011/1)	5 000 000	Annuellement (2012-2016)	4 ans	2 000 000
BIAT (2011/1)	5 000 000	Annuellement (2012-2016)	4 ans	2 000 000
BIAT 2012	5 000 000	Annuellement (2012-2016)	4 ans	2 000 000
ATB 2012	2 000 000	Annuellement (2013-2017)	4 ans	1 200 000
AMEN BANK 2012	7 000 000	Annuellement (2013-2017)	4 ans	4 200 000
BIAT (2012/2)	7 000 000	Annuellement (2013-2017)	4 ans	4 200 000
BTK 2012	4 000 000	Annuellement (2013-2017)	4 ans	2 400 000
AMEN BANK (1/2013)	2 000 000	Annuellement (2014-2018)	4 ans	1 200 000
AMEN BANK (4/2013)	1 000 000	Annuellement (2014-2018)	4 ans	600 000
BIAT (2/2013)	5 000 000	Annuellement (2014-2018)	4 ans	3 000 000
ATB (1/2013)	5 000 000	Annuellement (2013-2018)	5 ans	3 000 000
AMEN BANK (5/2013)	10 000 000	Annuellement (2014-2018)	4 ans	8 000 000
BIAT (3/2013)	2 000 000	Annuellement (2014-2015)	1 an	1 000 000
BIAT (4/2013)	6 000 000	Annuellement (2014-2018)	4 ans	4 800 000
AMEN BANK (8/2013)	3 000 000	Annuellement (2014-2016)	2 ans	2 000 000
BIAT (1/2014)	3 000 000	Annuellement (2014-2018)	4 ans	2 400 000
BT (1/2014)	2 000 000	Annuellement (2015-2016)	1 an	1 000 000
BTK(2014)	3 000 000	Annuellement (2015-2019)	4 ans	2 400 000
ATB(2014)	4 000 000	Annuellement (2015-2019)	4 ans	4 000 000
BH(2014)	5 000 000	Annuellement (2015-2017)	2 ans	5 000 000
BIAT (2/2014)	5 000 000	Annuellement (2015-2019)	4 ans	5 000 000
BIAT (3/2014)	5 000 000	Annuellement (2015-2019)	4 ans	5 000 000
BT (2/2014)	5 000 000	Annuellement (2015-2019)	4 ans	5 000 000
BTE (2014)	5 000 000	Annuellement (2015-2019)	4 ans	5 000 000
BH (2015)	3 000 000	Annuellement (2016-2020)	4 ans	3 000 000
AMEN BANK (2015)	5 000 000	Annuellement (2016-2020)	4 ans	5 000 000
BIAT (2015)	10 000 000	Annuellement (2016-2020)	4 ans	10 000 000
Sous Total				100 557 143
BANQUES ETRANGERES				
B.E.I 2012	10 357 175	Semestriellement (2012-2019)	7 ans	6 071 730
BIRD	10 000 000	Semestriellement (2015-2022)	7 ans	10 000 000
BAD	5 000 000	Semestriellement (2016-2022)	6 ans	5 000 000
BERD	EUR 22 225 000	Semestriellement (2016-2019)	3 ans	22 225 000
BERD (2015)	EUR 10 385 000	Semestriellement (2016-2019)	3 ans	10 385 000
Sous Total				53 681 730
Total				154 238 873

Encours des billets de trésorerie et des certificats de leasing contractés par la C.I.L. au 30 juin 2015 :

Ces emprunts sont matérialisés par des billets de trésorerie et des certificats de leasing.

Encours des billets de trésorerie et des certificats de leasing à moins d'un an :

Emprunts	Montants	Echéance	Aval
Billets de Trésorerie :			
CGI	50 000	03/09/2015	Sans aval
SICAV TRESOR	2 000 000	25/08/2015	Sans aval
TUNISIE SICAV	1 500 000	01/09/2015	Sans aval
Sous – Total	3 550 000		
Certificats de dépôt :			
TES	1 000 000	06/07/2015	Sans aval
CIL SICAR	1 000 000	23/09/2015	Sans aval
Sous – Total	2 000 000		
Certificat de leasing :			
Certificat EL BARAKA	3 000 000	19/02/2016	Sans aval
Certificat EL BARAKA	2 000 000	02/10/2015	Sans aval
Certificat EL BARAKA	3 000 000	14/11/2015	Sans aval
Certificat EL BARAKA	3 000 000	20/08/2015	Sans aval
Certificat EL BARAKA	1 000 000	08/09/2015	Sans aval
Certificat EL BARAKA	1 000 000	15/09/2015	Sans aval
Certificat EL BARAKA	1 000 000	22/09/2015	Sans aval
Certificat ZITOUNA	2 000 000	24/08/2015	Sans aval
Certificat ZITOUNA	2 000 000	07/09/2015	Sans aval
Certificat ZITOUNA	1 000 000	22/09/2015	Sans aval
Certificat ZITOUNA	1 000 000	23/09/2015	Sans aval
Certificat ZITOUNA	1 000 000	28/09/2015	Sans aval
Sous – Total	21 000 000		
Total	26 550 000		

Encours des billets de trésorerie et des certificats de leasing à plus d'un an :

Néant.

4 - 6 - 3 – STRUCTURE DES SOUSCRIPTEURS A L'EMPRUNT «CIL 2015/2 (TAUX FIXE : 7,65%) » :

Nature	Nombre de souscripteurs	Nombre d'obligations	Montant en dinars	Pourcentage
SICAV	14	110 500	11 050 000	46,04%
FCP	7	15 350	1 535 000	6,40%
Compagnies d'assurances	4	52 000	5 200 000	30,80%
Institutions Financières	1	25 000	2 500 000	10,42%
Personnes Physiques	55	37 150	3 715 000	15,48%
Total	81	240 000	24 000 000	96,00%

4 - 6 - 4 – STRUCTURE DES SOUSCRIPTEURS A L'EMPRUNT «CIL 2015/2 (TAUX VARIABLE : TMM+2%) » :

Nature	Nombre de souscripteurs	Nombre d'obligations	Montant en dinars	Pourcentage
SICAV Rendement	1	10 000	1 000 000	4,00%
Total	1	10 000	1 000 000	4,00%

4 - 6 - 6 – TABLEAU DES MOUVEMENTS DES CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2015 :

	Capital social	Réserve légale	Réserve extraordinaire	Réserve pour réinvestissement	Réserves pour fonds social	Résultats reportés	Actions propres	Résultat de l'exercice	Total
Solde au 31 Décembre 2013	25 000 000	2 500 000	1 750 000	16 994 000	1 437 586	509 320	(2 366 762)	8 566 851	54 390 996
Affectations approuvées par l'A.G.O du 22 Mai 2014			(1 750 000)	3 447 840	300 000	6 569 011		(8 566 851)	-
Dividendes versés sur le bénéfice de 2013						(3 750 000)			(3 750 000)
Rachat d'actions propres						127 963	(313 157)		(313 157)
Encaissement de dividendes sur actions propres					(27 119)				1 279 63
Divers								2 556 698	(27 119)
Résultat de la période close le 30 juin 2014								2 556 698	2 556 698
Solde au 30 Juin 2014	25 000 000	2 500 000	-	20 441 840	1 710 468	3 456 294	(2 679 919)	2 556 698	52 985 381
Résultats de la période close le 30 juin 2014 (annualtion)								(2 556 698)	(2 556 698)
Rachat d'actions propres							(161 724)		(161 724)
Divers					(54 262)			8 128 100	(54 262)
Résultat net de l'exercice 2014								8 128 100	8 128 100
Solde au 31 Décembre 2014	25 000 000	2 500 000	-	20 441 840	1 656 206	3 456 294	(2 841 643)	8 128 100	58 340 797
Affectations approuvées par l'A.G.O du 15 Mai 2015				4 290 000	300 000	3 538 101		(8 128 100)	-
Affectations approuvées par l'A.G.O du 15 Mai 2015				(2 279 060)		2 279 060			-
Dividendes versés sur le bénéfice de 2014						(3 750 000)			(3 750 000)
Rachat d'actions propres						1 457 21	(86 150)		(86 150)
Encaissement de dividendes sur actions propres					(41 382)				1 457 21
Divers								3 008 847	(41 382)
Résultat de la période close le 30 juin 2015								3 008 847	3 008 847
Solde au 30 Juin 2015	25 000 000	2 500 000	-	22 452 780	1 914 823	5 669 176	(2 927 793)	3 008 847	57 617 833

4 - 6 - 7 – EVOLUTION DES REVENUS DE LEASING ET DU RESULTAT D'EXPLOITATION :

En dinars	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Intérêts et produits de leasing	18 658 642	16 780 805	35 878 104
Produit net	8 940 650	8 397 655	17 808 603
Résultat d'exploitation avant provisions	5 899 530	5 548 643	11 727 900
Capital social	25 000 000	25 000 000	25 000 000
Nombre d'actions	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Produits de leasing par action	3,732	3,356	7,176
Produit net par action	1,788	1,680	3,562
Résultat d'exploitation par action	1,180	1,110	2,346

4 - 6 - 8 – EVOLUTION DU RESULTAT NET :

En dinars	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Résultat avant impôt	3 773 767	3 194 184	10 129 282
Résultat net d'impôt	3 008 847	2 556 698	8 128 100
Capital social	25 000 000	25 000 000	25 000 000
Nombre d'actions	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Résultat par action avant impôt	0,755	0,639	2,026
Résultat par action net d'impôt	0,602	0,511	1,626
Résultat avant impôt / capital social	15,10%	12,78%	40,52%
Résultat net d'impôt / capital social	12,04%	10,23%	32,51%

4 - 6 - 9 – EVOLUTION DE LA MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT :

En dinars	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Résultat net	3 008 847	2 556 698	8 128 100
Dotations aux amortissements	205 657	200 239	408 536
Dotations nettes aux provisions	2 047 284	2 380 187	1 655 055
Marge brute d'autofinancement	5 261 788	5 137 123	10 191 691

4 - 6 - 10 – INDICATEURS DE GESTION ET RATIOS :

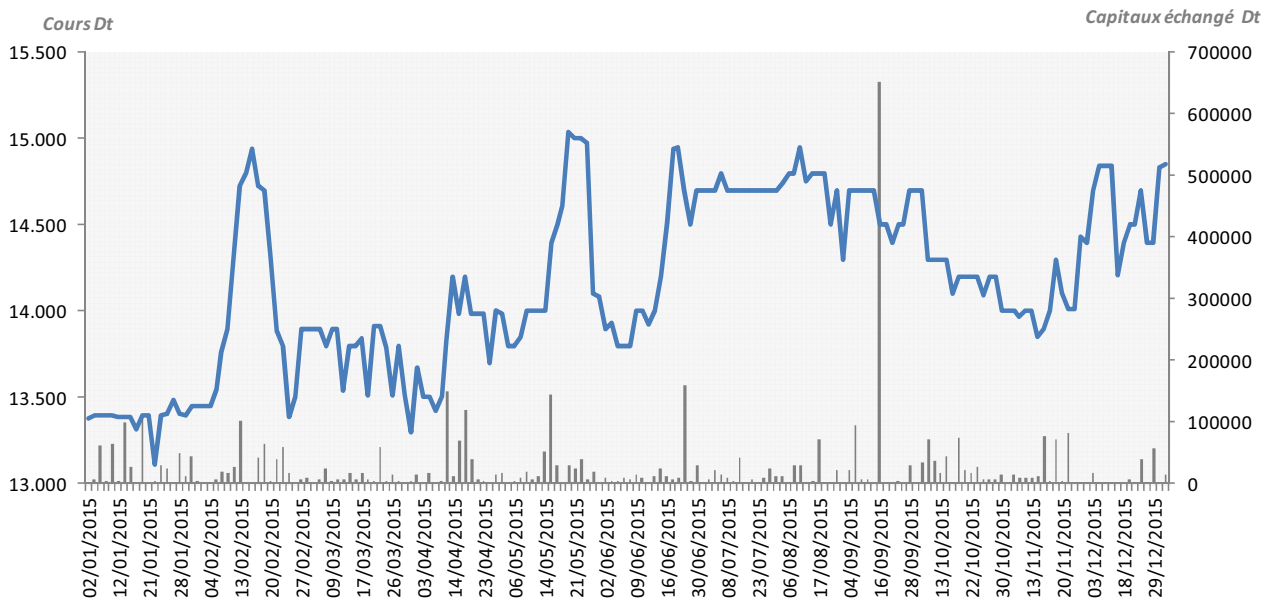
Désignation	30-juin-15	30-juin-14	31-déc-14
Indicateurs de gestion (en Milliers de dinars)			
Résultat net de la période (1)	3 009	2 557	8 128
Créances sur la clientèle+Portefeuille titre commercial+Portefeuille d'investissement	388 912	364 640	372 127
Engagements(2) (bilan et hors bilan)	409 644	387 109	382 468
Fonds propres (avant résultat net) (3)	54 609	50 429	50 213
Capitaux propres avant affectation	57 618	52 985	58 341
Créances sur la clientèle	366 406	343 425	351 176
Créances classées (4)	36 725	36 471	29 601
Produits réservés (5)	2 809	2 780	2 385
Total provisions (6)	19 805	19 556	17 756
Emprunts et ressources spéciales (7)	319 126	304 285	313 284
Total bilan	404 277	383 181	390 545
Charges financières (8)	10 297	8 955	19 122
Total charges d'exploitation (hors dotations aux provisions/créances)	3 041	2 849	6 081
Ratios propres aux sociétés de leasing			
Fonds propres/Engagements (3)/(2)	14,04%	13,83%	13,13%
Rentabilité des fonds propres (1)/(3)	5,51%	5,07%	16,19%
Taux de créances classées (4)/(2)	8,97%	9,42%	7,74%
Ratio de couverture des créances classées (5) +(6)/(4)	61,58%	61,24%	68,04%
Créances classées / (Créances sur la clientèle+Portefeuille titre commercial+Portefeuille d'investissement)	9,44%	10,00%	7,95%
Ratio des fonds propres selon circulaire 91-24 de la BCT**	16,70%	16,84%	18,09%
Ratios de structure			
Total capitaux propres après résultat/Total bilan	14,25%	13,83%	14,94%
Emprunts et ressources spéciales/Total bilan	78,94%	79,41%	80,22%
Créances sur la clientèle, opérations de leasing/Total bilan	90,63%	89,62%	89,92%
Emprunts et ressources spéciales + dettes envers la clientèle / Créances sur la clientèle, opérations de leasing	88,41%	89,67%	90,07%
Ratios de gestion			
Charges de personnel/Produits nets	22,93%	21,77%	21,27%
Produits nets/Capitaux propres avant résultat	16,37%	16,65%	35,47%
Coefficient d'exploitation (Total charges d'exploitation/Produits nets)	34,01%	33,93%	34,14%
Provisions nettes/Produits nets	22,90%	28,34%	9,29%
Ratios de rentabilité			
ROE (Résultat net/capitaux propres avant résultat net)	5,51%	5,07%	16,19%
ROA (Résultat net/Total bilan)	0,74%	0,67%	2,08%
Résultat net/Produits nets	33,65%	30,45%	45,64%
Intérêts et produits assimilés de leasing/Créances sur la clientèle	5,09%	4,89%	10,22%
Produits nets/Total bilan	2,21%	2,19%	4,56%

** Tel que modifié par la circulaire 99-04 et la circulaire 2012-09 de la BCT, ce ratio prudentiel exige de chaque établissement de crédit (banques et sociétés de leasing) que ses fonds propres nets représentent au moins 10% de son actif (bilan et hors bilan) pondéré en fonction des risques encourus.

4 - 7 – COMPORTEMENT BOURSIER DU TITRE CIL

Evolution des cours (non ajustés) et des quantités traitées : janvier – décembre 2015

Evolution du cours du titre CIL sur l'année 2015



Source : BVMT

Indicateurs Boursiers

Nombre de titres admis au 31 décembre 2014 : 5.000.000

Nombre de titres admis au 31 décembre 2015 : 5.000.000

Cours d'introduction, le 15 septembre 1997 : 14,720 dinars (avec un nominal de 10 dinars)

Capitalisation boursière au 31 décembre 2014 : 67 millions de dinars

Capitalisation boursière au 31 décembre 2015 : 74 millions de dinars

Cours le plus haut du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 : 15,040 dinars

Cours le plus bas du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 : 13,110 dinars

(selon les chiffres de la bourse)	2012	2013	2014	2015
Nombre de titres admis	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Nombre de titres traités	433 586	1 188 735	386 820	310 427
Cours fin de période (en DT)	15,580	14,720	13,390	14,850
Capitalisation boursière (en DT)	77 900 000	70 000 000	66 950 000	74 250 000
Valeur comptable nette (en DT) (*)	10,196	10,878	11,668	-
Cours le plus haut (en DT)	18,790	16,500	14,930	15,040
Cours le plus bas (en DT)	15,490	12,500	12,300	13,110
Bénéfice par action (en DT)	1,822	1,713	1,626	-
Dividende par action (en DT)	0,750	0,750	0,750	-
Date de détachement	30/05/2013	29/05/2014	28/05/2015	-
Taux de distribution	43,9%	43,8%	46,1%	-
Taux de rotation	8,67%	23,77%	7,74%	6,21%
P.E.R	9,5	8,2	8,2	9,1
Rendement de la période (**)	-10,27%	-5,6%	+1,06%	+17,48%

(*) Suite à l'émission d'action gratuite en 2010, les calculs ont été retraités sur la base du nombre d'action en circulation au 31/12/2011.

(**) Ces données ont été ajustées pour tenir compte de l'opération de split, des distributions de dividendes et de l'augmentation de capital.

CHAPITRE 5 – ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE CONTROLE DES COMPTES :

La Compagnie Internationale de Leasing atteste qu'aucune autre information nouvelle relative au présent chapitre n'est intervenue depuis la date d'enregistrement du Document de Référence « CIL 2015 » enregistré par le CMF le 20/07/2015 sous le N° 15-006.

CHAPITRE 6 – RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'EVOLUTION RECENTE ET LES PERSPECTIVES D'AVENIR

6 - 1 – EVOLUTION RECENTE ET ORIENTATIONS :

6 - 1 - 1 – EVOLUTION RECENTE :

Les mises en force se sont élevées à 207,8 MD au 31/12/2015 contre 199,8 MD au 31/12/2014, soit une hausse de 4 %.

Les approbations ont évolué de +6,65%, passant de 243,4 MD au 31/12/2014 à 259,5 MD au 31/12/2015.

L'encours financier a augmenté de +8,60% en passant de 345,2 MD au 31 décembre 2014 à 374,9 MD au 31 décembre 2015.

Le ratio des créances classées a atteint 7,33% au 31/12/2015 contre 7,74% au 31/12/2014.

Par ailleurs, la CIL a enregistré au 31 décembre 2015 et par rapport à la même période en 2014 un léger repli en termes de part de marché, de 0,4 points de pourcentage pour les approbations, de 0,43 points de pourcentage pour les mises en force et de 0,18 points de pourcentage pour l'encours financier.

6 - 1 - 2 – ORIENTATIONS STRATEGIQUES :

La société prévoit pour l'année 2015 une hausse de 5,12% du niveau de ses mises en force qui devraient se situer à 210 MD et table sur une évolution moyenne de 4,46% l'an à partir de 2015.

De point de vue stratégique, pour les années prochaines, la CIL table sur le maintien, voire même sur l'augmentation de la demande et sur une croissance positive du secteur du leasing. Les objectifs tracés se résument en :

- ❖ La consolidation de la part de marché de leasing en renforçant l'équipe commerciale et en ouvrant de nouvelles agences régionales ;
- ❖ Le maintien d'un taux de croissance annuel positif des mises en force et un niveau de rentabilité des fonds propres confortable aux alentours de 14% ;
- ❖ Le maintien de la politique de prudence en termes d'octroi des crédits avec la consolidation des efforts en matière d'évaluation du risque client ;
- ❖ La continuation de l'amélioration du ratio des créances douteuses et litigieuses (CDL) et du ratio de provisionnement des créances à un niveau supérieur à 70% ;
- ❖ La continuation de l'optimisation et de l'amélioration du système d'information.

6 - 2 – PERSPECTIVES D'AVENIR :

La Compagnie Internationale de Leasing s'engage à actualiser ses prévisions chaque année sur un horizon de trois ans et à les porter à la connaissance des actionnaires et du public.

Elle est tenue à cette occasion d'informer ses actionnaires et le public sur l'état des réalisations de ses prévisions.

L'état des réalisations par rapport aux prévisions et l'analyse des écarts doivent être insérés au niveau du rapport annuel.

La Compagnie Internationale de Leasing s'engage à tenir une communication financière au moins une fois par an.

6 - 2 - 1 – ANALYSE DES MODIFICATIONS :

Les prévisions publiées au niveau du document de référence "CIL 2015" enregistré le 20 juillet 2015 sous le n° 15-006, sont différentes de celles publiées dans la présente actualisation du document de référence. En effet, compte tenu des réalisations du 4^{ème} trimestre 2015 et des nouvelles conditions du marché, certaines modifications et mises à jour ont été apportées au niveau des hypothèses sous jacentes relatives aux rubriques suivantes :

❖ Les intérêts et produits assimilés de leasing :

En milliers de DT

	2015	2016	2017	2018	2019
Ancien Business Plan	39 700	43 700	47 200	50 300	53 700
Nouveau Business Plan	39 510	43 700	47 200	50 400	53 720
Ecart	-190	0	0	100	20

❖ Les intérêts et charges assimilés de leasing :

En milliers de DT

	2015	2016	2017	2018	2019
Ancien Business Plan	21 500	24 045	25 878	27 992	30 088
Nouveau Business Plan	21 403	23 895	25 581	27 519	29 145
Ecart	-97	-150	-297	-473	-943

❖ Les charges d'exploitation :

En milliers de DT

	2015	2016	2017	2018	2019
Ancien Business Plan	6 350	6 754	7 129	7 527	7 949
Nouveau Business Plan	6 126	6 760	7 310	7 850	8 440
Ecart	-224	6	181	323	491

❖ Les emprunts bancaires et obligataires à contracter :

En milliers de DT

	2015	2016	2017	2018	2019
Ancien Business Plan	95 000	105 000	115 000	125 000	140 000
Nouveau Business Plan	114 385	107 000	117 000	129 000	138 000
Ecart	19 385	2 000	2 000	4 000	-2 000

❖ **Les Charges de personnel**

En milliers de DT

	2015	2016	2017	2018	2019
Ancien Business Plan	4 100	4 346	4 607	4 883	5 176
Nouveau Business Plan	4 200	4 500	4 860	5 250	5 670
Ecart	100	154	253	367	494

❖ **Autres charges d'exploitation**

En milliers de DT

	2015	2016	2017	2018	2019
Ancien Business Plan	1 800	1 908	2 022	2 144	2 272
Nouveau Business Plan	1 485	1 800	1 950	2 100	2 270
Ecart	-315	-108	-72	-44	-2

❖ **Dotations aux amortissements**

En milliers de DT

	2015	2016	2017	2018	2019
Ancien Business Plan	450	500	500	500	500
Nouveau Business Plan	441	460	500	500	500
Ecart	-9	-40	0	0	0

❖ **Dotations aux provisions et résultats des créances radiées :**

En milliers de DT

	2015	2016	2017	2018	2019
Ancien Business Plan	1 700	1 700	1 700	1 700	1 700
Nouveau Business Plan	1 930	1 980	2 130	2 364	2 420
Ecart	230	280	430	664	720

6 - 2 - 2 – ANALYSE DES PERFORMANCES REALISEES EN 2015 PAR RAPPORT AUX PREVISIONS RELATIVES A L'EXERCICE 2015 :

La confrontation des réalisations des 12 mois de 2015 telles qu'elles ressortent au niveau des indicateurs d'activité arrêtés au 31 décembre 2015 avec les prévisions établies pour l'année 2015 publiées au niveau de la présente actualisation du document de référence « CIL 2015 » fait ressortir les pourcentages de réalisations suivants :

(en mDt)	Réalisations au 31/12/2015	Prévisions année 2015	Pourcentage de réalisation
Mises en force	207 765	210 000	98,94%
Produit net	19 236	19 130	100,55%
Emprunts et dettes rattachées	329 359	328 360	100,30%

Les principales réalisations au 31/12/2015 sont en phase avec les prévisions relatives à l'exercice 2015 telles que prévues au niveau du plan d'affaires 2015-2019.

6 - 2 - 3 – HYPOTHESES DE PREVISIONS RETENUES:

Les projections financières 2015-2019 de la société ont été mises à jour dans le cadre de l'actualisation du document de référence « CIL 2015 » et approuvées par le Conseil d'Administration du 10 décembre 2015.

Les prévisions pour la période ont été établies sur la base des états financiers arrêtés au 31/12/2014.

Les hypothèses de base et les prévisions concernant l'exploitation de la CIL durant les prochaines années se détaillent comme suit :

❖ Les mises en force :

Pour l'année 2015, la CIL prévoit un niveau des mises en forces de 210 MD.

La CIL table, à partir de 2015, sur une évolution moyenne de 4,59% l'an, soit :

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
En milliers de DT	199 767	210 000	220 000	230 000	240 000	250 000
Taux d'évolution	15,60%	5,12%	4,76%	4,55%	4,35%	4,17%

❖ Les intérêts et produits assimilés de leasing :

Les intérêts et produits assimilés de la CIL devraient suivre une progression moyenne de 8,42% l'an à partir de 2015.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
En milliers de DT	35 878	39 510	43 700	47 200	50 400	53 720
Taux d'évolution	7,46%	10,12%	10,60%	8,01%	6,78%	6,59%

❖ Les intérêts et charges assimilées :

Le taux d'évolution des intérêts et charges assimilées devrait se situer à un niveau moyen de 8,82% à partir de 2015.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
En milliers de DT	19 122	21 403	23 895	25 581	27 519	29 145
Taux d'évolution	13,45%	11,93%	11,64%	7,06%	7,58%	5,91%

❖ Les charges d'exploitation :

L'évolution de ce poste est estimée moyennant un taux moyen de 6,83% à partir de 2015:

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
En milliers de DT	6 081	6 126	6 760	7 310	7 850	8 440
Taux d'évolution	9,45%	0,74%*	10,35%	8,14%	7,39%	7,52%

(*) L'année 2014 tient compte d'une contribution conjoncturelle exceptionnelle de 221mDt. En faisant abstraction de ladite contribution, l'évolution des charges d'exploitation en 2015 serait de 5%.

❖ **Les provisions nettes :**

	En milliers de DT					
	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Dotations aux provisions	4 476	4 930	4 980	5 130	5 364	5 420
Reprises sur provisions	2 983	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000
Provisions nettes	1 493	1 930	1 980	2 130	2 364	2 420
Taux d'évolution	-12,87%	29,29%	2,59%	7,58%	10,97%	2,39%

❖ **Les fonds que la société projette de lever :**

Les fonds que la société projette de lever proviennent des lignes de crédits émises sur le marché financier sous forme d'emprunts obligataires, bancaires ou autres. Les caractéristiques et les conditions prévues pour ces différents emprunts composant le programme d'endettement sont les suivants :

	En milliers de DT				
	2015	2016	2017	2018	2019
Emp obligataire					
Montant	50 000	50 000	55 000	65 000	70 000
Durée	5 ans	5 ans	5 ans	5 ans	5 ans
Taux d'intérêt	7,65%	7,50%	7,50%	7,50%	7,50%
Emp bancaires					
Montant	64 385	57 000	62 000	64 000	68 000
Durée	5 ans	5 ans	5 ans	5 ans	5 ans
Taux d'intérêt	7,00%	7,00%	7,00%	7,00%	7,00%
Total emprunt	114 385	113 000	117 000	129 000	138 000

Il est utile de préciser que les termes de ces crédits futurs peuvent être modifiés selon les conditions du marché financier au moment de leur mise en application.

Nous précisons aussi que le total des emprunts en bas du tableau ci-dessus diffère de celui du poste "Encaissement provenant des emprunts" figurant au tableau des flux de trésorerie prévisionnelle (page 99), dans la mesure où ce dernier intègre aussi les encaissements provenant des financements à court terme sous forme de certificats de dépôts ou de certificats de leasing.

❖ **Les emprunts et ressources spéciales évolueront comme suit :**

	En milliers de DT					
	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Emprunts et ressources spéciales	313 284	328 360	360 381	381 763	403 313	420 283
Taux d'évolution	5,98%	4,81%	9,75%	5,93%	5,64%	4,21%

❖ **Les charges financières ont été estimées suivant l'évolution de la trésorerie et des intérêts des crédits en cours et à contracter :**

	En milliers de DT					
Charges financières relatives à :	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Crédits bancaires et extérieurs	7 569	8 408	10 112	11 224	12 344	13 272
Emprunts obligataires	7 280	8 891	10 290	11 509	12 702	13 877
Autres crédits à CT et autres	4 273	4 105	3 494	2 849	2 473	1 996
Total charges financières	19 122	21 403	23 895	25 581	27 519	29 145

❖ Les capitaux propres :

Les capitaux propres de la société évolueront comme suit :

En milliers de DT

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Capital social	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000
Réserves	24 598	26 824	30 300	33 898	37 713	41 509
Résultats reportés	3 456	5 670	7 513	9 986	13 165	16 814
Actions propres	(2 842)	(3 003)	(3 103)	(2 703)	(2 103)	(1 303)
Résultat de la période	8 128	9 000	9 775	10 729	11 230	12 115
Total des Capitaux propres	58 341	63 491	69 486	76 910	85 005	94 136

❖ Les investissements :

La Compagnie Internationale de Leasing prévoit pour l'année 2015, des investissements d'aménagement et de renouvellement et en matériel informatique, véhicules et équipements de bureaux de l'ordre de **960 000 dinars**. Pour le reste de la période du Business Plan (2016-2019), le management de la société prévoit un investissement annuel moyen de **275 000** dinars.

Concernant les investissements en portefeuille, et afin d'optimiser son taux effectif moyen d'imposition au titre de ses bénéficiaires en le maintenant à un niveau moyen de 20%, la société compte procéder annuellement à des dégrèvements financiers sous forme d'investissements dans des titres en capital. A ce titre, elle prévoit de réaliser des investissements, d'une moyenne de **5 284** mille dinars à partir de 2015.

❖ Les dividendes :

La CIL prévoit de distribuer un dividende par action comme suit :

En DT

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Dividende par action	0,750	0,750	0,750	0,750	0,750	0,750

❖ La rentabilité prévisionnelle :

Les taux prévisionnels moyens présentés ci-dessus sont calculés sur la période allant de 2015 à 2019 en fonction des taux annuels figurant dans le tableau qui suit :

- Le taux prévisionnel moyen d'évolution des intérêts et produits assimilés de leasing sera de 8,42% ;
- Le taux prévisionnel moyen d'évolution des produits nets sera de 7,89% ;
- Le taux prévisionnel moyen d'évolution du résultat d'exploitation sera de 8,55% ;
- Le taux prévisionnel moyen de croissance des résultats nets sera de 8,33% ;

Taux d'évolution :	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Intérêts et produits assimilés	7,46%	10,12%	10,60%	8,01%	6,78%	6,59%
Produits nets	1,23%	7,42%	9,28%	9,16%	6,06%	7,54%
Résultat d'exploitation	-2,47%	9,88%	9,90%	9,98%	4,55%	8,42%
Résultat net	-5,12%	10,72%	8,61%	9,76%	4,67%	7,88%

6 - 2 - 4 – LES ETATS FINANCIERS PREVISIONNELS :

Bilan prévisionnel :

En milliers de DT

ACTIFS	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Caisses et avoirs auprès des banques	11 238	8 270	3 948	3 550	6 103	5 723
Créances sur la clientèle, opérations de leasing	351 176	379 877	411 047	444 067	476 353	507 583
Portefeuille- titres commercial	500	500	0	0	0	0
Portefeuille d'investissement	20 451	22 676	25 257	27 859	30 529	33 122
Valeurs immobilisées	2 658	3 177	2 917	2 717	2 517	2 317
Autres actifs	4 523	5 386	5 767	6 186	6 653	7 120
TOTAL DES ACTIFS	390 546	419 886	448 935	484 378	522 155	555 865

PASSIFS	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Dettes envers la clientèle	3 006	3 600	3 550	3 550	3 550	3 550
Emprunts et ressources spéciales	313 284	328 360	360 381	381 763	403 313	420 283
Fournisseurs et comptes rattachés	11 260	20 500	12 500	17 500	24 500	32 000
Autres passifs	4 654	3 935	3 018	4 655	5 787	5 896
TOTAL DES PASSIFS	332 205	356 395	379 450	407 468	437 150	461 729

CAPITAUX PROPRES

Capital social	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000
Réserves	24 598	26 824	30 300	33 898	37 713	41 509
Résultats reportés	3 456	5 670	7 513	9 986	13 165	16 814
Actions propres	(2 842)	(3 003)	(3 103)	(2 703)	(2 103)	(1 303)
Résultat de la période	8 128	9 000	9 775	10 729	11 230	12 115
Total des capitaux propres	58 341	63 491	69 486	76 910	85 005	94 136
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	390 546	419 886	448 935	484 378	522 155	555 865

Etat de résultat prévisionnel :

En milliers de DT

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
PRODUITS D'EXPLOITATION						
Intérêts et produits assimilés de leasing	35 878	39 510	43 700	47 200	50 400	53 720
Intérêts et charges assimilées	19 122	21 403	23 895	25 581	27 519	29 145
Produits des placements	734	760	800	900	1 000	1 100
Autres produits d'exploitation	319	263	300	300	320	350
Produit net	17 809	19 130	20 905	22 819	24 201	26 025
CHARGES D'EXPLOITATION						
Charges de personnel	3 788	4 200	4 500	4 860	5 250	5 670
Dotations aux amortissements	409	441	460	500	500	500
Autres charges d'exploitation	1 884	1 485	1 800	1 950	2 100	2 270
Total des charges d'exploitation	6 081	6 126	6 760	7 310	7 850	8 440
RESULTAT D'EXPLOITATION AVANT PROVISIONS	11 728	13 004	14 145	15 509	16 351	17 585
Dotations aux provisions et résultat des créances radiées	1 493	1 930	1 980	2 130	2 364	2 420
Dotations nettes aux autres provisions	162	5	0	0	0	0
RESULTAT D'EXPLOITATION	10 073	11 069	12 165	13 379	13 987	15 165
Autres gains ordinaires	61	311	10	50	50	50
Autres pertes ordinaires	(4)	(130)	0	0	0	0
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES AVANT IMPOT	10 130	11 250	12 175	13 429	14 037	15 215
Impôts sur les bénéfices	(2 001)	(2 250)	(2 400)	(2 700)	(2 807)	(3 100)
RESULTAT NET DE LA PERIODE	8 128	9 000	9 775	10 729	11 230	12 115

Tableau des flux de trésorerie prévisionnels :

En milliers de DT

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Flux liés à l'exploitation						
Encaissements reçus des clients	243 941	251 338	266 444	280 100	295 379	310 808
Investissements dans les contrats de leasing	(221 833)	(228 190)	(256 600)	(254 900)	(264 200)	(275 000)
Sommes versées aux fournisseurs et au personnel	(5 589)	(5 687)	(6 310)	(6 815)	(7 350)	(7 940)
Intérêts payés	(19 595)	(19 662)	(25 671)	(25 558)	(27 554)	(29 212)
Impôts & taxes payés	(7 626)	(6 388)	(7 839)	(8 945)	(9 812)	(10 882)
Autres flux liés à l'exploitation	141	(744)	(240)	100	200	300
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	(10 560)	(9 332)	(30 216)	(16 018)	(13 337)	(11 927)
Flux d'investissements						
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(146)	(960)	(200)	(300)	(300)	(300)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	13	87	50	50	50	50
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières	(3 434)	(4 175)	(4 931)	(5 352)	(5 820)	(6 142)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations financières	3 724	2 006	2 750	3 150	3 550	3 950
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	156	(3 043)	(2 331)	(2 452)	(2 520)	(2 442)
Flux de financement						
Encaissement suite à la cession des actions propres	0	0	0	400	600	800
Décaissement suite au rachat des actions propres	(475)	(161)	(100)	0	0	0
Dividendes et autres distributions	(3 692)	(3 690)	(3 696)	(3 710)	(3 740)	(3 781)
Encaissements provenant des emprunts	247 234	211 306	212 000	187 000	179 000	188 000
Remboursements d'emprunts	(229 269)	(198 048)	(179 979)	(165 618)	(157 450)	(171 030)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	13 798	9 407	28 225	18 072	18 410	13 989
Variation de trésorerie	3 395	(2 968)	(4 322)	(398)	2 553	(380)
Trésorerie au début de l'exercice	7 844	11 238	8 270	3 948	3 550	6 103
Trésorerie à la clôture de l'exercice	11 238	8 270	3 948	3 550	6 103	5 723

6 - 2 - 5 – RATIOS PREVISIONNELS :

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Indicateurs de gestion						
Indicateurs de gestion (en Millions de dinars)	8 128	9 000	9 775	10 729	11 230	12 115
Résultat net de la période (1)	372 127	403 053	436 303	471 926	506 882	540 705
Engagements (Créances sur la clientèle+Portefeuille titre commercial+Portefeuille d'investissement)	382 468	416 563	451 113	486 613	521 613	555 613
Total Engagements (Encours global + Engagements hors bilan) (2)	29 601	30 500	32 800	36 786	39 516	42 168
Créances classées (3)	50 213	54 491	59 711	66 181	73 775	82 020
Fonds propres (avant résultat net) (4)	58 341	63 491	69 486	76 910	85 005	94 136
Capitaux propres avant affectation	20 141	22 371	24 651	27 081	29 745	32 465
Provisions et Produits réservés (5)	351 176	379 877	411 047	444 067	476 353	507 583
Créances sur la clientèle, opération de leasing (Bilan)	313 284	328 360	360 381	381 763	403 313	420 283
Emprunts et ressources spéciales (6)	390 546	419 886	448 935	484 378	522 155	555 865
Total bilan	19 122	21 403	23 895	25 581	27 519	29 145
Charges financières (7)	6 081	6 126	6 760	7 310	7 850	8 440
Ratios propres aux sociétés de leasing						
Fonds propres/Engagements (4)/(2)	13,13%	13,08%	13,24%	13,60%	14,14%	14,76%
Ratio des CDL (2)/(3)	7,74%	7,32%	7,27%	7,56%	7,58%	7,59%
Ratio de couverture des créances classées (5)/(4)	68,04%	73,35%	75,16%	73,62%	75,27%	76,99%
Ratios de structure						
Total capitaux propres après résultat/Total bilan	14,94%	15,12%	15,48%	15,88%	16,28%	16,93%
Emprunts et ressources spéciales (6) /Total bilan	80,22%	78,20%	80,27%	78,82%	77,24%	75,61%
Créances sur la clientèle, opérations de leasing/Total bilan	89,92%	90,47%	91,56%	91,68%	91,23%	91,31%
Emprunts et ressources spéciales (6) +dettes envers la clientèle/Créances sur la clientèle, opérations de leasing	90,07%	87,39%	88,54%	86,77%	85,41%	83,50%
Ratios de gestion						
Charges de personnel/Produits nets	21,27%	21,96%	21,53%	21,30%	21,69%	21,79%
Produits nets/Capitaux propres avant résultat	35,47%	35,11%	35,01%	34,48%	32,80%	31,73%
Coefficient d'exploitation	34,14%	32,02%	32,34%	32,03%	32,44%	32,43%
Provisions nettes/Produits nets	8,38%	10,09%	9,47%	9,33%	9,77%	9,30%
Ratios de rentabilité						
ROE (Résultat net/capitaux propres avant résultat net) (1)/(4)	16,19%	16,52%	16,37%	16,21%	15,22%	14,77%
ROA (Résultat net/Total bilan)	2,08%	2,14%	2,18%	2,22%	2,15%	2,18%
Résultat net/Produits nets	45,64%	47,05%	46,76%	47,02%	46,40%	46,55%
Intérêts et produits assimilés de leasing/ Créances sur la clientèle	10,22%	10,40%	10,63%	10,63%	10,58%	10,58%
Produits nets/Total bilan	4,56%	4,56%	4,66%	4,71%	4,63%	4,68%

**6 - 3 – AVIS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES INFORMATIONS
FINANCIERES PREVISIONNELLES RELATIVES A LA PERIODE ALLANT
DE 2015 A 2019:**



Société d'expertise comptable
Inscrite au tableau de l'ordre des experts comptables de Tunisie
22 bis, Avenue Mongi Slim El Menzah 5 - 2087 Ariana
Tél : 71 230 666 / Fax : 71 234 215
E-mail: neji.fac@planet.tn



Société d'expertise comptable
Inscrite au tableau de l'ordre des experts comptables de Tunisie
Immeuble SAADI – Tour CD – 2ème étage –
Appartement 7 & 8 – Menzah IV – 1082 Tunis
Tél : 71 755 035 / Fax : 71 753 062
E-mail: walid.bensalah@deltacconsult.com.tn

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SUR L'EXAMEN D'INFORMATIONS FINANCIERES PREVISIONNELLES POUR LA PERIODE 2015-2019

MESSIEURS LES ACTIONNAIRES DE LA COMPAGNIE INTERNATIONALE DE LEASING (CIL)

Conformément à la mission qui nous a été confiée, nous avons examiné la projection d'informations financières et de ses annexes de la Compagnie Internationale de Leasing relatifs à la période 2015-2019, tels qu'elles sont jointes au présent rapport.

Cette projection et les hypothèses présentées dans la Note 2.1 sur la base desquelles elle a été établie, relèvent de la responsabilité de la direction. Elle a été préparée dans le cadre de l'actualisation du document de référence "CIL 2015". Il nous appartient, sur la base de notre examen, d'exprimer notre conclusion sur cette projection.

La projection a été préparée sur la base d'un ensemble d'éléments comprenant des hypothèses théoriques sur des événements futurs et des actions de la direction qui ne se produiront peut-être pas. En conséquence, les lecteurs sont avertis que cette projection ne peut pas être utilisée à d'autres fins que celles indiquées ci-avant.

Nous avons effectué cet examen selon les Normes Internationales de Missions d'Assurance applicables à l'examen d'informations financières prévisionnelles. Il n'entre pas dans notre mission de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à sa date de signature.

Sur la base de notre examen des éléments corroborant les hypothèses retenues, nous n'avons pas relevé de faits qui nous conduisent à penser que celles-ci ne constituent pas une base raisonnable pour la projection, étant toutefois rappelé qu'elle repose sur des hypothèses théoriques et que nous ne pouvons apporter d'assurance sur leur réalisation.

A notre avis, cette projection est correctement préparée sur la base des hypothèses décrites et est présentée conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

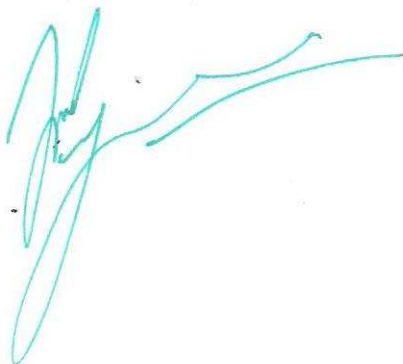
Enfin, nous rappelons que s'agissant de projections présentant par nature un caractère incertain, les réalisations différeront, parfois de manière significative des informations prévisionnelles présentées.

Tunis, le 10 février 2016

Les Commissaires aux Comptes

F.A.C

Mohamed Neji HERGLI



DELTA CONSULT

Walid BEN SALAH

